

COMMUNE DE COURROUX

AMENAGEMENT LOCAL

Règlement communal sur les constructions



AUTORITE COMMUNALE

DEPOT PUBLIC

DU 12 JUIN 2013 AU 12 JUILLET 2013

ADOpte PAR L'ASSEMBLEE COMMUNALE LE

16 DEC. 2013

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

LE PRESIDENT

LE SECRETAIRE



LE SECRETAIRE COMMUNAL SOUSSIGNE CERTIFIE
L'EXACTITUDE DES INDICATIONS CI-DESSUS

COURROUX, LE **14 AVR. 2014**

SIGNATURE

TIMBRE

AUTORITE CANTONALE

EXAMEN PREALABLE DU

17 JANVIER 2012

APPROUVE PAR DECISION DU

- 9 OCT. 2014

SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
CHANTAL DESCHENAUX – ALAIN BEURET

SIGNATURES

TIMBRE



Table des matières et index chronologiques

Table des matières

Page

TITRE PREMIER : Dispositions générales

CHAPITRE I : Préambule

1. Présentation	1
2. Portée	1
3. Conception directrice	1
4. Programme d'équipement	1
5. Législation en vigueur.....	1
6. Définition et modes de calculs	2

CHAPITRE II : Police des constructions 2

1. Compétences.....	2
2. Peines	3

CHAPITRE III : Dispositions transitoires 3

1. Procédures en cours	3
2. Abrogation des documents en vigueur	3
3. Maintien des documents en vigueur.....	5

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur..... 5

Date et document.....	5
-----------------------	---

CHAPITRE V : Compétences 6

1. Assemblée communale	6
2. Conseil communal	6
3. Commission d'urbanisme	6
4. Avis de principe du Conseil communal	6

TITRE DEUXIÈME : Dispositions applicables à l'ensemble du territoire communal 7

CHAPITRE I : Patrimoine architectural, historique, archéologique et paléontologique..... 7

1. Bâtiments protégés	7
2. Objets protégés	7
3. Site d'exploitation du fer	8
4. Vestiges historiques, archéologiques et paléontologiques	8

CHAPITRE II : Patrimoine naturel..... 8

1. Généralités.....	8
2. Haies et bosquets	9
3. Arbres isolés et allées d'arbres.....	10
4. Eaux de surface	11
5. Entretien.....	11

CHAPITRE III : Aire forestière 11

1. Forêt	11
----------------	----

CHAPITRE IV : Espaces publics et équipements.....	11
1. Aménagement des espaces publics.....	11
2. Réalisation des équipements	12
3. Contributions des propriétaires fonciers	12
4. Chemins de randonnée pédestre	12
5. Itinéraires cyclables	12
CHAPITRE V : Parcelles.....	12
1. Aménagement	12
2. Plan d'aménagement des abords.....	13
3. Topographie.....	13
4. Décharges, carrières et gravières sauvages.....	13
5. Sites pollués.....	13
CHAPITRE VI : Constructions.....	13
1. Alignements et distances	13
2. Constructions et topographie.....	14
3. Constructions annexes.....	14
4. Sondages géologiques et sondes géothermiques.....	14
5. Installations solaires.....	15
6. Antennes extérieures.....	15
TITRE TROISIÈME : Dispositions applicables aux zones.....	16
CHAPITRE I : Zones à bâtir	16
Section 1 : Préambule	16
Section 2 : Zone centre A (zone CA)	16
Section 3 : Zone mixte A (zone MA).....	22
Section 4 : Zone mixte B (zone MB).....	26
Section 5 : Zone d'habitation A (zone HA)	30
Section 6 : Zone d'habitation B (zone HB)	34
Section 7 : Zone d'activités A (zone AA)	37
Section 8 : Zone d'activités B (zone AB)	40
Section 9 : Zone d'utilité publique A (zone UA).....	44
Section 10 : Zone de sports et de loisirs A (zone SA)	47
CHAPITRE II : Zones agricoles.....	49
Section 1 : Préambule.....	49
Section 2 : Zone agricole A (zone ZA)	49
CHAPITRE III : Zones particulières.....	51
Section 1 : Préambule	51
Section 2 : Zone verte A (zone ZVA)	51
Section 3 : Zone de transport.....	52
CHAPITRE IV : Périmètres particuliers.....	52
Section 1 : Préambule	52
Section 2 : Périmètre de protection archéologique et paléontologique (périmètre PA)	53
Section 3 : Périmètre de protection des vergers (périmètre PV).....	53
Section 4 : Périmètre de protection du paysage (périmètre PP)	54
Section 5 : Périmètre de protection de la nature (périmètre PN)	55

Section 6 : Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN)	58
Section 7 : Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE).....	61

CHAPITRE V : Périmètres indicatifs 64

Section 1 : Préambule	64
Section 2 : Périmètre de protection des eaux (périmètre PE).....	64
Section 3 : Réserve naturelle (périmètre RN)	65

Annexe I : Fiche illustrative d'aménagement de surfaces

Annexe II : Périmètre PNC – Le Colliard

Annexe III : Répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura

Annexe IV : Interprétations graphiques de quelques prescriptions de constructions et d'aménagements

Annexe V : Directives sur l'entretien du bocage

Annexe VI : Liste des plantes envahissantes

Annexe VII : Modélisations acoustiques relatives au secteur HBb

Annexe VIII : Cartes de dangers par types de phénomène.....

Index des textes de loi

LAT	Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (RS 700)	1
OAT	Ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (RS 700.1)	1
LPE	Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (RS 814.01)	1
OPB	Ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (RS 814.41)	2
OPair	Ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (RS 814.318.142.1)	2
LCAT	Loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (RSJU 701.1)	2
OCAT	Ordonnance cantonale du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (RSJU 701.11)	2
DRN	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions (RSJU 701.31)	2
DPC	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire (RSJU 701.51)	2
DCPF	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers (RSJU 701.71)	2
DRTB	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le remembrement des terrains à bâtir (RSJU 701.81)	2
LiCC	Loi cantonale du 9 novembre 1978 d'introduction du code civil Suisse (RSJU 211.1)	2
LCER	Loi cantonale du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (RSJU 722.11)	2
LFOR	Loi cantonale du 20 mai 1998 sur les forêts (RSJU 921.11)	11
-	Loi cantonale du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (RSJU 722.41)	12
-	Loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables (RSJU 722.31)	12

-	Ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (RSJU 814.21)	15
OEN	Ordonnance cantonale du 24 août 1993 sur l'énergie (RSJU 730.11)	15
ORRChim	Ordonnance du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux (RS 814.81)	57
-	Ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (RSJU 814.21)	64
-	Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (RS 814.201)	64

Index des acronymes

RCC	Règlement communal sur les constructions	1
SPC	Section des permis de construire	2
ENV	Office de l'environnement	2
CPS	Commission des paysages et des sites.....	3
SAT	Service de l'aménagement territoire.....	3
SDT	Service du développement territorial	5
RBC	Répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura	7
OCC	Office de la culture.....	7
PTP	Produits de traitement des plantes	10
ISOS	Inventaire des sites construits à protéger en Suisse	16
ECA	Etablissement cantonal d'assurance	61
ECR	Service de l'économie rurale	63

Règlement communal sur les constructions (RCC)

TITRE PREMIER : Dispositions générales

CHAPITRE I : Préambule

1. Présentation

Article premier ¹Le présent règlement communal sur les constructions fait partie de l'aménagement local et complète le plan de zones, le plan des degrés de sensibilité au bruit et le plan des dangers naturels. Il est désigné plus loin par RCC.

²Ce règlement s'applique à la totalité du territoire communal. Il définit l'usage du sol et établit les règles de constructions.

2. Portée

Art. 2 ¹Le RCC ainsi que le plan de zones, le plan des degrés de sensibilité au bruit et le plan des dangers naturels constituent la réglementation de la commune en matière de construction et d'utilisation du sol au sens de la loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire.

²Les fiches illustratives données en annexe sont des directives générales qui doivent notamment être consultées avant tout projet de construction ou d'aménagement.

³Les autres annexes du présent règlement découlent d'autres dispositions légales et sont données à titre indicatif.

3. Conception directrice

Art. 3 La conception directrice d'aménagement lie les autorités pour toutes les décisions prises en matière d'aménagement local. Elle sert, d'une part, de références pour tout projet d'aménagement ou de construction et, d'autre part, d'instruments de gestion.

4. Programme d'équipement

Art. 4 Le programme d'équipement lie les autorités communales pour l'équipement de la zone à bâtir. Il sert de référence pour la planification, la construction et le financement des secteurs à équiper.

5. Législation en vigueur

Art. 5 ¹Le RCC constitue le droit applicable au domaine de la construction sur le territoire communal en complément, notamment, des dispositions suivantes :

- a) loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT)¹;
- b) ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT)²;
- c) loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE)³;

¹ RS 700

² RS 700.1

- d) ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB)⁴;
- e) ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair)⁵;
- f) loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)⁶;
- g) ordonnance cantonale du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (OCAT)⁷;
- h) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN)⁸;
- i) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire (DPC)⁹;
- j) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers (DCPF)¹⁰;
- k) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le remembrement des terrains à bâtir (DRTB)¹¹;
- l) loi cantonale du 9 novembre 1978 d'introduction du code civil Suisse (LiCC)¹²;
- m) loi cantonale du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (LCER)¹³.

²L'application de toute autre disposition du droit fédéral, cantonal ou communal relative à l'aménagement du territoire ou à la construction demeure réservée.

6. Définition et modes de calculs

Art. 6 ¹Les définitions et modes de calculs utilisés dans le présent règlement sont conformes à ceux définis par l'OCAT.

²Ces dispositions s'appliquent notamment aux hauteurs, aux distances, aux indices d'utilisation du sol, aux alignements et aux constructions annexes.

CHAPITRE II : Police des constructions

1. Compétences

Art. 7 ¹La police des constructions est exercée par le Conseil communal sous la surveillance de la Section des permis de construire (SPC) et en application des art. 34 à 38 LCAT.

²Par substitution au Conseil communal défaillant, la SPC exécute toute mesure de police des constructions nécessaire, en vertu de l'art. 39 LCAT.

³A l'intérieur de l'aire forestière, l'autorité de police est l'Office de l'environnement (ENV) en application de l'article 76 de la loi cantonale sur les forêts (LFOR)¹⁴.

³ RS 814.01
⁴ RS 814.41
⁵ RS 814.318.142.1
⁶ RSJU 701.1
⁷ RSJU 701.11
⁸ RSJU 701.31
⁹ RSJU 701.51
¹⁰ RSJU 701.71
¹¹ RSJU 701.81
¹² RSJU 211.1
¹³ RSJU 722.11

⁴Le Conseil communal fonde ses appréciations sur l'ensemble des documents légaux en vigueur.

⁵Le Conseil communal peut en tout temps et pour tout objet consulter la Commission des paysages et des sites (CPS).

2. Peines

Art. 8 ¹Tout contrevenant aux dispositions du présent règlement sera poursuivi.

²Il sera passible des peines énoncées par l'art. 40 LCAT.

³L'application de toute autre disposition pénale demeure réservée.

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Procédures en cours

Art. 9 Les procédures engagées avant l'entrée en vigueur des documents constituant le présent aménagement local seront traitées conformément à l'ancienne législation, sous réserve des art. 20 et 21 LCAT.

2. Abrogation des documents en vigueur

Art. 10 Les documents suivants sont abrogés :

- a) plan de zones 1 Bâti adopté par l'Assemblée communale le 18 mars 1997 et approuvé par le Service de l'aménagement du territoire (SAT) le 10 juin 1997 ;
- b) modification du plan de zones « parcelles 1054-1053 » adoptée par l'Assemblée communale le 15 décembre 1998 et approuvée par le SAT le 12 mars 1999 ;
- c) modification du plan de zones « parcelles 222-225-3031 » adoptée par l'Assemblée communale le 19 avril 2000 et approuvée par le SAT le 18 octobre 2000 ;
- d) modification du plan de zones « création d'une zone AB (ZARD) » adoptée par l'Assemblée communale le 2 septembre 2003 et approuvée par le SAT le 24 septembre 2003 ;
- e) modification de peu d'importance du plan de zones - parcelle 200 adoptée par le Conseil communal le 10 janvier 2011 et approuvée par le SAT le 31 janvier 2011 ;
- f) modification de peu d'importance du plan de zones « Parcelles 316 et 318 » adoptée par le Conseil communal le 21 février 2011 et approuvée par le SAT le 22 mars 2011 ;
- g) modification de peu d'importance du plan de zones et du plan spécial « Centre sportif de Bellevie » - parcelle 2397 adoptée par le Conseil communal le 30 mai 2011 et approuvée par le SAT le 7 juillet 2011 ;
- h) plans de zones « Nature et paysage » partie Nord et partie Sud adoptés par l'Assemblée communale le 27 septembre 2010 et approuvés par le SAT le 14 décembre 2010 ;
- i) règlement communal sur les constructions adopté par

¹⁴ RSJU 921.11

- l'Assemblée communale le 27 septembre 2010 et approuvé par le SAT le 14 décembre 2010 ;
- j) plan de lotissement n°1 et plan de masse n°101 avec prescriptions spéciales « Petit Guigueres » adoptés par l'Assemblée communale le 21 mai 1975 et approuvés par la Direction des travaux publics du canton de Berne le 27 mai 1977 ;
 - k) modification de peu d'importance du plan de lotissement n°1 « Petit Guigueres » adoptée par le Conseil communal le 3 juin 1980 et approuvée par le SAT le 30 janvier 1981 ;
 - l) modification de peu d'importance du plan de lotissement n°1 « Petit Guigueres » adoptée par le Conseil communal le 1 juin 1981 et approuvée par le SAT le 20 juillet 1981 ;
 - m) prescriptions du plan spécial « La Forge » (modifié) adoptées par le Conseil communal le 30 juin 1999 et approuvées par le SAT le 20 août 1999 ;
 - n) modification de peu d'importance du plan spécial « La Forge » adoptée par le Conseil communal le 1^{er} décembre 1999 et approuvée par le SAT le 13 janvier 2000 ;
 - o) modification du plan spécial « La Forge » adoptée par le Conseil communal le 23 novembre 2004 et approuvée par le SAT le 1 décembre 2004 ;
 - p) plan spécial « Les Contours 1 » adopté par le Conseil communal le 12 octobre 1994 et approuvé par le SAT le 4 novembre 1994 ;
 - q) plan spécial « Les Contours 2 » adopté par le Conseil communal le 19 décembre 1995 et approuvé par le SAT le 11 mars 1996 ;
 - r) plan spécial « La Doux » (modifié) adopté par le Conseil communal le 12 novembre 1997 et approuvé par le SAT le 20 novembre 1997 ;
 - s) plan spécial « Clos la Jus » adopté par le Conseil communal le 22 septembre 1999 et approuvé par le SAT le 13 janvier 2000 ;
 - t) plan spécial « Derrière le cimetière » adopté par l'Assemblée communale le 15 décembre 1999 et approuvé par le SAT le 13 avril 2000 ;
 - u) plan spécial « Les Contours 3 » adopté par le Conseil communal le 18 août 2005 et approuvé par le SAT le 31 août 2005 ;
 - v) plan spécial d'équipement de détail « Rue de la Croix » - secteur MAC adopté par le Conseil communal le 13 octobre 2005 et adopté par le SAT le 28 février 2006 ;
 - w) plan spécial d'équipement de détail « Clos Sous le Petit Guigueres » adopté par le Conseil communal le 8 avril 2008 et approuvé par le SAT le 16 avril 2008 ;
 - x) plan spécial « Les Contours IV » adopté par l'Assemblée communale le 27 septembre 2010 et approuvé par le SAT le 17 novembre 2010 ;
 - y) plan spécial « Centre sportif de Bellevie » adopté par l'Assemblée communale le 27 février 2007 et approuvé par le SAT le 27 novembre 2007.

MAINTENU EN VIGUEUR
Modifié par décision de ratification

- z) modification de peu d'importance du plan de zones – parc 44, 45, 3052, 3253 et 4105 adoptée par l'Assemblée communale le 4 juin 2012 et approuvée par le SAT le 19 juin 2012 ;
- aa) modification de peu d'importance du plan de zones – parcelle 2226 adoptée par le Conseil communal le 5 novembre 2012 et approuvée par le SAT le 14 janvier 2013 ;

3. Maintien des documents en vigueur

Art. 11 Les documents suivants sont maintenus en vigueur :

- a) règlement communal sur les places de stationnement adopté par l'Assemblée communale le 29 septembre 1993 et approuvé par le SAT le 7 décembre 1993 ;
- b) tarif des émoluments pour permis de construire adopté par le Conseil communal le 15 mai 1992 et approuvé par le SAT le 6 juillet 1992 ;
- c) plan directeur de la zone d'activités régionale de Delémont ZARD adopté par le Conseil communal le 2 septembre 2003 et approuvé par le SAT le 23 septembre 2003 ;
- d) plan spécial « Zone d'activités régionale de Delémont – (ZARD) » adopté par le Conseil communal le 8 mai 2007 et approuvé par le SAT le 22 mai 2007 ;
- e) plan directeur des circulations adopté par le Conseil communal le 15 novembre 2010 et approuvée par le DEE le 23 novembre 2010 ;
- f) plan spécial « Clos du Moulin » adopté par le Conseil communal le 2 mai 2011 et approuvé par le SAT le 12 juillet 2011 ;
- g) plan spécial « Place des Mouleurs » adopté par l'Assemblée communale le 4 juin 2012 et approuvé par le SAT le 3 juillet 2012.
- h) Modification du PS« Place des Mouleurs » adopté par le conseil communal le 4 février 2013 et approuvé par le SAT le 18 février 2013.

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Date et documents

Art. 12 ¹Le présent aménagement local comprenant :

- a) le règlement communal sur les constructions ;
- b) le plan de zones ;
- c) le plan des degrés de sensibilité au bruit ;
- d) le plan des dangers naturels ;

est opposable aux tiers dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du Service du développement territorial (SDT).

²Celle-ci entre en vigueur 30 jours après sa notification ou après qu'un éventuel recours ait été jugé.

CHAPITRE V : Organes communaux

1. Assemblée communale

Art. 13 L'Assemblée communale est compétente pour adopter ou modifier la réglementation fondamentale.

2. Conseil communal

Art. 14 ¹Le Conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local.

²Il est compétent pour :

- a) adopter et mettre en œuvre les conceptions directrices communales ;
- b) adopter et modifier un plan spécial défini au sens de l'art. 46, al. 4 LCAT (plan spécial obligatoire ou concernant avant tout l'équipement de détail).

3. Commission d'urbanisme

Art. 15 ¹Le Conseil communal nomme une commission d'urbanisme qui a pour tâche d'étudier, en détail, toutes les demandes de permis de construire. La commission d'urbanisme établit, à l'intention du Conseil communal, un rapport circonstancié pour chaque demande. La commission d'urbanisme étudie également tous les problèmes touchant à l'aménagement du territoire communal.

²Si le Conseil communal lui en donne la compétence, la commission d'urbanisme peut solliciter l'avis de la Commission du paysage et des sites (CPS).

4. Avis de principe du Conseil communal

Art. 16 Avant d'engager la procédure du permis de construire, il est recommandé aux requérants de soumettre une esquisse du projet au Conseil communal. Celui-ci communique un avis de principe au requérant.

TITRE DEUXIÈME : Dispositions applicables à l'ensemble du territoire communal

CHAPITRE I : Patrimoine architectural, historique, archéologique et paléontologique

1. Bâtiments protégés

Art. 17 ¹Les bâtiments mentionnés au répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura (RBC) et les bâtiments désignés sur le plan de zones sont protégés pour leur valeur typologique, historique et culturelle.

²La protection s'exerce sur le bâtiment et sur son environnement.

³Les bâtiments protégés doivent être conservés ou, en tout cas, respectés dans leurs caractères typologiques, constructifs et morphologiques. Leur entretien est assuré par les propriétaires respectifs.

⁴Tout projet de nouvelle construction, démolition, transformation, rénovation ou d'aménagement touchant ou voisinant ces bâtiments, devra être soumis à l'Office de la culture (OCC) pour préavis.

⁵La liste des bâtiments protégés est donnée en annexe.

⁶La commune peut soutenir les actions et mesures ayant pour but la conservation, l'entretien et la réhabilitation des bâtiments protégés.

2. Objets protégés

Art. 18 ¹Les objets mentionnés à l'al. 2 sont protégés pour leur valeur historique, culturelle, scientifique et artistique.

²L'ensemble du petit patrimoine architectural mentionné sur le plan de zones est protégé :

- a) les fontaines ;
- b) les croix.

³Sont également protégés sur l'ensemble du territoire communal :

- a) les greniers ;
- b) les bornes ou pierres historiques ;
- c) les inscriptions et monuments commémoratifs ;
- d) les enseignes en ferronnerie ;
- e) les abreuvoirs en pierre ;
- f) les éléments caractéristiques de l'architecture rurale (pierres taillées, signes lapidaires, inscriptions sur les linteaux, fours à pain, charpentes, corniches et menuiseries anciennes, etc.) ;
- g) les objets artistiques (sculptures, décors peints, etc.) ;
- h) les aménagements hydrauliques ou industriels anciens ;
- i) les grottes et abris sous roche pouvant servir à l'habitat préhistorique ou historiques.

⁴Les buts de protection visent à préserver l'intégrité des objets et de leurs abords ainsi que la manière dont ils sont perçus

dans leur environnement.

⁵Tous travaux contraires au but de protection sont interdits. Les objets protégés sont entretenus par leur propriétaire respectif.

⁶A l'exception des travaux courants de gestion agricole et sylvicole, tous travaux concernant l'objet ou son environnement proche sont soumis à l'approbation de l'OCC.

⁷La commune peut soutenir les actions et mesures ayant pour but la conservation et l'entretien des objets protégés.

3. Site d'exploitation du fer

Art. 19 ¹Les objets mentionnés à l'al. 2 sont protégés pour permettre l'approfondissement des connaissances archéologiques et historiques.

²Le patrimoine archéologique lié à l'exploitation du minerai de fer et à sa mise en valeur est protégé, notamment :

- a) les ferriers et amas de scories ;
- b) les sites de réduction de minerai ;
- c) les anciens puits et zones d'exploitation de surface ;
- d) les aménagements divers liés à ces installations.

³Sont notamment protégés tous les objets reportés sur le plan de zones ainsi que leur environnement proche.

⁴Tous travaux contraires au but de protection sont interdits. Les dispositions relatives au périmètre de protection archéologique, notamment l'art. 225, sont applicables par analogie.

4. Vestiges historiques, archéologiques et paléontologiques

Art. 20 ¹Les vestiges archéologiques et paléontologiques situés sur le territoire communal sont protégés, notamment :

- a) Les sites archéologiques de toute époque ;
- b) Les sites paléontologiques.

²Toute découverte d'éléments d'intérêt historique, archéologique ou paléontologique effectuée lors de travaux (construction, transformation, démolition, creusage, excavation, etc.) entraîne l'arrêt immédiat des travaux.

³La découverte sera immédiatement portée à la connaissance de l'Autorité communale et de l'OCC. Ce dernier est autorisé à procéder à des sondages avant et pendant les travaux à condition de remettre les lieux en état.

CHAPITRE II : Patrimoine naturel

1. Généralités

Art. 21 ¹Les surfaces et objets désignés par le plan de zones sont protégés de manière spécifique selon les indications du RCC (base légale). Les bases légales cantonales et fédérales s'appliquent pour tous les éléments non cités dans les documents communaux.

²Le RCC fixe les buts de protection et les restrictions en matière de construction et d'affectation pour les différentes zones et

objets protégés.

³La protection du patrimoine naturel situé en forêt, ainsi que la gestion sylvicole des peuplements concernés sont réglés par la législation en vigueur. L'ENV veille à la conservation du patrimoine naturel dans le cadre de l'application de la loi.

⁴Les fiches de présentation données en annexe expliquent et justifient les articles ci-dessous. Elles doivent notamment être consultées avant de prendre une décision concernant la protection ou la gestion d'un objet protégé.

2. Haies et bosquets

a) définition

Art. 22 ¹En vertu des législations fédérale et cantonale sur la protection de la nature et de la chasse, toutes les haies et tous les bosquets situés sur le territoire communal en zone agricole sont protégés.

²A l'intérieur des autres zones, sont sous protection de l'Autorité communale, les haies et bosquets mentionnées au plan de zones.

³Les haies et bosquets mentionnées au plan de zones ont une valeur biologique et paysagère remarquable. Les mesures de protection visent les objets naturels et leur environnement proche.

b) restrictions d'utilisation du sol

Art. 23 ¹Pour les catégories de bétail autres que les chevaux et les chèvres et en fonction du genre de végétation arbustive, il n'est pas obligatoire de clôturer, sous réserve des dispositions relevant de la politique agricole.

²En cas de risque de dégradation du milieu naturel, le Conseil communal peut ordonner, d'entente avec l'ENV, de barrer les haies et bosquets menacés par le bétail.

³Les haies et bosquets plantés dans le cadre des mesures de compensation liées au remaniement parcellaire ou à la construction de la route nationale A16 doivent être barrés durant les 15 années qui suivent leur plantation.

⁴Si l'exploitant se soustrait à son obligation, le Conseil communal, après sommation, fait exécuter les travaux par substitution, aux frais du responsable.

c) utilisations du sol interdites

Art. 24 ¹La pénétration par des chevaux ou par des chèvres, dans ces objets, est interdite.

²Il est en outre interdit :

- a) d'en réduire la surface ;
- b) de déraciner, brûler tout ou partie de l'objet ;
- c) d'opérer des coupes rases ;
- d) de changer la structure de la haie (haie haute en haie basse par exemple) ;
- e) d'entreprendre des travaux de terrassement et de déposer des matériaux de tout genre dans un rayon de 20 m autour de l'objet protégé, excepté dans la zone à bâtir où cette distance sera évaluée au cas par cas ;

- f) d'épandre des engrais ou des produits de traitement des plantes (PTP) sur l'objet et dans la bande herbeuse adjacente de 3.00 m. Dans la bande herbeuse de 3.00 m, le traitement plante par plante est autorisé pour les plantes à problèmes, s'il est impossible de les combattre raisonnablement par des moyens mécaniques.

d) dispositions particulières

Art. 25 ¹Sauf convention particulière, l'entretien et le maintien de ces milieux naturels sont assurés par les propriétaires fonciers, à défaut par la Commune mais aux frais de ces derniers.

²Les haies et bosquets mentionnés au plan de zones doivent être conservés à leur emplacement et, le cas échéant, entretenus. Lors de l'entretien, on tiendra compte de leur aspect paysager dont on préservera les caractéristiques.

³Les travaux doivent s'effectuer de début octobre à début avril.

e) procédure

Art. 26 ¹Le Conseil communal ordonne la replantation des haies ou partie de haies éliminées ou saccagées de façon illicite. Les modalités de replantation sont définies d'entente avec l'ENV.

²En principe, la replantation s'opère au même endroit, éventuellement dans une zone voisine, à l'aide d'essences indigènes adaptées à la station. Les travaux incombent à l'auteur du dommage.

³Si celui-ci se soustrait à son obligation, le Conseil communal, après sommation, fait exécuter les travaux par substitution au frais du responsable.

⁴Lorsqu'un intérêt prépondérant le justifie, le Conseil communal peut autoriser, après avoir requis l'avis de l'ENV, la suppression d'une haie ou d'une partie de haie, à condition qu'une plantation au moins équivalente soit effectuée au préalable moyennant compensation en nature.

3. Arbres isolés et allées d'arbres

Art. 27 ¹D'une manière générale, les arbres isolés et les allées d'arbres jouent un rôle paysager prédominant. La coupe n'est autorisée que pour des raisons sanitaires ou de sécurité.

²Les arbres isolés et allées d'arbres mentionnés au plan de zones sont sous protection de l'Autorité communale.

³Dans un rayon de 3.00 m autour du pied de l'arbre, aucun labour et aucun épandage d'engrais ou de PTP n'est autorisé. Seule l'interdiction de labours est requise pour les arbres fruitiers.

⁴Lorsqu'un intérêt prépondérant le justifie, le Conseil communal peut autoriser leur abattage. Toutefois, les objets abattus seront remplacés au préalable par un nombre au moins équivalent d'arbres de même essence ou par des espèces indigènes adaptées à la station et d'au moins 2.50 m de hauteur au moment de la plantation.

⁵Pour compléter le réseau actuel, l'autorité communale peut

exiger que deux nouveaux arbres soient plantés pour chaque arbre abattu.

4. Eaux de surface

Art. 28 ¹Les cours d'eau, les plans d'eau et leurs rives sont protégés, ainsi que les étangs et les mares avec leurs zones tampon. Leur gestion ne devra pas porter préjudice aux objets eux-mêmes, à leur faune et à leur flore.

²Lorsqu'un périmètre réservé aux eaux est défini, les dispositions relatives à ce type de périmètre sont applicables.

5. Entretien

Art. 29 ¹Les objets naturels ainsi que leur environnement sont entretenus par leurs propriétaires. En forêt, une obligation d'entretien découle uniquement des législations en vigueur.

²Des conditions d'entretien peuvent être fixées par contrat entre les propriétaires d'une part, et l'autorité communale ou cantonale compétente d'autre part.

³Si le propriétaire n'entretient pas les surfaces dans le sens recherché par la protection, l'autorité communale ou cantonale compétente a pouvoir d'intervention.

⁴L'entretien courant des haies et des arbres s'effectue conformément au RCC. Pour l'application dans la pratique, on se référera aux directives sur l'entretien du bocage données en annexe.

CHAPITRE III : Aire forestière

1. Forêt

Art. 30 ¹La forêt est soumise à la législation forestière, notamment la loi cantonale du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR)¹⁵. Leur délimitation est de la compétence de l'ENV.

²La gestion de la forêt, sa conservation et les dédommagements éventuels sont réglés conformément à la législation en vigueur.

CHAPITRE IV : Espaces publics et équipements

1. Aménagement des espaces publics

Art. 31 ¹Les voies et espaces publics seront aménagés de manière à mettre en valeur les caractéristiques architecturales et urbanistiques de la commune.

²Les aménagements doivent permettre de modérer la vitesse de la circulation automobile et assurer la sécurité de tous les usagers (automobilistes, cyclistes, piétons, etc.).

³Les aménagements publics et privés devront s'harmoniser entre eux tant dans leur conception que dans leur réalisation.

¹⁵ RSJU 921.11

⁴Pour tout projet d'aménagement des espaces publics, il faut se référer au Plan directeur des circulations.

2. Réalisation des équipements

Art. 32 En vertu des dispositions de l'art. 4 LCAT, les équipements seront réalisés par plan spécial. Seuls les équipements privés seront réalisés par permis de construire.

3. Contributions des propriétaires fonciers

Art. 33 ¹Les contributions des propriétaires fonciers aux frais d'équipement sont réglées par le DCPF.

²Conformément à ce décret, la Commune édictera un règlement particulier qui sera applicable dès son entrée en vigueur.

4. Chemins de randonnée pédestre

Art. 34 ¹Les chemins de randonnée pédestre sont régis par le plan sectoriel des chemins de randonnée pédestre approuvé par le Gouvernement le 10 septembre 2002 et par la loi cantonale du 13 novembre 1991¹⁶ portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre.

²Toute intervention ou modification sur le réseau inscrit au Plan directeur cantonal fera l'objet d'une autorisation du Gouvernement sur préavis du SDT.

5. Itinéraires cyclables

Art. 35 ¹Les itinéraires cyclables sont régis par le plan sectoriel des itinéraires cyclables approuvé par le Gouvernement le 3 mai 1994 et par la loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables¹⁷.

²Toute intervention ou modification sur le réseau inscrit au plan sectoriel fera l'objet d'une autorisation du Gouvernement sur préavis du SDT.

CHAPITRE V : Parcelles

1. Aménagement

Art. 36 ¹Les parcelles sont aménagées en cohérence avec les espaces publics ou privés qui les bordent de manière à obtenir une bonne intégration au site.

²Le revêtement des surfaces de parcelles doit être réalisé en privilégiant les matériaux perméables. On se réfère aux directives concernant les aménagements de surfaces données en annexe. Les eaux claires seront infiltrées au maximum ou conduites au cours d'eau le plus proche.

³Un principe de précaution est appliqué sur la dissémination des plantes envahissantes susceptibles de provoquer des dommages à la diversité biologique, la santé et/ou l'économie et dont il faut empêcher l'expansion. La population est sensibilisée à ce sujet. Une liste des plantes envahissantes est

¹⁶ RSJU 722.41

¹⁷ RSJU 722.31

donnée en annexe.

⁴Les clôtures en fil de fer barbelé sont interdites en zone à bâtir.

2. Plan d'aménagement des abords

Art. 37 ¹Un plan d'aménagement des abords doit être joint à toute demande de permis de construire.

²Pour la ou les parcelles concernées et en mentionnant les terrains voisins, il rend compte à l'échelle 1:200 :

- a) de l'emplacement des places de stationnement et de leur accès ;
- b) des modifications du terrain, mur de soutènement, talus, remblais ;
- c) des plantations ;
- d) du revêtement des surfaces et de leurs niveaux ;
- e) de l'aménagement des espaces de détente ;
- f) de l'emplacement des clôtures, haies, murs et bordures ;
- g) des raccordements de terrains avec les parcelles voisines ;
- h) du niveau de référence (fond fini du rez-de-chaussée) par rapport à une borne existante.

³Le plan d'aménagement des abords rend également compte des installations destinées à l'évacuation des ordures et des déchets pour les constructions d'une certaine importance, telles que l'habitat collectif, activités artisanales, industrielles ou sportives.

3. Topographie

Art. 38 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

4. Décharges, carrières et gravières sauvages

Art. 39 Les décharges, carrières et gravières sauvages existantes doivent être fermées et leur site devra être réaménagé.

5. Sites pollués

Art. 40 Tout projet de construction portant sur une parcelle répertoriée au cadastre jurassien des sites pollués doit faire l'objet d'un examen préalable et être soumis à l'ENV pour approbation.

CHAPITRE VI : Constructions

1. Alignements et distances a) généralités

Art. 41 ¹Lorsque deux distances ou un alignement accessoire au sens de l'art. 64 al. 2 LCAT et une distance à la limite se superposent, la mesure la plus grande est applicable.

²Les plans spéciaux peuvent établir des alignements ou d'autres dispositions spécifiques qui priment alors sur toute autres distances.

³En règle générale et en l'absence d'autres réglementations, les distances énoncées ci-après doivent être respectées sur

l'ensemble du territoire communal.

b) par rapport aux équipements

Art. 42 Sous réserve des dispositions applicables aux zones, les distances à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation, par rapport aux équipements, sont les suivantes :

- a) voies publiques (équipements de base) : 5.00 m
- b) voies publiques (équipements de détail) : 3.60 m
- c) chemins piétons ou pistes cyclables : 2.00 m

c) par rapport à l'A16

Art. 43 Des alignements sont établis tout au long de l'emprise des infrastructures A16. Les « Plans d'alignement N16 » peuvent être consultés au secrétariat communal.

d) Par rapport aux lignes électriques à haute tension

Art. 44 On se référera à l'Ordonnance fédérale sur les lignes électriques (OLEI), la distance horizontale entre une ligne à haute tension et la partie saillante la plus proche des bâtiments voisins doit être de 5 m au moins. Si les maisons sont plus hautes que la ligne, cette distance doit être majorée d'une valeur égale à la différence de hauteur¹⁸.

e) par rapport aux eaux superficielles

Art. 45 La distance à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation par rapport aux eaux superficielles correspond à l'espace réservé aux eaux (périmètre PRE) additionné de la petite distance réglementaire propre à la zone, mais au minimum 3m.

f) par rapport à la forêt

Art. 46 Conformément à l'art. 21 LFOR, la distance à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation par rapport à la forêt est fixé à 30.00 m.

2. Constructions et topographie

Art. 47 ¹Les constructions doivent s'adapter à la topographie du terrain naturel, tel que défini par l'art. 62 OCAT.

²De manière générale, les nouvelles constructions s'accompagneront d'un aménagement adapté à la topographie du lieu.



3. Constructions annexes

Art. 48 L'article 59 OCAT est applicable (surface maximale des annexes 60 m², distances aux limites 2 m, hauteur moyenne 4 m).

4. Sondages géologiques et sondes géothermiques

Art. 49 ¹Les résultats de sondages géologiques, réalisés lors de l'étude du sol nécessaire à la réalisation d'une construction, doivent être communiqués à l'ENV, conformément aux art. 53

¹⁸ OLEI, art. 38, al. 2

et 54 de l'ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux¹⁹.

²L'implantation de sondes géothermiques doit faire l'objet d'une demande préalable auprès de l'ENV, conformément à l'art. 27, al. 5 de l'ordonnance cantonale du 24 août 1993 sur l'énergie (OEN)²⁰.

5. Installations solaires

Art. 50 ¹Les installations solaires sont souhaitables dès l'instant où leur construction et leur implantation présentent de bonnes qualités d'intégration au domaine bâti et au paysage et qu'elles ne sont pas explicitement interdites.

²Pour les bâtiments situés dans un site protégé d'intérêt cantonal ou fédéral (mention explicite à l'ISOS, inventaire des sites construits à protéger en Suisse), la règle selon laquelle l'objet mérite spécialement d'être conservé intact ou en tout cas d'être ménagé le plus possible est applicable. La question de savoir si l'installation solaire porte atteinte au bâtiment ou au site doit se fonder sur une appréciation de la CPS laquelle définit les conditions à respecter pour garantir l'intégration.

³Pour les bâtiments classés monuments historiques ou au répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura (RBC), les installations solaires sont autorisées si elles respectent l'intégrité de l'objet et ses alentours et sont approuvées par l'OCC.

⁴Pour les bâtiments non protégés, mais présentant tout de même certaines qualités architecturales ou étant appréciées en tant que témoin de l'architecture du passé, l'installation solaire est admissible si elle ne représente pas une atteinte insupportable au bâtiment et à l'image de l'endroit.

⁵Les effets réfléchissants des installations solaires actives doivent être évités. Des verres non réfléchissants, une couleur sombre des cadres et des absorbeurs permettent généralement une bonne intégration.

⁶Les installations solaires qui ont une grande emprise au sol sont soumises à une procédure de planification. Les autres font l'objet d'un permis de construire.

6. Antennes extérieures

Art. 51 ¹ L'installation d'antenne nécessite un permis de construire. La couleur et la position des antennes seront définies en fonction des caractéristiques du bâtiment.

²Les antennes extérieures sont installées en priorité sur les façades secondaires et les constructions annexes non visibles depuis l'espace public.

³Ces installations n'émettront pas de reflets incommodants.

¹⁹ RSJU 814.21

²⁰ RSJU 730.11

TITRE TROISIÈME : Dispositions applicables aux zones

CHAPITRE I : Zones à bâtir

SECTION 1 : Préambule

Généralités

Art. 52 ¹Le territoire communal comporte 9 types de zones à bâtir représentés graphiquement sur le plan de zones.

²Elles délimitent les terrains propres à la construction qui sont déjà largement bâtis ou qui seront probablement nécessaires à la construction dans les 15 ans à venir.

SECTION 2 : Zone centre A (zone CA)

A. DEFINITION

Art. 53 ¹La zone CA représente le noyau bâti de base de la localité. En assurant la dynamique de la localité par la grande diversité des fonctions qu'elle accueille, la zone centre participe à l'identité forte de la localité.

²La sauvegarde du patrimoine et de l'identité de la zone passe par la conservation de la structure du bâti et de la substance architecturale des bâtiments : les nouvelles constructions principales suivent les règles d'implantation caractéristiques du quartier.

³Les surfaces commerciales dont l'assortiment couvre les besoins quotidiens (alimentation, tabac, journaux, produits de nettoyage, etc.) et périodiques (habillement, soins corporels, livres, papeterie, disques, etc.) sont concentrées dans la zone CA et sont en principe exclues dans les autres secteurs du territoire communal.

⁴La zone CA contient les secteurs spécifiques suivants :

- a) CAa qui correspond globalement au noyau historique de Courcelon et représente l'ensemble construit à objectif de sauvegarde A selon l'inventaire des sites construits à protéger en Suisse (ISOS) ;
- b) CAb « Clos du Moulin » avec plan spécial en vigueur ;
- c) CAc qui correspond aux ensembles construits situés au Nord et au Sud de la Rue du 23-Juin (traversée du village) et qui vise à assurer la dynamique de la localité par la diversité de ses fonctions ainsi que par une forte interaction entre le bâti et l'espace public ;
- d) CAd « Place des Mouleurs » avec plan spécial en vigueur.

B. USAGE DU SOL

CA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 54 ¹L'habitat, les activités engendrant peu de nuisances (commerces, services artisanat et hôtellerie) et les services publics sont autorisés.

²Les entreprises artisanales et les exploitations agricoles sont admises, pour autant qu'elles ne compromettent pas un séjour agréable et sain.

³Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

Art. 55 ¹Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent telles que les activités, installations et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdites.

²Sont en particulier interdits :

- a) la création de nouvelles stations-service et de lavages de véhicules à moteur ;
- b) les dépôts de véhicules usagés ;
- c) les terrassements et fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4, al. 2, let. b DPC ;
- d) l'extraction de matériaux ;
- e) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair)
- f) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd exagéré et régulier.

CA 2. Degré d'utilisation du sol

Art. 56 L'indice d'utilisation du sol du secteur CAc est :

- a) au minimum : 0.35
- b) au maximum : -

CA 3. Plan spécial obligatoire

Art. 57 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique :

- a) à tout projet d'aménagement important ou comprenant plusieurs nouvelles constructions principales ;
- b) à toute modification ou aménagement important des espaces libres et espaces-rue.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION
CA 4. Sensibilité au bruit

Art. 58 Le degré de sensibilité au bruit est déterminé conformément au plan des degrés de sensibilité au bruit.

CA 5. Périmètres particuliers

Art. 59 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;
- b) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- c) Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE) ;
- d) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE).

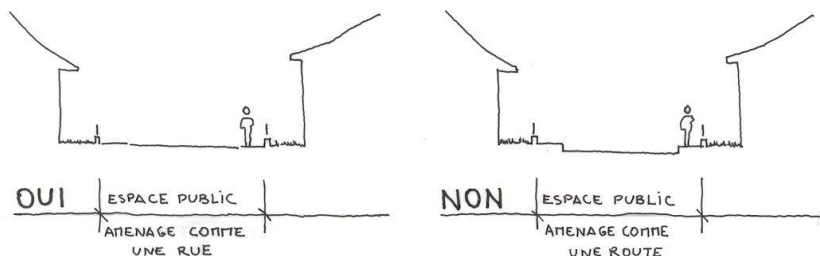
D. EQUIPEMENTS

CA 6. Espaces et voies publics

Art. 60 ¹Les espaces et voies publics sont déterminés par la structure du bâti de base de la localité.

²Ces lieux comprennent l'ensemble des espaces libres situés entre les parcelles privées. Ils sont destinés aux circulations, à l'aménagement de lieux de rencontre ou à des fins paysagères.

³Lorsque des mesures de modération des circulations doivent être prises, on privilégie un aménagement de type rue à un aménagement de type route.



⁴La qualité de l'aménagement des espaces publics et privés contigus sera assurée par une collaboration active entre le Conseil communal et les propriétaires fonciers.

⁵La conservation et la mise en valeur du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

⁶Dans le secteur CAC, les espaces et voies publics doivent assurer la dynamique du lieu en l'agrémentant d'espaces de rencontre, de jeux et de détente contribuant au confort des piétons et des passants.

CA 7. Réseaux

Art. 61 Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

E. PARCELLES

CA 8. Caractéristiques

Art. 62 ¹Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

²Le choix des matériaux, couleurs, essences végétales et autres éléments formant les clôtures séparatives doit s'intégrer au site en fonction du caractère particulier de la zone.

CA 9. Aménagements extérieurs

Art. 63 ¹Les espaces privés extérieurs sont à aménager et à entretenir de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

²Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

³Les espaces résiduels de vergers subsistant dans la zone devraient être maintenus voire développés.

⁴Les surfaces imperméables sont à minimiser.

⁵Dans le secteur CAC, dans le sens de l'Art. 60, en cas de construction de nouveaux murs pleins (béton, brique, etc.) le long de la Rue du 23-Juin, on respecte une hauteur maximale de 0.40 m. Ces murs pleins peuvent par contre être surmontés d'une clôture pour autant que l'ensemble ne dépasse pas 1.20 m.

⁶Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 37, doit être joint à toute demande de permis de construire.

CA 10. Stationnement

Art. 64 ¹Les dispositions du règlement communal sur les places de stationnement sont applicables.

²La construction de place de stationnement ou de garage ne doit altérer de manière importante ni la substance bâtie, ni la qualité des espaces extérieurs (jardin privé, murs, espace-rue).

³Une aire de stationnement pour les deux-roues équipée d'une protection contre le vol est aménagée dans les pôles d'attraction et de forte fréquentation (infrastructures publiques, commerces, arrêts de bus).

⁴Il faut privilégier les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement.

F. CONSTRUCTIONS

CA 11. Structure du cadre bâti

Art. 65 L'ensemble bâti doit être préservé, notamment l'ordonnancement des constructions et des espaces libres, la volumétrie générale, les caractéristiques architecturales et constructives des bâtiments ainsi que les qualités spécifiques des espaces libres (publics et privés).

CA 12. Orientation

Art. 66 ¹Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

²Il faut respecter d'autre part :

- a) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue ;
- b) l'orientation des bâtiments voisins, en principe celle du faîte.

CA 13. Alignements

Art. 67 Les alignements respectent la structure du bâti existant.

CA 14. Distances et longueurs

Art. 68 ¹Les distances aux limites ou entre bâtiments ainsi que les longueurs se définissent selon les caractéristiques du cadre bâti existant.

²Dans le secteur CAC, dans le sens de l'Art. 60, en cas de construction de nouveaux murs ou de plantation de haies le long de la Rue du 23-Juin, on respecte une distance minimale de 1.50 m par rapport à la limite de la parcelle.

CA 15. Hauteurs

Art. 69 La hauteur totale, mesurée selon l'art. 65 OCAT, des nouveaux bâtiments, des reconstructions après sinistre ou des transformations des bâtiments existants sera en rapport avec les constructions avoisinantes.

CA 16. Aspect architectural
a) procédures

Art. 70 ¹Tout projet de nouvelle construction, démolition, transformation, agrandissement ou aménagement est soumis au Conseil communal sur esquisse, avant dépôt de la demande de permis de construire.

²Tout projet, selon l'alinéa 1 ci-dessus, touchant ou voisinant un bâtiment protégé ou mentionné au RBC doit être soumis à l'OCC pour préavis au sens de l'art. 17.

³Dans les secteurs CAa et CAb, tout projet, selon l'alinéa 1 ci-dessus, soumis à la procédure ordinaire du permis de construire doit être préalablement examiné par la CPS.

⁴Tout projet soumis à la procédure simplifiée du permis de construire peut, en cas de besoin, être examiné par la SPC et, si nécessaire, par la CPS.

b) volumes et façades

Art. 71 ¹Tout projet de construction, rénovation ou modification doit respecter la volumétrie du site bâti environnant (forme et dimensions).

²La commission d'urbanisme veille au respect des caractéristiques urbanistiques de la zone tout en admettant un traitement architectural de conception contemporaine.

³Lors de modifications de volume ou de façade, on respecte l'unité du bâtiment, c'est-à-dire le rapport des pleins et des vides, la composition de façade, la proportion et le groupement des ouvertures.

⁴Les volets existants sont en principe maintenus.

⁵Dans les secteurs CAa et CAb :

- a) Les bâtiments sont protégés, notamment leur structure, la composition de leurs façades, l'aspect de leurs toitures ; la démolition de constructions existantes est interdite, à moins qu'il s'agisse d'annexes dépourvues de signification dans le contexte bâti ou d'objets déparant le site.
- b) Les transformations et agrandissement de bâtiments anciens doivent respecter les caractéristiques architecturales extérieures et intérieures essentielles du bâtiment originel dont l'identité doit être préservée.

⁶Dans le secteur CAC, le long de la rue du 23-Juin, les vitrines au rez-de-chaussée en relation directe avec la rue et participant à l'animation de celle-ci sont favorisées. Les façades aveugles ou les alignements de garages sont interdits.

c) toitures

Art. 72 ¹Lors de transformations, le volume (forme, pente, orientation) de la toiture n'est pas modifié. Des modifications peuvent être admises s'il s'agit de bâtiments mal intégrés dans le site ou désignés comme tels par l'ISOS.

²Lors de nouvelles constructions ou de transformations importantes, le volume de la toiture doit respecter l'échelle, la forme et la pente de la majorité des toits voisins.

³Les toitures sont recouvertes de tuiles dont la teinte correspond à celle des toitures traditionnelles du lieu ; la nuance sera choisie de manière à réaliser un ensemble harmonieux avec les toits voisins.

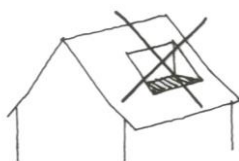
⁴Pour les bâtiments agricoles annexes, non contigus aux constructions principales, des toitures en fibre-ciment (« éternit ») peuvent être admises pour autant qu'elles ne heurtent pas le regard ; leur teinte sera définie comme pour les tuiles.

Les toitures plates sont interdites, sauf pour de petites constructions annexes dont la superficie totale n'excédera pas 40.00 m².

d) ouvertures en toiture

Art. 73 ¹Tout projet d'ouverture en toiture doit être lié à un aménagement intérieur et démontrer que l'éclairage indispensable ne peut être fourni par la création d'ouvertures en pignon ou sous les avant-toits. Le volume et l'harmonie générale de la toiture doivent être préservés.

²Dans les secteurs CAa et CAb, les ouvertures dans les plans de toit donnant sur l'espace-rue sont exceptionnelles. Les ouvertures en toiture non couvertes sont interdites.



³Lors de rénovations ou de transformations, la longueur totale des ouvrages de ce genre est limitée au tiers de la longueur de la façade du dernier étage complet. Les lucarnes surdimensionnées, destinées à procurer un volume habitable supplémentaire, sont interdites.

⁴L'autorité exerçant la police des constructions peut exiger la pose de gabarits afin de se déterminer sur la forme et la position des lucarnes.

e) couleurs et matériaux

Art. 74 Les couleurs et matériaux (tuiles, revêtements façades, enduits, menuiserie, garde-corps, etc.) sont à déterminer en respectant la palette locale. L'ensemble sera en harmonie avec le site.

SECTION 3 : Zone mixte A (Zone MA)

A. DEFINITION

Art. 75 ¹La zone MA correspond à une version « moderne » de la zone centre. Dans ce sens, elle accueille majoritairement de l'habitat mais également des activités économiques tertiaires.

²La zone MA contient les secteurs spécifiques suivants :

- a) MAa « Clos du Moulin » avec plan spécial en vigueur ;
- b) MAb « Parcelle 2129 » à développer par plan spécial obligatoire.

B. USAGE DU SOL

MA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 76 ¹L'habitat, les activités tertiaires et les services publics sont autorisés.

²Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de nuisances ou de dangers.

b) utilisations interdites

Art. 77 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les stations-services ;
- b) les activités industrielles ;
- c) les dépôts ouverts, tels que les dépôts de véhicules usagés ;
- d) les terrassements et les fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4 al. 2 let. b DPC ;
- e) l'extraction de matériaux ;
- f) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair)

MA 2. Degré d'utilisation du sol

Art. 78 ¹L'indice d'utilisation du sol de la zone MA est :

- a) au minimum : 0.35
- b) au maximum : 0.60

²L'indice d'utilisation du sol du secteur MAa est :

- a) au minimum : 0.25
- b) au maximum : 0.50

³L'indice d'utilisation du sol du secteur MAb est :

- a) au minimum : 0.60
- b) au maximum : 0.80

MA 3. Plan spécial obligatoire

Art. 79 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique :

- a) au secteur MAb ;
- b) à tout projet d'aménagement important ou comprenant plusieurs nouvelles constructions principales.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION

MA 4. Sensibilité au bruit

Art. 80 Le degré de sensibilité au bruit est déterminé conformément au plan des degrés de sensibilité au bruit

MA 5. Périmètres particuliers

Art. 81 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;
- b) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- c) Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE) ;
- d) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE).

D. EQUIPEMENTS

MA 6. Espaces et voies publics

Art. 82 ¹Les espaces et voies publics sont à concevoir comme éléments importants de la structure de base du quartier.

²Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

³La qualité de l'aménagement des espaces publics et privés contigus sera assurée par une collaboration active entre le Conseil communal et les propriétaires fonciers.

⁴La conservation et la mise en valeur du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

MA 7. Réseaux

Art. 83 Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

E. PARCELLES

MA 8. Caractéristiques

Art. 84 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

MA 9. Aménagements extérieurs

Art. 85 ¹Les espaces privés extérieurs seront aménagés et entretenus de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

²Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

³Les surfaces imperméables sont à minimiser.

⁴Au minimum 50 % de la surface de la parcelle hors constructions doit être végétalisée ou composée de revêtements perméables.

⁵Lors de la construction, les propriétaires doivent arboriser leur terrain à raison d'au moins un arbre feuillu pour 400 m² de surface de terrain. Les arbres existants et maintenus au moment de la construction peuvent être pris en considération.

⁶Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 37, doit être joint à toute demande de permis de construire.

MA 10. Stationnement

Art. 86 ¹Les dispositions du règlement communal sur les places de stationnement sont applicables.

²La construction de place de stationnement ne doit altérer de manière importante ni la substance bâtie, ni la qualité des espaces extérieurs (jardin privé, murs, espace-rue).

³Une aire de stationnement pour les deux-roues équipée d'une protection contre le vol est aménagée dans les pôles d'attraction et de forte fréquentation (commerces, arrêts de bus).

⁴Dans le secteur MAb, la construction de parking sous-terrain est souhaitée.

⁵Il faut privilégier les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement.

F. CONSTRUCTIONS

MA 11. Structure du cadre bâti

Art. 87 ¹L'ensemble bâti doit être préservé, notamment l'ordonnancement des constructions et des espaces libres, la volumétrie générale, les caractéristiques architecturales et constructives des bâtiments ainsi que les qualités spécifiques des espaces libres.

²Dans les limites de la longueur de bâtiment autorisée, la construction de bâtiments accolés ou rapprochés est permise, à condition que le groupe de constructions se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

MA 12. Orientation

Art. 88 ¹Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

²Il faut respecter d'autre part :

- a) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue ;
- b) l'orientation des bâtiments voisins, en principe, celle du faîte.

³Les exceptions sont traitées par le Conseil communal.

MA 13. Alignements

Sans objet.

MA 14. Distances et longueurs

Art. 89 ¹Les distances et longueurs de la zone MA sont les suivantes :

- a) grande distance : 6.00 m
- b) petite distance : 3.00 m
- c) longueur : 45.00 m

²Les distances et longueurs de la zone MAa sont les suivantes :

- a) grande distance : 8.00 m
- b) petite distance : 4.00 m
- c) longueur : 30.00 m

³Les distances et longueurs de la zone MAb sont à définir par plan spécial.

MA 15. Hauteurs

Art. 90 ¹Les hauteurs de la zone MA sont les suivantes :

- a) hauteur totale : 13.50 m
- b) hauteur : 10.00 m

²Les hauteurs de la zone MAa sont les suivantes :

- a) hauteur totale : 10.50 m
- b) hauteur : 7.00 m

³Les hauteurs de la zone MAb sont à définir par plan spécial.

MA 16. Aspect architectural

Art. 91 ¹L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs de bâtiments et installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

²Le long de la rue du 23-Juin, les vitrines au rez-de-chaussée en relation directe avec la rue et participant à l'animation de celle-ci sont favorisées. Les façades aveugles ou les alignements de garages sont interdits.

³Pour les constructions à toit plat, un étage en attique peut être construit au-dessus du dernier niveau complet aux conditions suivantes :

- a) toute façade sur route est au moins à 1.5 m en retrait de la façade de l'étage immédiatement inférieur ;
- b) le point le plus élevé de la couverture de l'attique ne

dépassera en aucune manière la hauteur totale admise.

⁴Les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits ainsi que les couleurs excessivement vives sur des surfaces importantes, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

SECTION 4 : Zone mixte B (Zone MB)

A. DEFINITION

Art. 92 ¹La zone MB correspond à la zone affectée aux activités économiques artisanales et tertiaires. Elle accueille également de l'habitation dans une moindre proportion.

²La zone MB contient le secteur spécifique MBa « Rue de la Croix » avec des caractéristiques d'implantation particulières.

B. USAGE DU SOL

MB 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 93 ¹Les activités économiques engendrant peu de nuisances (services, artisanat, petites industries, stations-service) et les services publics sont autorisés. L'habitat est autorisé pour autant qu'il soit accompagné d'autres activités économiques.

²Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de nuisances ou de dangers.

³Dans le secteur MBa, l'activité commerciale est autorisée uniquement en complément de l'activité artisanale.

b) utilisations interdites

Art. 94 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) l'habitat seul ;
- b) les terrassements et les fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4 al. 2 let. b DPC ;
- c) l'extraction de matériaux ;
- d) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair)

MB 2. Degré d'utilisation du sol

Art. 95 ¹L'indice d'utilisation du sol de la zone MB est :

- a) au minimum : 0.35
- b) au maximum : 0.60

MB 3. Plan spécial obligatoire

Art. 96 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique à tout projet d'aménagement important ou

comprenant plusieurs nouvelles constructions principales.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION

MB 4. Sensibilité au bruit

Art. 97 Le degré de sensibilité au bruit est déterminé conformément au plan des degrés de sensibilité au bruit.

MB 5. Périmètres particuliers

Art. 98 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- b) Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE).

D. EQUIPEMENTS

MB 6. Espaces et voies publics

Art. 99 ¹Les espaces et voies publics sont à concevoir comme éléments importants de la structure de base du quartier.

²Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

³La qualité de l'aménagement des espaces publics et privés contigus sera assurée par une collaboration active entre le Conseil communal et les propriétaires fonciers.

⁴La conservation et la mise en valeur du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

MB 7. Réseaux

Art. 100 Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

E. PARCELLES

MB 8. Caractéristiques

Art. 101 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

MB 9. Aménagements extérieurs

Art. 102 ¹Les espaces privés extérieurs seront aménagés et entretenus de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

²Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

³Les surfaces imperméables sont à minimiser.

⁴Au minimum 25 % de la surface de la parcelle hors constructions doit être végétalisée ou composée de revêtements perméables.

⁵Lors de la construction, les propriétaires devront arboriser leur terrain à raison d'au moins un arbre feuillu pour 400 m² de

surface de terrain. Les arbres existants et maintenus au moment de la construction peuvent être pris en considération.

⁶Dans le secteur MBa, à l'intérieur du périmètre aménagé en espace vert selon l'Art. 104, les propriétaires doivent arboriser leur terrain à raison d'au moins un arbre feuillu pour 100 m² de surface de terrain.

⁷Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 37, doit être joint à toute demande de permis de construire.

MB 10. Stationnement

Art. 103 ¹Les dispositions du règlement communal sur les places de stationnement sont applicables.

²La construction de place de stationnement ne doit altérer de manière importante ni la substance bâtie, ni la qualité des espaces extérieurs (jardin privé, murs, espace-rue).

³Il faut privilégier les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement.

F. CONSTRUCTIONS

MB 11. Structure du cadre bâti

Art. 104 ¹L'ensemble bâti doit être préservé, notamment l'ordonnancement des constructions et des espaces libres, la volumétrie générale, les caractéristiques architecturales et constructives des bâtiments ainsi que les qualités spécifiques des espaces libres.

²Dans les limites de la longueur de bâtiment autorisée, la construction de bâtiments accolés ou rapprochés est permise, à condition que le groupe de constructions se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

³Le secteur MBa, se distingue par des prescriptions d'implantation particulières :

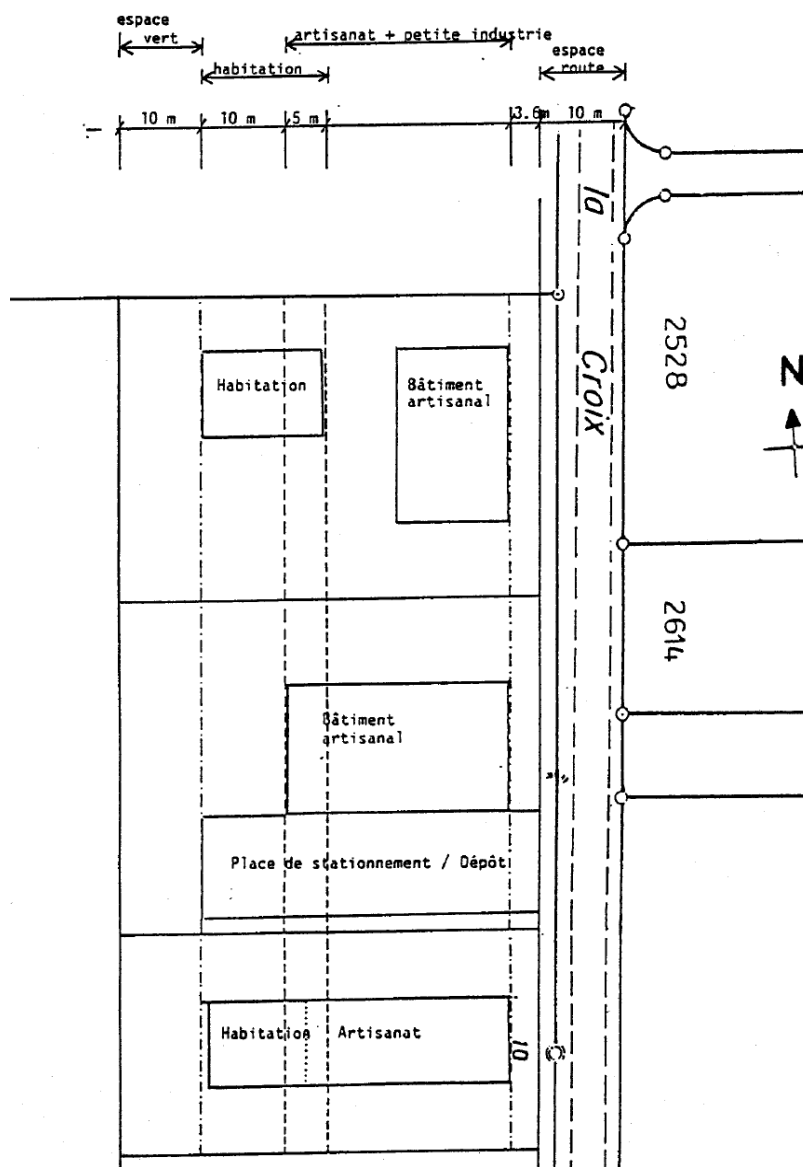
a) Par rapport à la zone d'habitation située à l'ouest :

1. une distance de 10 m est conservée non construite et aménagée en espace vert ;
2. les places de stationnement et les surfaces de dépôt respectent une distance minimale de 10 m ;
3. les bâtiments réservés à l'habitation sont implantés dans un périmètre d'une distance maximale de 25 m. Font exception à cette règle, les attiques des bâtiments artisanaux ou industriels dans lesquels il est permis d'aménager des appartements.

b) Par rapport aux autres fonds voisins :

1. les places de stationnement et les surfaces de dépôt respectent une distance minimale de 2 m ;
2. la distance minimale d'un ouvrage par rapport à l'espace réservé à la circulation de la Rue de la Croix est de 3.60 m.

⁴Le schéma ci-après illustre les modalités d'implantation.



MB 12. Orientation

Art. 105 ¹Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

²Il faut respecter d'autre part :

- a) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue ;
- b) l'orientation des bâtiments voisins, en principe, celle du faîte.

³Les exceptions sont traitées par le Conseil communal.

MB 13. Alignements

Sans objet.

MB 14. Distances et longueurs

Art. 106 ¹Les distances et longueurs de la zone MB sont les suivantes :

- a) grande distance : 6.00 m
- b) petite distance : 3.00 m
- c) longueur : 45.00 m

²Dans le secteur MBa, pour les bâtiments industriels ou artisanaux, la distance minimum à respecter de tous côtés est de 5 m, à l'exception de la distance par rapport à la zone d'habitation située à l'ouest du secteur qui doit être de 20 m au moins.

MB 15. Hauteurs

Art. 107 ¹Les hauteurs de la zone MB sont les suivantes :

- a) hauteur totale : 13.50 m
- b) hauteur : 10.00 m

MB 16. Aspect architectural

Art. 108 ¹L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs de bâtiments et installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

²Le long de la rue du 23-Juin, les vitrines au rez-de-chaussée en relation directe avec la rue et participant à l'animation de celle-ci sont favorisées. Les façades aveugles ou les alignements de garages sont interdits.

³Pour les constructions à toit plat, un étage en attique peut être construit au-dessus du dernier niveau complet aux conditions suivantes :

- a) toute façade sur route est au moins à 1.5 m en retrait de la façade de l'étage immédiatement inférieur ;
- b) le point le plus élevé de la couverture de l'attique ne dépassera en aucune manière la hauteur totale admise.

⁴Les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits ainsi que les couleurs excessivement vives sur des surfaces importantes, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

SECTION 5 : Zone d'habitation A (zone HA)

A. DEFINITION

Art. 109 ¹La zone HA est vouée à l'habitat de faible densité et correspond à des habitations de faible hauteur.

~~²La zone HA contient les secteurs spécifiques suivants :~~

- a) ~~HAA « La Gravière II » à développer par plan spécial obligatoire, destiné à de l'habitat individuel ou groupé et possédant un potentiel d'accueil estimé au minimum à 30 logements ;~~
- b) ~~HAB « La Gravière I » à développer par plan spécial obligatoire, destiné à de l'habitat individuel ou groupé et possédant un potentiel d'accueil estimé au minimum à 15~~

Modifié par décision
de ratification

~~logements.~~

Modifié par décision
de ratification

~~³La conception directrice définit les règles générales d'urbanisation des secteurs spécifiques HAa et HAB.~~

B. USAGE DU SOL

HA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 110 ¹L'habitat, les activités n'engendrant pas de nuisances autres que celles généralement admises pour un quartier d'habitation et les services publics sont autorisés.

²Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

Art. 111 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules et d'engins usagés ;
- b) les dépôts ouverts ;
- c) les terrassements et fouilles non liées à des travaux de constructions, sous réserve de l'art. 4 al. 2 let. b DPC ;
- d) l'extraction de matériaux ;
- e) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd exagéré et régulier ;
- f) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

HA 2. Degré d'utilisation du sol

Art. 112 ¹L'indice d'utilisation du sol de la zone HA est :

- a) au minimum : 0.25
- b) au maximum : 0.40

HA 3. Plan spécial obligatoire

Modifié par décision
de ratification

Art. 113 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique :

- a) ~~aux secteurs HAa et HAB~~ ; secteur HAC (parcelle 352)
- b) à tout projet d'aménagement important ou comprenant de nouvelles constructions principales.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION

HA 4. Sensibilité au bruit

Art. 114 Le degré de sensibilité au bruit est déterminé conformément au plan des degrés de sensibilité au bruit.

HA 5. Périmètres particuliers

Art. 115 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;
- b) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- c) Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE) ;
- d) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE).

D. EQUIPEMENTS
HA 6. Espaces et voies publics

Art. 116 ¹Les espaces et voies publics sont à aménager rationnellement en y intégrant des plantations d'espèces indigènes.

²Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de leur aménagement ou réaménagement des espaces et voies publics.

³La conservation et la mise en valeur des lieux publics et du petit patrimoine architectural public et cultuel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

HA 7. Réseaux

Art. 117 Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

E. PARCELLES
HA 8. Caractéristiques

Art. 118 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

HA 9. Aménagements extérieurs

Art. 119 ¹Les aménagements extérieurs doivent utiliser et mettre en valeur la topographie.

²Au minimum 75 % de la surface de la parcelle hors constructions doit être végétalisée ou composée de revêtements perméables.

³Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

⁴Lors de la construction, les propriétaires devront arboriser leur terrain à raison d'au moins un arbre feuillu pour 200 m² de surface de terrain. Les arbres existants et maintenus au moment de la construction peuvent être pris en considération.

⁵Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 37, doit être joint à toute demande de permis de construire.

HA 10. Stationnement

Art. 120 ¹Les dispositions du règlement communal sur les places de stationnement sont applicables.

²La construction de place de stationnement ne doit altérer de manière importante ni la substance bâtie, ni la qualité des espaces extérieurs (jardin privé, murs, espace-rue).

³Il faut privilégier les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement.

F. CONSTRUCTIONS

HA 11. Structure du cadre bâti

Art. 121 ¹En principe, il est implanté un bâtiment principal par parcelle. D'autres bâtiments sur la même parcelle doivent avoir un caractère secondaire. L'ensemble doit s'intégrer au site et, notamment, à la topographie.

²L'ordre contigu, au sens de l'art. 55 OCAT, et l'ordre non contigu, au sens de l'art. 54 OCAT sont autorisés.

³Dans les limites de la longueur de bâtiment autorisée, la construction de bâtiments accolés ou rapprochés est permise, à condition que le groupe de constructions se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

HA 12. Orientation

Art. 122 ¹Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

²Il faut respecter d'autre part :

- a) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue ;
- b) l'orientation des bâtiments voisins, en principe, celle du faîte.

³Les exceptions sont traitées par le Conseil communal.

HA 13. Alignements

Sans objet.

HA 14. Distances et longueurs

Art. 123 Les distances et longueurs de la zone HA sont les suivantes :

- a) grande distance : 8.00 m
- b) petite distance : 4.00 m
- c) longueur : 30.00 m

HA 15. Hauteurs

Art. 124 Les hauteurs de la zone HA sont les suivantes :

- a) hauteur totale : 10.50 m
- b) hauteur : 7.00 m

HA 16. Aspect architectural

Art. 125 ¹L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs des bâtiments et installations sont à choisir de manière à ne pas altérer le site.

²Les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits sur des surfaces importantes, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

³Pour les constructions à toit plat, un étage en attique peut être construit au-dessus du dernier niveau complet aux conditions suivantes :

- a) toute façade sur route est au moins à 1.5 m en retrait de la façade de l'étage immédiatement inférieur ;

- b) le point le plus élevé de la couverture de l'attique ne dépassera en aucune manière la hauteur totale admise.

SECTION 6 : Zone d'habitation B (zone HB)

A. DEFINITION

Art. 126 ¹La zone HB est vouée à l'habitat de moyenne densité et correspond à des habitations de moyenne hauteur.

²La zone HB contient les secteurs spécifiques suivants :

- a) HBa qui correspond à la parcelle n°2075 avec des prescriptions particulières au niveau des distances ;
- b) ~~HBb « Les Contours » à développer par plan spécial obligatoire, destiné à de l'habitat individuel et de l'habitat groupé ou collectif et possédant un potentiel d'accueil estimé au minimum à 225 logements.~~

Modifié par décision
de ratification

~~³La conception directrice définit les règles générales d'urbanisation du secteur spécifique HBb.~~

B. USAGE DU SOL

HB 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 127 ¹L'habitat, les activités n'engendrant pas de nuisances autres que celles généralement admises pour un quartier d'habitation et les services publics sont autorisés.

²Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

Art. 128 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules et d'engins usagés ;
- b) les dépôts ouverts ;
- c) les terrassements et fouilles non liées à des travaux de constructions, sous réserve de l'art. 4 al. 2 let. b DPC ;
- d) l'extraction de matériaux ;
- e) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd exagéré et régulier ;
- f) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

HB 2. Degré d'utilisation du sol

Art. 129 ¹L'indice d'utilisation du sol de la zone HB est :

- a) au minimum : 0.45
- b) au maximum : 0.60

HB 3. Plan spécial obligatoire

Art. 130 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique à tout projet d'aménagement important ou

Modifié par décision
de ratification

comprenant de nouvelles constructions principales.

~~²La procédure de plan spécial obligatoire s'applique au secteur HBb. Etant donné la complexité du secteur HBb, la compétence d'adoption du plan spécial est attribuée à l'Assemblée communale.~~

³Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

**C. MESURES DE
PROTECTION
HB 4. Sensibilité au bruit**

Art. 131 Le degré de sensibilité au bruit est déterminé conformément au plan des degrés de sensibilité au bruit.

**HB 5. Périmètres
particuliers**

Art. 132 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;
- b) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- c) Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE).

**D. EQUIPEMENTS
HB 6. Espaces et voies
publics**

Art. 133 ¹Les espaces et voies publics sont à aménager rationnellement en y intégrant des plantations d'espèces indigènes.

²Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de leur aménagement ou réaménagement des espaces et voies publics.

³La conservation et la mise en valeur des lieux publics et du petit patrimoine architectural public et cultuel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

HB 7. Réseaux

Art. 134 Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

**E. PARCELLES
HB 8. Caractéristiques**

Art. 135 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

**HB 9. Aménagements
extérieurs**

Art. 136 ¹Les aménagements extérieurs doivent utiliser et mettre en valeur la topographie.

²Au minimum 50 % de la surface de la parcelle hors constructions doit être végétalisée ou composée de revêtements perméables.

³Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

⁴Lors de la construction, les propriétaires devront arboriser leur terrain à raison d'au moins un arbre feuillu pour 300 m² de surface de terrain. Les arbres existants et maintenus au

moment de la construction peuvent être pris en considération.

⁵Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 37, doit être joint à toute demande de permis de construire.

HB 10. Stationnement

Art. 137 ¹Les dispositions du règlement communal sur les places de stationnement sont applicables.

²La construction de place de stationnement ne doit altérer de manière importante ni la substance bâtie, ni la qualité des espaces extérieurs (jardin privé, murs, espace-rue).

³L'aménagement d'aires de stationnement pour les deux-roues équipées d'une protection contre le vol est encouragé.

⁴La construction de parking sous-terrain est souhaitée.

⁵Il faut privilégier les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement.

F. CONSTRUCTIONS

HB 11. Structure du cadre bâti

Art. 138 ¹En principe, il est implanté un bâtiment principal par parcelle. D'autres bâtiments sur la même parcelle doivent avoir un caractère secondaire. L'ensemble doit s'intégrer au site et, notamment, à la topographie.

²L'ordre contigu, au sens de l'art. 55 OCAT, et l'ordre non contigu, au sens de l'art. 54 OCAT sont autorisés.

³Dans les limites de la longueur de bâtiment autorisée, la construction de bâtiments accolés ou rapprochés est permise, à condition que le groupe de constructions se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

HB 12. Orientation

Art. 139 ¹Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

²Il faut respecter d'autre part :

- a) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue ;
- b) l'orientation des bâtiments voisins, en principe, celle du faîte.

³Les exceptions sont traitées par le Conseil communal.

HB 13. Alignements

Modifié par décision
de ratification

Art. 140 ~~¹Selon les modélisations acoustiques jointes en annexe du RCC, les locaux dont l'usage est sensible au bruit doivent respecter un alignement par rapport à l'axe de la route de 22 m pour le secteur HBb.~~

~~²Cet alignement devra faire l'objet d'une étude actualisée dans le cadre de l'élaboration du plan spécial. Des mesures de protection contre le bruit peuvent être planifiées pour réduire la distance à la route.~~

HB 14. Distances et longueurs

Art. 141 Les distances et longueurs de la zone HB sont les suivantes :

- a) grande distance : 12.00 m
- b) petite distance : 6.00 m
- c) longueur : Sans objet

²Les distances et longueurs du secteur HBa sont les suivantes :

- a) grande distance : 8.00 m
- b) petite distance : 4.00 m
- c) longueur : Sans objet

Modifié par décision
de ratification

~~³Les distances et longueurs du secteur HBb sont à définir par plan spécial.~~

HB 15. Hauteurs

Art. 142 ¹Les hauteurs de la zone HB sont les suivantes :

- a) hauteur totale : 13.50 m
- b) hauteur : 10.00 m

Modifié par décision
de ratification

~~²Les hauteurs du secteur HBb sont à définir par plan spécial.~~

HB 16. Aspect architectural

Art. 143 ¹L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs des bâtiments et installations sont à choisir de manière à ne pas altérer le site.

²Les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits sur des surfaces importantes, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

³Pour les constructions à toit plat, un étage en attique peut être construit au-dessus du dernier niveau complet aux conditions suivantes :

- a) toute façade sur route est au moins à 1.5 m en retrait de la façade de l'étage immédiatement inférieur ;
- b) le point le plus élevé de la couverture de l'attique ne dépassera en aucune manière la hauteur totale admise.

SECTION 7 : Zone d'activités A (Zone AA)

A. DEFINITION

Art. 144 La zone AA est vouée au développement d'activités diverses incompatibles avec la fonction résidentielle et ne nécessitant pas de lien avec le centre villageois. L'activité commerciale est autorisée uniquement en complément de l'activité artisanale ou industrielle.

B. USAGE DU SOL

AA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 145 ¹Les activités industrielles et artisanales sont autorisées.

²L'habitat, à titre exceptionnel, peut être autorisé lorsqu'une présence continue est indispensable au bon fonctionnement d'une activité industrielle ou artisanale, sous réserve que toutes les dispositions soient prises pour que leur exploitation ne

compromette pas un séjour agréable et sain.

³Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

Art. 146 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits, notamment les établissements de commerce de détail.

²Sont en particulier interdits :

- a) les surfaces commerciales dont l'assortiment couvre les besoins quotidiens (alimentation, tabac, journaux, produits de nettoyage, etc.) et périodiques (habillement, soins corporels, livres, papeterie, disques, etc.) ;
- b) les centres commerciaux ;
- c) les terrassements et les fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4 al. 2 let. b DPC ;
- d) l'extraction de matériaux ;
- e) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

AA 2. Degré d'utilisation du sol

Sans objet.

AA 3. Plan spécial obligatoire

Art. 147 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique à tout projet d'aménagement important comprenant plusieurs constructions principales.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION

AA 4. Sensibilité au bruit

Art. 148 Le degré de sensibilité au bruit est déterminé conformément au plan des degrés de sensibilité au bruit.

AA 5. Périmètres particuliers

Sans objet.

D. EQUIPEMENTS

AA 6. Espaces et voies publics

Art. 149 ¹Les espaces et voies publics sont à aménager rationnellement en y intégrant des plantations d'espèces indigènes.

²Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

AA 7. Réseaux

Art. 150 Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

E. PARCELLES

AA 8. Caractéristiques

Art. 151 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

AA 9. Aménagements extérieurs

Art. 152 ¹Les espaces privés extérieurs seront aménagés et entretenus de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places).

²Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

³Les surfaces imperméables ou en dur des espaces extérieurs sont à minimiser.

⁴Le Conseil communal fixe, en particulier le long des voies publiques et des limites de zones d'affectations différentes, l'importance, le nombre et les essences des plantations.

⁵Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 37, doit être joint à toute demande de permis de construire.

AA 10. Stationnement

Art. 153 ¹Les dispositions du règlement communal sur les places de stationnement sont applicables.

²La construction de place de stationnement ne doit altérer de manière importante ni la substance bâtie, ni la qualité des espaces extérieurs (jardin privé, murs, espace-rue).

³Il faut privilégier les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement. Les systèmes de rétention des eaux claires sont également favorisés afin de différer l'évacuation des eaux vers les systèmes d'infiltration.

F. CONSTRUCTIONS

AA 11. Structure du cadre bâti

Art. 154 ¹En principe, la structure est basée sur l'ordre non-contigu, au sens de l'art. 54 OCAT.

²Dans les limites de la longueur de bâtiment autorisée, la construction de bâtiments accolés ou rapprochés est permise, à condition que le groupe de constructions se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

AA 12. Orientation

Art. 155 L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon les caractéristiques du lieu ainsi que selon les règles de l'art et le bon sens.

AA 13. Alignements

Sans objet.

AA 14. Distances et longueurs

Art. 156 Les distances et longueurs sont les suivantes :

- a) à l'égard d'un bien-fonds situé dans la même zone, petite et grande distances correspondent à la moitié de la hauteur totale du bâtiment mais au minimum 4.00 m;
- b) à l'égard d'un bien-fonds situé dans une autre zone, petite et grande distances correspondent à la hauteur totale du bâtiment mais au minimum 4.00 m;
- c) la longueur est sans objet.

AA 15. Hauteurs

Art. 157 Les hauteurs sont les suivantes :

- a) hauteur totale : 12.00 m
- b) hauteur : 10.00 m

AA 16. Aspect architectural

Art. 158 Tout projet de construction devra prendre en compte l'environnement bâti et naturel afin de favoriser l'harmonie générale du quartier.

²L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et couleurs de bâtiments et installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site et le paysage.

³Pour toute nouvelle construction, on privilégie une architecture de qualité d'inspiration contemporaine.

SECTION 8 : Zone d'activités B (Zone AB)

A. DEFINITION

Art. 159 ¹La zone AB est destinée au développement de la Zone d'activités régionale de Delémont (ZARD). Elle comprend les terrains situés au Nord de l'A16, à proximité de la jonction « Delémont-Est », entre la route cantonale reliant Courrendlin à Delémont et la Birse. Elle est définie selon le plan spécial en vigueur « Zone d'activités régionale de Delémont – (ZARD) ».

²La zone AB contient les secteurs spécifiques suivants :

- a) ABa qui correspond à la terrasse supérieure ;
- b) ABb qui correspond à la terrasse inférieure.

B. USAGE DU SOL
AB 1. Affectation du sol
a) utilisations autorisées

Art. 160 ¹Sont autorisés les activités et équipements caractérisés par :

- a) leur potentiel d'entraînement pour le développement de la région ou du canton ;
- b) leur rayonnement régional, cantonal, national, transfrontalier ou intercantonal ;
- c) leur potentiel en matière d'emplois de qualité ;
- d) leur potentiel en matière de densité d'emplois.

²Sont en particulier autorisés :

- a) les entreprises à haute valeur ajoutée ;
- b) les entreprises employant du personnel hautement qualifié ;

- c) les équipements collectifs, publics ou privés ;
- d) l'hôtellerie ;
- e) une aire de ravitaillement autoroutière qui peut également comprendre des services destinées à la zone (restaurant, salles de conférences, etc.) ;
- f) un parking d'échanges ou parking-relais.

³Peuvent également être autorisés :

- a) les services internes à la zone, situés prioritairement en relation avec l'aire de ravitaillement ;
- b) les équipements de loisirs, pour autant qu'ils soient en relation avec la vocation de la zone et l'aire de ravitaillement en particulier ;
- c) l'habitat, à titre exceptionnel, lorsqu'une présence continue est indispensable au bon fonctionnement d'une activité ou d'un équipement.

b) utilisations interdites

Art. 161 ¹Toutes les utilisation qui ne répondent pas aux caractéristiques citées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les centres commerciaux ;
- b) les commerces, sous réserve des services internes à la zone ou des commerces dépendants de l'aire de ravitaillement qui peuvent exceptionnellement être autorisés ;
- c) les cinémas de type « multiplexe » ;
- d) les constructions représentant une importante emprise au sol sans être créatrices d'emplois ;
- e) les terrassements (abaissements et exhaussements) des sols et l'extraction de matériaux, qui ne sont pas liés à un projet de construction ou de valorisation des espaces extérieurs ;
- f) les dépôts, sous réserve de l'entrepasage lié à une activité ou un équipement qui peut exceptionnellement être autorisé ;
- g) les dépôts de véhicules usagés ;
- h) l'entrepasage de matériaux en vrac, à la vue du public, de même que les dépôts de nature à nuire au bon aspect de la zone ;
- i) les entreprises provoquant des nuisances importantes (bruit, poussière, etc.), les usines à béton et les stations d'enrobage ;
- j) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

AB 2. Degré d'utilisation du sol

Art. 162 ¹Un indice de masse a été déterminé pour la zone AB. L'indice de masse est le rapport entre le volume hors terre d'une construction rapportée à la surface de la parcelle

comprise dans les secteurs ABa et ABb.

²Pour être autorisée, une construction doit au minimum atteindre les indices de masse suivants :

- a) Secteur ABa : 6.00 m³/m²
- b) Secteur ABb : 3.50 m³/m².

AB 3. Plan spécial obligatoire

Art. 163 Les terrains de la zone AB sont définis par le plan spécial en vigueur « Zone d'activités régionale de Delémont – (ZARD) » basé sur un plan directeur d'occupation du sol et d'équipement de la ZARD.

**C. MESURES DE PROTECTION
AB 4. Sensibilité au bruit**

Art. 164 Le degré de sensibilité au bruit est déterminé conformément au plan des degrés de sensibilité au bruit.

AB 5. Périmètres particuliers

Art. 165 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de protection de la nature (périmètre PN) ;
- b) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- c) Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE).

**D. EQUIPEMENTS
AB 6. Espaces et voies publics**

Art. 166 ¹Les espaces et voies publics sont à aménager conformément aux indications définies selon le plan directeur d'occupation du sol et d'équipement ainsi que selon les prescriptions du plan spécial en vigueur.

²Les arbres sont en principe d'essences locales.

AB 7. Réseaux

Art. 167 Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

**E. PARCELLES
AB 8. Caractéristiques**

Art. 168 Le découpage parcellaire, basé sur la trame urbaine définie par le plan directeur d'occupation du sol et d'équipement doit permettre une utilisation optimale des surfaces de terrains disponibles.

AB 9. Aménagements extérieurs

Art. 169 ¹Les espaces privés extérieurs sont à aménager avec le souci de favoriser l'homogénéité de la zone et une bonne intégration des nouvelles constructions.

²Un soin particulier est porté aux abords des constructions ; les dépôts ne portent pas atteinte aux caractéristiques architecturales et esthétiques des quartiers.

³Un maximum de surfaces perméables est aménagé. L'infiltration superficielle est privilégiée. Avant d'être envoyées dans la Birse, les eaux claires ont transité par un bassin de laminage ou une tranchée d'infiltration.

AB 10. Stationnement	<p>Art. 170 Le nombre de places de stationnement maximal admis pour les entreprises est déterminé selon la norme SN 640 290.</p> <p>²Le nombre de places de stationnement pour l'aire de ravitaillement et le parking-relais n'est pas limité ; des mesures sont à prendre afin d'assurer un usage des cases exclusivement par les usagers de ces équipements.</p>								
F. CONSTRUCTIONS AB 11. Structure du cadre bâti	<p>Art. 171 La structure est basée sur l'ordre contigu et non contigu.</p> <p>²Dans le secteur ABa, l'ordre contigu est obligatoire.</p> <p>³Des aires d'implantation sont délimitées dans le plan spécial en vigueur « Zone d'activités régionale de Delémont – (ZARD) ».</p>								
AB 12. Orientation	Sans objet.								
AB 13. Alignements	<p>Art. 172 Des alignements obligatoires sont définis dans le plan spécial en vigueur « Zone d'activités régionale de Delémont – (ZARD) ».</p>								
AB 14. Distances et longueurs	<p>Art. 173 Dans le secteur ABb, lorsque l'ordre contigu n'est pas appliqué, une distance minimale de 4.00 m est à observer face à la limite de la propriété voisine.</p>								
AB 15. Hauteurs	<p>Art. 174 Les hauteurs du secteur ABa sont les suivantes :</p> <table><tr><td>a) hauteur totale :</td><td>17.00 m</td></tr><tr><td>b) hauteur :</td><td>15.00 m</td></tr></table> <p>²Les hauteurs du secteur ABb sont les suivantes :</p> <table><tr><td>a) hauteur totale :</td><td>14.00 m</td></tr><tr><td>b) hauteur :</td><td>12.00 m</td></tr></table>	a) hauteur totale :	17.00 m	b) hauteur :	15.00 m	a) hauteur totale :	14.00 m	b) hauteur :	12.00 m
a) hauteur totale :	17.00 m								
b) hauteur :	15.00 m								
a) hauteur totale :	14.00 m								
b) hauteur :	12.00 m								
AB 16. Aspect architectural	<p>Art. 175 Tout projet de construction doit prendre en considération les caractéristiques existantes du contexte environnant (bâti, paysage, etc.) afin de favoriser l'harmonie générale du site.</p> <p>²L'aspect d'ensemble, l'implantation et la volumétrie, les proportions, la composition des façades, le choix des matériaux et les couleurs des bâtiments ainsi que des installations sont choisis de manière à assurer une bonne intégration du projet dans le site bâti et le paysage.</p> <p>³L'architecture industrielle contemporaine de qualité est favorisée.</p> <p>⁴Les toitures plates sont obligatoires. D'autres types de toitures peuvent être autorisés si l'effet architectural qui en résulte est identique.</p>								

SECTION 9 : Zone d'utilité publique A (Zone UA)

A. DEFINITION

Art. 176 ¹La zone UA est réservée à l'usage de la collectivité.

²La zone UA contient les secteurs spécifiques suivants :

- a) UAa : les établissements scolaires (anciens) ;
- b) UAb : les établissements scolaires et la halle de gymnastiques (nouveaux) ;
- c) UAc : le bâtiment des scouts ;
- d) UAd : « Place des Mouleurs » avec plan spécial en vigueur ;
- e) UAe : l'établissement de la crèche ;
- f) UAf : le cimetière ;
- g) UAg : le parc public (jardin d'enfants) ;
- h) UAh : l'espace pour l'arrêt postal et l'éco-points situé à Courcelon
- i) UAi : la chapelle de Courcelon et l'espace de jeux et de détente.

B. USAGE DU SOL

UA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 177 ¹Les bâtiments, équipements, installations et ouvrages publics, conformément à l'art. 53 LCAT, sont autorisés.

²L'habitat, à titre exceptionnel, peut être autorisé lorsqu'une présence continue est indispensable au bon fonctionnement d'une installation ou d'un équipement public, sous réserve que toutes les dispositions soient prises pour que leur exploitation ne compromette pas un séjour agréable et sain.

³Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

Art. 178 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules usagés ;
- b) les terrassements et fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4, al. 2, let. b DPC,
- c) l'extraction de matériaux ;
- d) les installations induisant un trafic lourd exagéré et régulier ;
- e) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

UA 2. Degré d'utilisation du sol

Sans objet.

UA 3. Plan spécial obligatoire

Art. 179 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique à tout projet d'aménagement important ou comprenant de nouvelles constructions principales.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION
UA 4. Sensibilité au bruit

Art. 180 Le degré de sensibilité au bruit est déterminé conformément au plan des degrés de sensibilité au bruit.

UA 5. Périmètres particuliers

Art. 181 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;
- b) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- c) Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE).

D. EQUIPEMENTS
UA 6. Espaces et voies publics

Art. 182 ¹Les espaces et voies publics sont à concevoir de manière à souligner la présence et le type d'équipement public.

²Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

³La conservation et la mise en valeur des lieux publics et du petit patrimoine architectural public et cultuel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

UA 7. Réseaux

Art. 183 Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

E. PARCELLES
UA 8. Caractéristiques

Art. 184 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

UA 9. Aménagements extérieurs

Art. 185 ¹Les aménagements extérieurs doivent mettre en valeur le site en conformité avec le type et la vocation de l'équipement d'utilité publique.

²Il y a lieu de préserver, respectivement de concevoir, l'aménagement d'espaces verts et arborisés.

³Les espaces sont à aménager et à entretenir de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

⁴Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, pavage de pierres naturelles, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc).

pavage de pierres naturelles, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc).

⁵Les surfaces imperméables sont à minimiser.

⁶Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 37, doit être joint à toute demande de permis de construire.

UA 10. Stationnement

Art. 186 ¹Les dispositions du règlement communal sur les places de stationnement sont applicables.

²Le stationnement est regroupé et les revêtements imperméables sont à minimiser (voies de circulations, stationnement régulier).

³Une aire de stationnement pour les deux-roues équipée d'une protection contre le vol et les intempéries est aménagée dans les pôles d'attraction et de forte fréquentation (infrastructures publiques, arrêts de bus).

⁴Pour le stationnement occasionnel, les surfaces perméables sont à privilégier.

F. CONSTRUCTIONS

UA 11. Structure du cadre bâti

Art. 187 Les constructions principales, secondaires ou annexes doivent s'intégrer dans le site.

UA 12. Orientation

Art. 188 L'orientation générale des bâtiments et des toitures sera définie selon les caractéristiques du lieu ainsi que selon les règles de l'art et le bon sens.

UA 13. Alignements

Sans objet.

UA 14. Distances et longueurs

Art. 189 Les distances aux limites et entre bâtiments ainsi que les longueurs des bâtiments se définissent selon les caractéristiques du cadre bâti.

UA 15. Hauteurs

Art. 190 La hauteur totale (mesurée selon l'art. 65 OCAT) des nouveaux bâtiments, des reconstructions après sinistre ou des transformations des bâtiments existants sera en rapport avec les constructions avoisinantes.

UA 16. Aspect architectural

Art. 191 ¹L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs des bâtiments et installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

²Tout projet de nouvelle construction, de démolition, de modification ou d'aménagement touchant ou voisinant les bâtiments affectés d'un "objectif de sauvegarde A" par l'Inventaire des sites bâtis à protéger en Suisse - ISOS – ou contigu à la zone CA sera soumis à la CPS.

SECTION 10 : Zone de sports et de loisirs A (Zone SA)

A. DEFINITION

Modifié par décision
de ratification

B. USAGE DU SOL

SA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 192 ¹La zone SA est réservée à l'usage de la collectivité pour les besoins en terrains de sport, les loisirs et activités de plein air qui nécessitent des constructions permanentes.

²La zone SA est régie par le plan spécial "Centre sportif de Bellevie"

Art. 193 ¹Les bâtiments, équipements, installations et ouvrages destinés aux sports et aux loisirs, ainsi que leurs annexes, conformément à l'art. 55 LCAT, sont autorisés.

²L'habitat, à titre exceptionnel, peut être autorisé lorsqu'une présence continue est indispensable au bon fonctionnement d'une installation ou d'un équipement de sports ou de loisirs, sous réserve que toutes les dispositions soient prises pour que leur exploitation ne compromette pas un séjour agréable et sain.

³Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

Art. 194 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules usagés ;
- b) les terrassements et fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4, al. 2, let. b DPC ;
- c) l'extraction de matériaux ;
- d) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

SA 2. Degré d'utilisation du sol

Sans objet.

SA 3. Plan spécial obligatoire

Art. 195 ¹La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique à tout projet d'aménagement important, ou comprenant de nouvelles constructions principales.

²Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

C. MESURES DE PROTECTION

SA 4. Sensibilité au bruit

Art. 196 Le degré de sensibilité au bruit est déterminé conformément au plan des degrés de sensibilité au bruit.

SA 5. Périmètres particuliers

Art. 197 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;
- b) Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE).

D. EQUIPEMENTS
SA 6. Espaces et voies publics

Art. 198 ¹Les espaces et voies publics sont à concevoir de manière à souligner la présence et le type d'équipement de sports et de loisirs.

²Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

³La conservation et la mise en valeur du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

SA 7. Réseaux

Art. 199 Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

E. PARCELLES
SA 8. Caractéristiques

Art. 200 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

SA 9. Aménagements extérieurs

Art. 201 ¹Les aménagements extérieurs doivent mettre en valeur le site en conformité avec le type et la vocation de l'équipement de sports et de loisirs.

²Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la palette locale (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

³Les surfaces imperméables sont à minimiser.

⁴Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 37, doit être joint à toute demande de permis de construire.

SA 10. Stationnement

Art. 202 ¹Les dispositions du règlement communal sur les places de stationnement sont applicables.

²Une aire de stationnement pour les deux-roues équipée d'une protection contre le vol et les intempéries est aménagée dans les pôles d'attraction et de forte fréquentation (infrastructures publiques, arrêts de bus).

³Il faut privilégier les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement.

F. CONSTRUCTIONS
SA 11. Structure du cadre bâti

Art. 203 Les constructions principales, secondaires ou annexes doivent s'intégrer dans le site.

SA 12. Orientation Sans objet.

SA 13. Alignements Sans objet.

SA 14. Distances et longueurs Sans objet.

SA 15. Hauteurs Sans objet.

SA 16. Aspect architectural

Art. 204 ¹Tout projet de construction doit prendre en compte l'environnement bâti et naturel afin de favoriser l'harmonie générale du quartier.

²L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et couleurs de bâtiments et installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site et le paysage.

CHAPITRE II : Zones agricoles

CHAPITRE III : Préambule

Généralités

Art. 205 Le territoire communal comporte 1 type de zones agricoles représenté graphiquement sur le plan de zones.

SECTION 1 : Zone agricole A (zone ZA)

A. DEFINITION

Art. 206 La zone ZA désigne au sens de l'art. 16 LAT :

- a) les terrains qui se prêtent à l'exploitation agricole, viticole et horticole ;
- b) les terrains qui, dans l'intérêt général, doivent être utilisés par l'agriculture.

B. USAGE DU SOL

ZA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

Art. 207 Dans la zone ZA, sont autorisées :

- a) les constructions et installations conformes à l'affectation de la zone au sens de l'art. 16 LAT ;
- b) les constructions et installations bénéficiant d'une dérogation au sens de l'art. 24 LAT.

b) utilisations interdites

Art. 208 ¹Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent ainsi que les constructions, installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

²Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules usagés ;
- b) les terrassements et les fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4 al. 2 let. b DPC ;
- c) l'extraction de matériaux.

ZA 2. Degré d'utilisation du sol	Sans objet.
ZA 3. Plan spécial obligatoire	Sans objet.
C. MESURES DE PROTECTION ZA 4. Sensibilité au bruit	Art. 209 Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.
ZA 5. Périmètres particuliers	Art. 210 Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres : <ul style="list-style-type: none">a) périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;b) périmètre de protection des vergers (périmètre PV) ;c) périmètre de protection du paysage (périmètre PP) ;d) périmètre de protection de la nature (périmètre PN) ;e) périmètre de dangers naturels (périmètre PDN) ;f) périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE) ;g) périmètre de protection des eaux (périmètre PE) ;h) périmètre de réserve naturelle (périmètre RN).
D. EQUIPEMENTS ZA 6. Espaces et voies publics	Art. 211 ¹ Les espaces et voies publics sont aménagés rationnellement et peuvent être accompagnés par des allées d'arbres et des plantations aux carrefours. ² La mise en valeur des lieux publics et la conservation du petit patrimoine architectural public et culturel (croix, murs, fontaines, etc.) sont à assurer.
ZA 7. Réseaux	Sans objet.
E. PARCELLES ZA 8. Caractéristiques	Art. 212 Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et terrains voisins sont interdites.
ZA 9. Aménagements extérieurs	Art. 213 Les éléments suivants devront notamment être pris en compte afin d'assurer une intégration optimale avec les constructions, le site et le paysage : <ul style="list-style-type: none">a) l'implantation des bâtiments principaux et annexes ;b) la nature et traitement du sol ;c) la végétation (arbres, haies, etc.). ² Pour les plantations, on favorisera les arbres d'essences locales.
ZA 10. Stationnement	Sans objet.
F. CONSTRUCTIONS ZA 11. Structure du cadre bâti	Art. 214 ¹ La structure est basée sur l'ordre non contigu, au sens de l'art. 54 OCAT.

²La construction des bâtiments accolés est permise, à condition que le groupe de construction se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

ZA 12. Orientation

Art. 215 L'orientation générale des bâtiments et des toitures est à définir selon les caractéristiques du lieu en respectant l'image du site.

ZA 13. Alignements

Sans objet.

ZA 14. Distances et longueurs

Sans objet.

ZA 15. Hauteurs

Art. 216 Les hauteurs sont à déterminer de cas en cas.

ZA 16. Aspect architectural

Art. 217 ¹Tout projet de construction doit prendre en compte l'environnement bâti et naturel afin de favoriser l'harmonie générale du site.

²L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception de façades et des toitures, les matériaux, les couleurs de bâtiments et installations doivent être choisis afin d'assurer une intégration optimale dans le site et le paysage et doivent satisfaire aux exigences d'une exploitation rationnelle du sol.

³Un échantillon des teintes sera joint au dossier de demande de permis de construire.

CHAPITRE IV : Zones particulières

SECTION 1 : Préambule

Généralités

Art. 218 ¹Le territoire communal comporte 2 types de zones particulières représenté graphiquement sur le plan de zones.

²Les zones particulières sont destinées à permettre une utilisation particulière du sol et constituent une affectation du sol à part entière.

SECTION 2 : Zone verte A (zone ZVA)

ZVA 1. Définition

Art. 219 La zone ZVA est définie conformément à l'art. 54 LCAT.

²La zone ZVA contient les secteurs spécifiques suivants :

- a) ZVAa qui correspond à la liaison de mobilité douce située dans la partie Sud du site bâti ;
- b) ~~ZVAb qui correspond à à l'espace de détente à aménager au bord de la Birse à proximité de la ZARD ;~~
- c) ZVAc qui correspond aux espaces de détente et de jeux

Modifié par décision
de ratification

Modifié par décision
de ratification

- ainsi qu'aux liaisons de mobilité douce à réaliser dans le cadre du plan spécial en vigueur « Place des Mouleurs » ;
- d) ZVAd qui correspond à un espace réservé à un corridor de décharge en cas de crue selon le plan directeur localisé « Aménagement de la Scheulte et de ses abords » ;
- e) ~~ZVAe qui correspond à la liaison de mobilité douce à réaliser dans le cadre du plan spécial obligatoire « La Gravière II ».~~

ZVA 2. Effets

Art. 220 ¹Dans les secteurs ZVAa, ~~ZVAb~~, ZVAc ~~et ZVAe~~, aucune nouvelle construction n'est autorisée, à l'exception des constructions et travaux au sens de l'art. 27 LCAT.

²Les constructions existantes peuvent être entretenues.

³Les secteurs ZVAa, ZVAc ~~et ZVAe~~ doivent être arborisés.

⁴~~Les aménagements réalisés dans le secteur ZVAb doivent respecter les qualités naturelles et paysagères du site. Ils sont soumis à l'approbation de l'ENV.~~

ZVA 3. Procédure

Sans objet.

SECTION 3 : Zone de transport

1. Définition

Art. 221 La zone de transport recouvre :

- a) les espaces de circulation et de stationnement à l'intérieur de la zone à bâtir correspondant à l'équipement de base ;
- b) les espaces de circulation des routes à grand trafic hors zone à bâtir ;
- c) les espaces à l'intérieur du périmètre d'exploitation ferroviaire.

2. Effets

Art. 222 A l'intérieur de la zone à bâtir, la zone de transport correspondant aux espaces de circulation désigne l'équipement de base au sens de l'art. 85 LCAT.

3. Procédure

Sans objet.

CHAPITRE V : Périmètres particuliers

SECTION 1 : Préambule

Généralités

Art. 223 ¹Le territoire communal comporte 6 types de périmètres particuliers représentés graphiquement sur le plan de zones.

²Les périmètres particuliers ne modifient pas l'affectation du sol mais apportent des précisions ou des restrictions quant à son usage.

³La notion de sous-périmètre spécifique s'applique à des portions d'un périmètre particulier déterminé. Celles-ci se

singularisent en formant une entité précise que l'on peut circonscrire géographiquement et en ayant des caractéristiques qui complètent ou s'écartent de la définition générale du périmètre particulier.

⁴Les fiches illustratives données en annexe expliquent et justifient les articles ci-dessous. Elles doivent notamment être consultées avant de prendre une décision concernant la protection ou la gestion d'un objet protégé.

SECTION 2 : Périmètre de protection archéologique et paléontologique (périmètre PA)

PA 1. Définition

Art. 224 Le périmètre PA a pour but de protéger les sites d'intérêts archéologiques, historiques ou paléontologiques connus et de permettre l'approfondissement des connaissances archéologiques, historiques et paléontologiques.

PA 2. Effets

Sans objet.

PA 3. Procédure

Art. 225 A l'exception des travaux courants de gestion agricole ou sylvicole, tout projet de construction ou de travaux doit être soumis à l'OCC en procédure d'octroi du permis de construire ou, le cas échéant, avant d'ouvrir le chantier.

SECTION 3 : Périmètre de protection des vergers (périmètre PV)

PV 1. Définition

Art. 226 Le périmètre PV a pour but de conserver et de revaloriser les valeurs naturelles, culturelles et paysagères des vergers.

PV 2. Effets

a) mesures de protection

Art. 227 Les surfaces de vergers sont à conserver. Les arbres sont à maintenir et des mesures d'entretien sont à prendre.

b) restrictions d'utilisation du sol

Art. 228 ¹Lorsque des arbres doivent être abattus, on les remplace par des essences de fruitiers hautes tiges adaptées à la région.

²L'utilisation agricole du terrain doit se faire sous forme de prairie ou pâturage.

PV 3. Procédure

Art. 229 ¹Avant toute intervention dans les périmètres PV, on s'assure que les buts de la protection sont respectés.

²Les nouvelles constructions ainsi que leurs accès doivent respecter au mieux les arbres existants.

³Un plan de situation indiquant les arbres conservés et ceux dont l'abattage est prévu doit être fourni aux autorités compétentes. Celles-ci se prononceront sur l'opportunité d'enlever des arbres sains et, le cas échéant, peuvent exiger la

plantation de nouveaux arbres à titre de compensation.

SECTION 4 : Périmètre de protection du paysage (périmètre PP)

PP 1. Définition

Art. 230 ¹Le périmètre PP a pour but de protéger les sites qui méritent une conservation de leur caractère propre, ainsi qu'une préservation dans leur ensemble des éléments qui les composent.

²Il se compose des sous-périmètres suivants :

- a) PPa : il est constitué par les pâturages ou prés de Hindere Rohrberg, Les Orties, Bellerive, Pâturage de l'Envers, La Marne, « Pâturage du Colliard », « Pâturage sur les Nesserts » et Le Djebin, Les Nesserts, formant généralement de vastes étendues dégagées typiques du paysage jurassien et représentant un milieu diversifié avec de nombreuses haies, bosquets et arbres isolés souvent majestueux. Ces sites servent parfois de lieu de refuge et de reproduction de diverses espèces végétales et animales ;
- b) PPb : il est constitué par les terrains majoritairement cultivés du Colliard, de « Sous le Moulin » et des « Bras de la Scheulte » ; il s'agit de sites sensibles en fonction de leur proximité ou de leur lien avec des sites inclus dans le périmètre de protection de la nature.

³Les buts de protection sont les suivants :

- a) PPa : maintien du caractère typique de ce paysage ;
- b) PPb : préservation du caractère sensible de ce site.

PP 2. Effets

a) mesures de protection

Art. 231 ¹Tous les éléments (naturels ou traditionnels) structurants du paysage sont protégés, en particulier :

- a) les arbres isolés ou en massif ;
- b) les haies et les bosquets ;
- c) les lisières de forêt ;
- d) les murets.

²Les caractéristiques globales des éléments naturels et paysagers doivent être conservées à long terme mais des interventions ponctuelles sur des objets particuliers peuvent avoir lieu, pour autant que celles-ci soient conformes aux objectifs généraux de protection de la nature et du paysage.

b) restrictions d'utilisation du sol

Art. 232 ¹Seules les constructions utiles à la conservation du site ou à l'exploitation sylvicole ou agricole, à condition qu'elles ne portent pas atteinte aux buts de la protection, sont autorisées.

²Dans le sous-périmètre PPa, les travaux nécessaires à une exploitation agricole extensive, ainsi que les mesures utiles à la lutte contre un embroussaillage trop conséquent des pâturages sont autorisés.

³Dans le sous-périmètre PPb, les travaux nécessaires à une exploitation agricole modérée sont autorisés.

⁴Les travaux nécessaires à une exploitation agricole conforme aux PER ainsi que les mesures utiles à la gestion des forêts et des pâturages boisés et à la lutte contre un embroussaillage trop conséquent des pâturages sont autorisés.

c) utilisations du sol interdites

Art. 233 ¹Hormis les constructions et travaux prévus à l'article précédent, toutes les mesures contraires aux buts de la protection sont interdites, en particulier :

- a) les modifications du terrain naturel ;
- b) les creusages, déblais et remblais ;
- c) hors forêt, l'introduction d'espèces végétales étrangères au site ;
- d) en forêt, les plantations d'essences non adaptées à la station ;
- e) les reboisements importants.

²Dans le sous-périmètre PPb, en complément aux prescriptions générales de l'alinéa 1, les mesures suivantes sont également interdites :

- a) les constructions de routes et de chemins ;
- b) les drainages ;
- c) l'utilisation abusive de substances dangereuses pour l'environnement (insecticides, herbicides, etc.), de produits ou d'engrais fertilisants pouvant engendrer la pollution des cours d'eau.

PP 3. Procédure

a) en général

Art. 234 Sans aucune exception, tout projet d'intervention ou de travaux autres que des travaux courants de gestion agricole conforme aux buts de protection doivent être soumis au SDT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

b) en forêt

Art. 235 Tout projet de travaux ou d'intervention allant au-delà des principes d'une sylviculture proche de la nature doit être soumis au SDT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

SECTION 5 : Périmètre de protection de la nature (périmètre PN)

A. GENERALITE PN 1. Définition

Art. 236 ¹Le périmètre PN désigne les éléments naturels sous toutes leurs formes méritant d'être protégés. Toutes les formations naturelles, l'ensemble de la flore (arbres, bosquets, haies, etc.) et de la faune sont protégés.

²Il se compose des sous-périmètres suivants :

- a) PNa : il est constitué de côtes, combes sauvages, rochers et éboulis boisés de forêts naturelles, aux lieux-dits Nesselhof, forêt de Bellerive – « ruine du Château de Soyhières », le Quenet, Roc de Courroux – Côte du Colliard – La Grande

Combe, Côte sur le Bambois, Côte sur les Nesserts et Sous Rosé ; on y relève la présence du cortège floristique complet de ces associations forestières, avec des particularités telle qu'une chênaie buissonnante ; l'ensemble sert de lieu de refuge et de reproduction de diverses espèces végétales et animales.

- b) PNb : il est constitué par les pâturages ou prës maigres, talus et terrains secs de Schlössli, Hindere Rohrberg, Pâturage de l'Envers, Vadry, Horniberg, « Haut du Pâturage du Colliard », « Haut du Pâturage sur les Nesserts », Dô Farratte et la Viole ; ces lieux sont d'un grand intérêt botanique et représente un milieu diversifié avec une végétation variée, l'ensemble servant de lieu de refuge et de reproduction de diverses espèces végétales et animales ; on y relève la présence de nombreuses plantes rares caractéristiques des terrains secs.
- c) PNc : il est constitué par la zone partiellement humide et diversifiée du Colliard ; il s'agit d'un site d'un grand intérêt écologique servant de lieu de refuge et de reproduction de diverses espèces végétales et animales. Le site du Colliard avec sa zone tampon est inscrit à l'inventaire fédéral des sites de reproduction des batraciens (IBN JU902). Il est composé de 3 parties aux caractéristiques différentes :
 - 1. Secteur Nord : dominé par la forêt et les milieux maigres et secs ;
 - 2. Secteur central : dominé par de nombreuses roselières et zones humides ;
 - 3. Secteur sud : dédié à une agriculture extensive, avec plusieurs ruisseaux.

PN 2. Effets

a) buts de protection

Art. 237 Les buts de protection sont les suivants :

- a) PNa : maintien des sites dans leur état actuel.
- b) PNb : maintien des sites dans leur état actuel en conservant notamment les plantes et les animaux rares.
- c) PNc : maintien, voire accentuation, de la diversité et de la qualité écologique du site. La fiche en annexe II détaille les buts et les mesures propres aux différents secteurs.

b) restrictions d'utilisation du sol

Art. 238 ¹De manière générale, tous travaux ou interventions humaines ayant pour conséquence la modification de l'équilibre naturel sont interdits à l'exception des travaux courants de gestion agricole ou sylvicole conformes aux buts de protection.

²De façon particulière, les dispositions suivantes sont applicables dans les sous-périmètres :

- a) PNa
 - 1. Les travaux d'entretien nécessaires à une agriculture de type extensif sont autorisés. L'exploitation de la forêt sera garantie selon des techniques appropriées respectueuses des caractéristiques qualitatives du site.
 - 2. Seules les constructions utiles à la conservation du site ou à l'exploitation sylvicole ou agricole telle que tolérée, à condition qu'elles ne portent pas atteinte aux buts de

la protection, sont autorisées.

b) PNb

1. Seuls les travaux nécessaires à une exploitation agricole de la prairie de manière extensive et respectueuse du site (fauchage tardif nécessaire), ainsi que les mesures utiles à la lutte contre l'embroussaillage des prairies, en principe par des procédés mécaniques, sont autorisés.
2. Pour le site de Schlössli, en fonction de la progression importante de la forêt, des mesures plus radicales destinées à lutter contre l'embroussaillage, déterminées en collaboration avec ENV, pourront être prises.

c) PNc : seuls les travaux nécessaires à l'entretien ou à la mise en valeur du site sont autorisés. Les travaux prévus dans le cadre des mesures de compensation A16 pour la revitalisation du site sont autorisés. L'annexe II explique la nature et l'ampleur de ces travaux

c) utilisations du sol interdites

Art. 239 Toutes les mesures contraires aux buts de protection sont interdites, en particulier :

- a) les constructions et installations ;
- b) la construction de routes et de chemins ;
- c) les modifications du terrain naturel ;
- d) les creusages, déblais et remblais ;
- e) les drainages ou l'irrigation ;
- f) les déracinements de la végétation (haie, bosquet, etc.) ;
- g) hors forêt, l'introduction d'espèces étrangères au site ;
- h) en forêt, les plantations d'essences non adaptées à la station ;
- i) le reboisement ;
- j) l'apport de produits phytosanitaires (le traitement plante par plante est autorisé pour les plantes à problèmes, s'il est impossible de les combattre raisonnablement par des moyens mécaniques, pour autant que l'Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim)²¹ ne l'interdise pas expressément) ;
- k) les labours et la fumure ;
- l) le pacage intensif.

PN 3. Procédure

a) en général

Art. 240 ¹Sans aucune exception, tout projet d'intervention ou de travaux autres que des travaux courants de gestion agricole ou sylvicole conformes aux buts de protection, doivent être soumis au SDT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

²Les contrats volontaires d'exploitation ou d'entretien qui peuvent être conclus avec le Canton permettent d'obtenir une aide financière pour atteindre les buts de protection.

²¹ RS 910.13

b) en forêt

Art. 241 Tout projet de travaux ou d'intervention allant au-delà des principes d'une sylviculture proche de la nature doit être soumis au SDT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

c) PNc

Art. 242 L'entretien et la gestion du sous-périmètre PNc sont assurés par le Service des Ponts et Chaussées – section routes nationales en coordination avec la commune et l'ENV. Cette obligation est valable tant que dure leur responsabilité au sens des articles 18, al. 1 ter et 18c LPN. Ils peuvent déléguer tout ou partie de leurs responsabilités à des tiers.

SECTION 6 : Périmètre de dangers naturels (périmètre PDN)

PDN 1. Définitions

a) Type de dangers naturels et périmètres

Art. 243 ¹Les dangers naturels gravitationnels se distinguent par :

- a) les dangers naturels hydrologiques liés aux crues (inondation, érosion, lave torrentielle) et aux ruissellements temporaires provoqués par des précipitations intenses ;
- b) les dangers naturels géologiques liés aux mouvements de terrain (glissements, chutes de pierres ou de blocs, éboulement ou écoulement, effondrements).

²Les territoires menacés par des dangers naturels gravitationnels sont représentés par des périmètres de dangers naturels (périmètre PDN).

b) Périmètres PDN et secteurs de danger

Art. 244 ¹Les périmètres PDN comprennent les secteurs de dangers suivants :

- a) *Secteur de danger élevé (zone rouge)* : il correspond essentiellement à un secteur d'interdiction dans lequel, les personnes sont en danger aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments. Il faut s'attendre à la destruction rapide de bâtiments.
- b) *Secteur de danger moyen (zone bleue)* : il est essentiellement un secteur de réglementation, dans lequel de sévères dommages peuvent être réduits par des mesures de précaution appropriées. Les personnes sont en danger à l'extérieur des bâtiments, mais peu ou pas à l'intérieur. Il faut en principe compter dans ce secteur sur des dégâts aux bâtiments, mais non sur leur destruction rapide, pour autant que le mode de construction ait été adapté aux conditions en présence.
- c) *Secteur de danger faible (zone jaune)* : il est un secteur de sensibilisation, dans lequel le danger est généralement faible pour les personnes. Les dégâts aux bâtiments sont généralement faibles, mais il peut y avoir des dommages considérables à l'intérieur des bâtiments en cas de danger de nature hydrologique.
- d) *Secteur de danger résiduel (zone jaune hachurée blanc)* : il est également un secteur de sensibilisation désignant les

territoires exposés à des phénomènes dangereux de très faible probabilité mais pouvant avoir une intensité allant de faible à forte.

- e) Secteur d'indication de danger (zone rose) : ce secteur atteste la présence d'un danger, sans que son degré n'ait été évalué.

²Les secteurs de dangers naturels sont représentés graphiquement dans un plan des dangers naturels en complément au plan de zones. Les cartes de dangers par types de phénomène figurent en annexe.

c) Objets sensibles

Art. 245 Les objets dits sensibles sont les bâtiments, infrastructures ou installations :

- a) fréquentés par un grand nombre de personnes (hôpitaux, homes, écoles, centres d'achats, stades, etc.) ou soumis à des risques particuliers comme les places de campings ;
- b) ayant une fonction importante ou vitale (service d'ambulance ou du feu, police, télécommunications, installations d'approvisionnement et d'évacuation en eau et énergie, voies de communication et ouvrages d'art fondamentaux, bâtiment de l'administration, etc.) ;
- c) présentant un risque important pour les personnes, l'environnement et les biens de grande valeurs (décharges, installations de stockage, centres de production disposant de stocks de matières dangereuses).

PDN 2. Effets

a) Secteur de danger élevé

Art. 246 ¹Dans le secteur de danger élevé, sont interdites :

- a) les nouvelles constructions et installations, les reconstructions ;
- b) les transformations, agrandissements et changements d'affectation sur les bâtiments existants avec augmentation significative du potentiel de dommages, de même que toute intervention susceptible d'augmenter :
 - 1. la surface brute utilisable ;
 - 2. le nombre de personnes pouvant être mises en danger ;
 - 3. sensiblement la valeur des biens exposés.

²Moyennant des mesures appropriées de protection des objets, peuvent être autorisés à titre d'exception et en dérogation au principe général d'interdiction de construire, et sous réserve des conditions émises par les instances compétentes :

- a) les constructions et installations imposées par leur destination, présentant un intérêt supérieur ou public prépondérant et ne mettant en danger ni des personnes, ni des biens de grande valeur ;
- b) les travaux d'entretien, de réparation et de rénovation (toitures, façades, fenêtres, isolation, installations sanitaires, électriques et de chauffage, canalisations) ;
- c) les travaux d'assainissement et de protection entrepris en vue de diminuer le degré de danger ou d'augmenter le

degré de protection.

- b) Secteur de danger moyen **Art. 247** Dans le secteur de danger moyen, à l'exception des objets sensibles, les constructions sont autorisées sous réserve qu'elles soient assorties de mesures permettant de ramener le risque à un niveau acceptable pour les personnes et biens de grandes valeurs.
- c) Secteur de danger faible **Art. 248** ¹Dans le secteur de danger faible, les constructions sont généralement possibles sans réserve. Elles peuvent néanmoins, selon les cas et le type de dangers naturels, être assorties de mesures permettant de ramener le risque à un niveau acceptable pour les personnes et biens de grandes valeurs.
²Pour les objets sensibles, il appartient au requérant d'apporter la preuve qu'il existe un intérêt supérieur ou public prépondérant et qu'il n'y a pas d'autre site approprié et que la construction est suffisamment protégée.
- d) Secteur de danger résiduel **Art. 249** ¹Dans le secteur de danger résiduel, si de faibles dégâts résultant de dangers naturels ne sont pas totalement exclus, les constructions sont en principe possibles sans devoir respecter d'exigences spéciales.
²La construction d'objets sensibles est soumise aux mêmes règles que celles définies pour la zone de danger faible. Dans les secteurs à forte intensité, des implantations sensibles sont à éviter.
- e) Secteur d'indication de danger – en général **Art. 250** ¹Le degré de danger est à déterminer par la réalisation d'une étude appropriée, à charge du requérant, sauf cas particuliers. Les mesures correspondant au degré de danger ainsi déterminé sont ensuite applicables.
²La commune, de même que les organes et services compétents, peuvent édicter des restrictions d'utilisation pour les bâtiments existants.
³Les travaux courants de gestion agricole et sylvicole sont autorisés.
- f) Secteur d'indication de danger – effondrement **Art. 251** Le danger est généralement limité pour les personnes et les biens, mais il y a lieu de prendre toutes les mesures requises pour éviter tout tassement différentiel des bâtiments et infrastructures.
- PDN 3. Procédure**
a) En général **Art. 252** ¹A l'intérieur ou aux abords d'un périmètre PDN, tout projet :
a) de planification au sens de l'art. 45 LCAT est à soumettre au SDT qui consultera, au besoin, l'ENV ;
b) de nouvelle construction, de transformation, d'agrandissement, de travaux ou d'aménagement soumis :

1. à la procédure ordinaire du permis de construire est à transmettre à l'autorité compétente en la matière qui consultera l'Etablissement cantonal d'assurance (ECA). Pour les objets sensibles et les projets situés dans un secteur de danger élevé, l'autorité compétente doit consulter préalablement l'ENV après en avoir informé l'ECA Jura. En cas de préavis favorable de l'ENV, l'ECA Jura fixe les éventuelles conditions à respecter pour protéger les bâtiments considérés contre les dangers naturels. L'ECA peut solliciter en tout temps l'ENV.
2. à la procédure simplifiée du permis de construire est à transmettre à l'autorité communale qui consultera l'ECA.

²Par le biais d'études réalisées par un spécialiste en la matière, il appartient au requérant d'apporter la preuve que des mesures appropriées ont été prises pour se prémunir contre les dangers naturels identifiés et de démontrer leur efficacité.

³Il est recommandé de déposer une demande préalable le plus tôt possible auprès de l'autorité.

b) Mesures complémentaires

Art. 253 ¹Des études et mesures complémentaires spécifiques, à la charge du requérant, permettant de répondre de manière pertinente aux besoins de gestion des risques peuvent être exigées par l'autorité compétente en matière d'aménagement du territoire ou de permis de construire.

²Lorsque des mesures appropriées permettent de réduire le risque à un niveau acceptable, le permis de construire ou le projet de planification est assorti des conditions nécessaires. S'il s'avère que le risque est trop élevé, l'autorisation d'aménager ou de construire est refusée par l'autorité compétente.

c) Ouvrages de protection

Art. 254 ¹Dans sa pesée d'intérêt, l'autorité compétente vérifie qu'aucun ouvrage de protection collectif ne permette de ramener avantageusement le risque à un niveau acceptable dans le périmètre considéré.

² Les ouvrages de protection sont à réaliser en même temps ou préalablement à un projet de planification ou de construction. Ils sont à soumettre, pour approbation, à l'ENV.

SECTION 7 : Périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE)

PRE 1. Définitions

a) Eaux superficielles

Art. 255 Le terme « eaux superficielles » désigne tous les écosystèmes d'eau courante ou stagnante : les cours d'eau, respectivement les étendues d'eau (étangs et mares).

b) périmètre PRE

Art. 256 ¹Le périmètre réservé aux eaux (périmètre PRE) correspond à l'espace nécessaire aux eaux superficielles. Il est défini conformément aux dispositions de la Loi sur la protection des eaux (LEaux)²² et son Ordonnance d'application (OEaux)²³.

²² RS 814.20

Le Canton doit déterminer cet espace au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018.

²Dans l'intervalle, le périmètre PRE est déterminé conformément aux dispositions transitoires de l'art. 62, al. 2 lettres a, b et c de l'OEaux. Il correspond, le long des eaux superficielles, à une bande de chaque côté large de :

- a) 8 m additionné de la largeur du fond du lit existant, concernant les cours d'eau dont le fond du lit mesure jusqu'à 12 m de large ;
- b) 20 m concernant les cours d'eau dont le fond du lit existant mesure plus de 12 m de large ;
- c) 20 m concernant les étendues d'eau d'une superficie supérieure à 0.5 ha.

³Dès que le Canton aura déterminé l'espace, le périmètre PRE sera remis à jour et les dispositions définitives de l'OEaux s'appliqueront.

PRE 2. Effets

a) buts

Art. 257 ¹Le périmètre PRE vise à garantir :

- a) les fonctions naturelles des eaux superficielles ;
- b) la protection contre les crues ;
- c) l'utilisation des eaux.

b) protection des eaux et des rives

Art. 258 A l'intérieur du périmètre PRE, les eaux et leurs rives sont protégées, conformément à la législation fédérale sur la protection des eaux (LEaux) et la législation cantonale sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)²⁴. La végétation des rives (roselières, jonchères et autres formations végétales riveraines) ne doit pas être essartée, ni recouverte ou détruite d'une autre manière.

c) entretien des eaux et des rives

Art. 259 ¹L'entretien doit prévenir les atteintes nuisibles aux eaux superficielles et à leurs rives et permettre leur utilisation durable.

²Il doit être conçu dans le respect des objectifs écologiques fixés par l'OEaux²⁵.

³Les communautés animales, végétales et de micro-organismes (biocénoses) doivent en particulier :

- a) être d'aspect naturel et typiques de la station, et pouvoir se reproduire et se réguler d'elles-mêmes ;
- b) présenter une composition et une diversité d'espèces spécifiques à chaque type d'eau peu ou non polluée.

⁴Des mesures visant à empêcher l'érosion naturelle des rives des cours d'eau ne sont admissibles que si elles sont indispensables pour assurer la protection contre les crues ou empêcher une perte disproportionnée de surface agricole utile.

²³ RS 814.201

²⁴ RSJU 451

²⁵ RS 814.201, art. 2 et annexe 1

⁵Pour les étendues d'eau, l'entretien peut comprendre des mesures adéquates pour lutter contre l'atterrissement et l'assèchement.

d) installations

Art. 260 ¹Ne peuvent être construites dans le périmètre PRE que les installations dont l'implantation est imposée par leur destination et qui servent des intérêts publics, tels que les chemins pour piétons et de randonnée pédestre, les centrales en rivière et les ponts. Dans les zones densément bâties, l'autorité peut accorder des dérogations pour les installations conformes à l'affectation de la zone pour autant qu'aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose.

²Les installations érigées légalement et pouvant être utilisées conformément à leur destination bénéficient en principe de la garantie de la situation acquise à l'intérieur du périmètre PRE.

³Sont notamment interdits dans le périmètre PRE les aménagements suivants :

- a) les modifications du terrain naturel ;
- b) les creusages, déblais ou remblais.

⁴Les nouveaux collecteurs ou drains agricoles prévus dans le périmètre PRE sont soumis à l'autorisation de l'ENV qui consultera préalablement le Service de l'économie rurale (ECR).

e) exploitation dans la zone à bâtir

Art. 261 ¹Dans la zone à bâtir, l'exploitation doit répondre à l'Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim)²⁶.

²L'introduction d'espèces végétales non indigènes est proscrite.

f) exploitation dans la zone agricole

Art. 262 ¹Dans la zone agricole, l'exploitation doit répondre aux exigences de l'Ordonnance sur les paiements directs (OPD)²⁷ relatives aux prestations écologiques requises (PER) et à l'ORRChim.

²L'exploitation extensive du périmètre PRE est encouragée.

g) exploitation dans la zone forestière

Art. 263 ¹La gestion forestière doit être appliquée par analogie de façon à atteindre les buts visés par le périmètre PRE.

²Les plantations d'essences non adaptées à la station sont notamment interdites.

PRE 3. Procédure
a) en général

Art. 264 Par défaut, toute intervention dans le périmètre PRE est soumise à une autorisation délivrée par l'ENV. Cette autorisation requiert une demande préalable écrite et dûment motivée dans un avis d'intervention.

²⁶ RS 814.81, annexe 2.5

²⁷ RS 910.13

- b) dérogations **Art. 265** ¹Les actions menées selon les principes définis dans un plan communal de gestion et d'entretien approuvé par l'ENV peuvent faire l'objet d'une autorisation unique pour la période de 6 années au maximum.
- ²Pour autant qu'elles ne nuisent pas aux bus visés par le périmètre PER, les pratiques agricoles et forestières définies à l'Art. 262 et à l'Art. 263 dérogent au principe de l'autorisation.
- c) compétence **Art. 266** L'organe exécutif communal est l'autorité compétente pour conduire les interventions sur le périmètre PRE, au nom des propriétaires intéressés.
- d) organisation et financement **Art. 267** L'autorité compétente peut définir son organisation interne et les modalités de financement de son action sur les eaux superficielles par voie de règlement²⁸.
- e) utilisation **Art. 268** La législation cantonale spécifique à l'utilisation des eaux (LUE)²⁹ est réservée.

CHAPITRE VI : Périmètres indicatifs

SECTION 1 : Préambule

Généralités

Art. 269 ¹Le territoire communal comporte 2 types de périmètres indicatifs représentés graphiquement sur le plan de zones.

²Les périmètres indicatifs ne modifient pas l'affectation du sol mais apportent des précisions ou des restrictions quant à son usage. Ils désignent les mesures prises en vertu d'autres dispositions légales et qui grèvent la propriété foncière.

SECTION 2 : Périmètre de protection des eaux (périmètre PE)

PE 1. Définition

Art. 270 Les périmètres PE représentent les zones de protection des eaux souterraines au sens de la législation sur la protection des eaux. Ils ont pour but d'assurer la protection des sources et des eaux souterraines destinées à l'alimentation en eau potable de la population.

PE 2. Effets

a) mesures de protection

Art. 271 La législation sur la protection des eaux, en particulier l'ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux³⁰ et l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux³¹, est applicable.

²⁸ RSJU 751.11

²⁹ RSJU 752.41

³⁰ RSJU 814.21

b) restrictions d'utilisation du sol

Art. 272 Les restrictions d'utilisation du sol sont définies dans le règlement des zones de protection adopté par arrêté du 24 avril 2007 du Gouvernement de la République et Canton du Jura.

PE 3. Procédure

Art. 273 ¹A l'exception des travaux courants de gestion sylvicole, tout projet d'intervention, de travaux ou d'aménagement situé à l'intérieur ou aux abords immédiats du périmètre PE est soumis à l'ENV avant le début des travaux.

²Une étude relative à la protection des eaux peut être requise. Des conditions particulières peuvent être fixées si la protection des eaux souterraines l'exige.

SECTION 3 : Réserve naturelle (périmètre RN)

RN 1. Définition

Art. 274 Le périmètre RN désigne la réserve naturelle dite « Le Cerneux ».

RN 2. Effets

Art. 275 La réserve naturelle est régie par l'arrêté 451.341 du 5 février 1980.

RN 3. Procédure

Art. 276 Sans aucune exception, tout projet d'intervention ou de travaux doit être soumis à l'ENV.

³¹ RS 814.201

ANNEXE I

FICHE ILLUSTRATIVE D'AMENAGEMENT DE SURFACES

LES MATÉRIAUX ET LEURS UTILISATIONS

Matériaux

Représentation Désignation / Rôle

Enrobé bitumineux

- Chaussée / circulation véhicules
- Surface de manœuvre
- Trottoir sur une faible portion

Illustration



Pavés granit

- Pour surfaces de « représentation » (place, parvis, base de fontaine)
- Déplacements autour de bâtiment à vocation publique



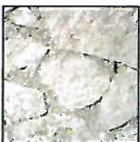
Pavés béton

- Rôle identique au pavé granit, mais pour un usage secondaire (en remplacement du pavé granit)
- Forme géométrique régulière
- Privilégier les couleurs de tons naturelles dans les gammes de gris et de beige, le rouge ou d'autres couleurs vives sont uniquement utilisées pour le marquage ponctuel



Pierre calcaire

- Pour socles de fontaine
- Assurent une liaison entre les éléments monolithiques des bacs et leur base



Béton

- Pour cheminements piétonniers privés
- Utilisés sur de petites surfaces



Groise, gravier

- Pour les surfaces perméables (cheminements piétonniers et places)
- Emploi traditionnel et local



Herbe, espace fleuri, jardin

- Emploi pour les espaces libres de construction, les aires de dégagement devant le bâti ou pour les bandes vertes le long des routes et chemins



Arbres

- Pour agrémenter les espaces publics ou privés



EXEMPLES DE REVÊTEMENTS PERMÉABLES ET VÉGÉTALISABLES

Exemple	Profil, structure
	Gazon-gravier <ul style="list-style-type: none"> - couche d'usure: 3 cm de gravillon - couche organique: 10-15 cm de cailloux et terre - couche de fondation: gravier
	Gravier (empierrement) <ul style="list-style-type: none"> - couche d'usure: 5 cm de gravier ou marnes, recouverts de sable concasse ou gravillon - couche de fondation: gravier
	Pavés de pierre espacés <ul style="list-style-type: none"> - pavés jointoyés au sable - 3-5 cm de sable ou gravillon - couche de fondation: gravier
	Pavés en béton entretoisés <ul style="list-style-type: none"> - pavés en aggloméré entretoisés et jointoyés au sable - 3-5 cm de sable ou gravillon - couche de fondation: gravier

Guide de l'environnement n° 5 – Cohabiter avec la nature, OFEFP 1995

AMENAGEMENT DE SURFACES

ANNEXE II

PERIMETRE PNc – LE COLLIARD

PN - Périmètres de protection de la nature

**PNc Le Colliard****Une zone de grande valeur biologique**

Le périmètre concerné est un secteur dans lequel la protection des milieux et le développement de la biodiversité sont considérés comme prioritaires.

Les restrictions particulières concernant la gestion et l'exploitation à l'intérieur du périmètre sont émises afin de permettre une protection efficace des milieux et leur évolution conforme, grâce à un entretien adapté.

Objectifs de protection

Le Colliard est constitué d'un ensemble de milieux diversifiés très riches en espèces. Divers sous-secteurs représentent des ensembles à vocation différente. L'objectif général consiste dans le maintien des caractéristiques des milieux particuliers dans toute leur biodiversité à long terme. Des travaux initiaux permettront la valorisation des milieux qui devront ensuite être entretenus de manière différenciée.

Contexte

Le secteur concerné est constitué par divers milieux de la plaine de la Birse et d'un coteau calcaire. La rivière forme la limite sud-ouest du site et sa nappe influence les milieux dans la partie plate. Un cours d'eau, dérivation d'une partie des eaux de la Scheulte, diversifie le site et permet d'alimenter la nappe des Rondez captée par la ville de Delémont.

Les milieux humides existants, et notamment la roselière centrale, sont connus et suivis depuis longtemps en raison de la biodiversité importante qui les caractérise. C'est toutefois la présence regroupée de milieux très diversifiés tels que ruisseaux, haies, lisières, forêts particulières et prairies sèches qui en font un lieu exceptionnel.

L'agriculture intensive, autour des éléments naturels et semi-naturels, a longtemps fait peser une menace sur le site et empêché le développement des potentialités de plusieurs secteurs. De même les traitements agricoles faisaient peser un risque pour la qualité des eaux de la nappe d'eau captée.

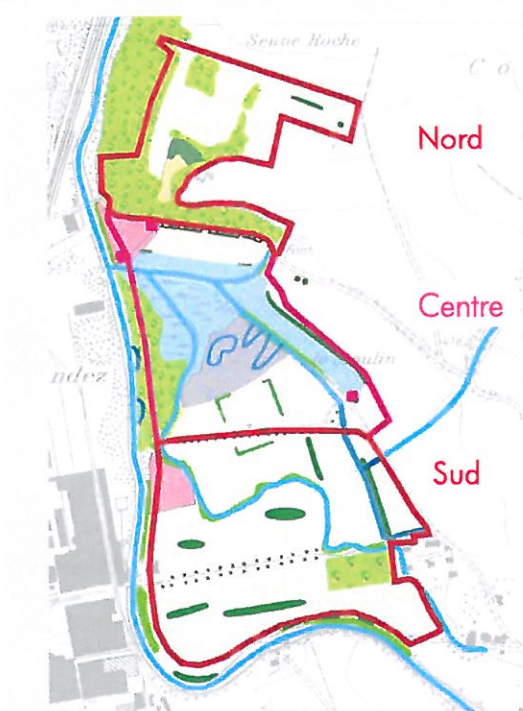
gnes de protection au sens de l'art. 18 al. 1^{er} de la LPN).

Les mesures de compensation doivent à terme permettre d'augmenter de manière significative la valeur écologique du site. Elle permettront de concilier agriculture et milieux naturels, une grande surface étant réservée à l'agriculture extensive en prairie permanente, les milieux étant eux valorisés et leur potentiel augmentés.

La figure ci-dessous montre l'imbrication initiale des milieux.

**A16 et Colliard**

En décembre 1995, le Service des Ponts et Chaussées, Section route nationale a acquis une superficie de 30 ha de part et d'autre de la roselière centrale du Colliard. Ces terrains sont destinés à créer une compensation écologique unique pour les sections 7 et 8 de l'A16 (mesures de reconstitution ou de remplacement de biotopes di-



PN - Périmètres de protection de la nature

PNc Le Colliard

Trois secteurs à vocation différenciées

Des travaux de revitalisation permettront en 2007 et 2008 de valoriser certains secteurs, d'implanter des nouvelles haies, de rouvrir des ruisseaux et de créer de nouvelles zones humides. En parallèle, la mise en œuvre de l'extensification de l'agriculture sur l'ensemble du site sera achevée.

En fonction des caractéristiques particulières, trois secteurs différents ont été définis. Leur aménagement initial et leur entretien sont calqués sur les objectifs spécifiques.

Secteur nord	Forêts et milieux secs
Secteur centre	Milieux humides et roselières
Secteur sud	Agriculture extensive et milieux associés

Secteur nord

Au lieu dit la Seuve Roche, les prairies et pâturages sont imbriqués entre la forêt et les haies. Une ancienne carrière diversifie les milieux existants. La carrière sera nettoyée et partiellement débroussaillée sur le haut afin de permettre l'expression des milieux très secs des dalles. Des lisières seront revitalisées et les herbages entretenus de manière extensive. Les vieux bois sur pied seront maintenus.

La gestion et l'entretien favoriseront le maintien des milieux dans leur meilleur optimum de terrain secs.

Secteur centre

Les milieux existants sont conservés en l'état. De grands travaux permettront d'augmenter le nombre et la diversité des milieux humides existants. La roselière initiale sera étendue vers le sud, des mares des gouilles et des bras morts compléteront les structures existantes. Une attention particulière sera apportée à la gestion des écoulements pour assurer à long terme l'alimentation de la roselière et la régulation des niveaux d'eau. La protection du secteur central de la zone de captage sera assurée et délimitée.

Les caractéristiques de la partie en aval du ruisseau, débit issu en grande partie d'une source, seront conservées.

L'entretien permettra d'éviter le comblement des étangs et l'envahissement par les buissons de la roselière et des bas-marais créés.

Secteur sud

Toutes les surfaces agricoles seront maintenues à long terme en prairies permanentes extensives. Des haies et un grand verger seront implantés puis entretenus. Un ruisseau sera remis à ciel ouvert et le boisement des berges de la Birse sera complété. Une adaptation de l'anse en bord de berge permettra d'éviter un renforcement des inondations du secteur des habitations.

L'exploitation agricole assurera à long terme la présence de milieux ruraux extensifs.

Suivi des mesures

Un suivi de l'efficacité des mesures sera mis en œuvre par les responsables des aménagements initiaux (A16). Il permettra les ajustements des mesures dans les premières années de développement des milieux.

Entretien et information

Conformément aux obligations découlant des mesures de compensation et remplacement de la construction de l'autoroute A16, le suivi, l'entretien et la gestion du site seront assurés par les services des routes nationales. La commune et l'EPN seront associés aux programmes établis. Un manuel d'entretien sera réalisé à la fin des travaux initiaux en partenariat avec les acteurs concernés.

Pour assurer l'information et le contact avec la population, un sentier découverte avec panneaux d'information sera mis en place à la fin des travaux.

ANNEXE III

REPERTOIRE DES BIENS CULTURELS DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

RÉPERTOIRE DES BIENS CULTURELS

District: Delémont
Commune: Courroux
N° fédéral de la commune : 6709
Type de recherche: Époques: toutes, familles: toutes

n°	Objet	PB	SAR	CH	JU	RBC	ISOS
09 00	* village						Loc.
09 01	- église	*				Loc.	E03
09 02	- château de Soyhières	*	*			Rég.	
09 03	- immeuble N° 25 : Fondation Héraud	*		1983	1976	*	
09 04	- roc de Courroux : pro.		*			Rég.	
09 05	- centre village : romain		*			*	
09 06	- village : cimetière romain		*			*	
09 07	- les Rondez : préindustriel		*			*	
09 08	- Bellevie : médiéval ?		*			*	
09 09	- grotte Roche / Jacques : pro.		*			*	
09 10	* Courcelon, hameau						Nat.
09 11	- maison communale	*			1996	Loc.	E14
09 12	- école	*			1995	Loc.	E17
09 13	- Courcelon : chapelle	*				Loc.	E17
09 14	- maison N° 111 : façade	*				Loc.	E46
09 16	- villa	*				Loc.	E07
09 17	- ferme	*				Loc.	E47
09 18	- Courcelon : école	*			1994	Loc.	E16
09 19	- Courcelon : ferme	*				Loc.	E10
09 20	- Courcelon : fontaine	*				Loc.	E31
09 21	- Bellerive : maison N° 185	*				Loc.	E16
09 22	- ferrier		*			*	
09 23	- grotte du Roc de Courroux		*			*	
09 24	- route		*			*	

District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: * village
NOCC de l'objet: 09.00

CH:
JU:
RBC:
ISOS: Loc.

Famille: 300 SITES
Matière: 320 Villages
Epoque: -
Parcelle: 000
Coordonnées: X: -Y: -
IdBat: -
Adresse: -

Description:

Grand village situé dans la plaine, à l'est du confluent de la Scheulte et de la Birse. Nombreux vestiges romains découverts aux XIXe et XXe siècles. Développement en village-rue le long de la route principale. Au nord de la Scheulte, groupes ruraux bien conservés avec de nombreux devant-huis ouverts.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - église
NOCC de l'objet: 09.01

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS: E03

Famille: 050 EGLISES / CLOCHERS
Matière: 050 Eglises / Clochers
Epoque: 1871 / 73
Parcelle: 147
Coordonnées: X: 595.181Y: 245.699
IdBat: -
Adresse: Rue de l'Eglise 4

Description:

Eglise paroissiale Saint-Nicolas, reconstruite en 1871/1873 sous la forme d'une pseudo-basilique néogothique à trois nefs, par Emile Pallain. Egalement de style néogothique, le mobilier (autels, chaire, buffet d'orgue) est l'un des rares du genre dans le canton. Réfection des peintures en 1984 et pose de quatre nouveaux cadrans d'horloge.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - château de Soyhières
NOCC de l'objet: 09.02

CH:
JU:
RBC: Rég.
ISOS:

Famille: 011 CHATEAUX
Matière: 011 Châteaux
Epoque: 1201-1250
Parcelle: 1931
Coordonnées: X: 595.099Y: 248.521
IdBat: -
Adresse: Château de Soyhières

Description:

Dressé sur une étroite crête de rochers près du village de Soyhières, mais sur territoire de la commune de Courroux, le château a probablement été construit vers 1200 par les comtes de Ferrette. Passé à l'évêque de Bâle avec la seigneurie de Ferrette en 1271, il fut partiellement détruit par le tremblement de terre de 1356. Plaque commémorative à la mémoire d'Auguste Quiquerez qui repose au château.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - immeuble N° 25 : Fondation Héraud
NOCC de l'objet: 09.03

CH: 1983
JU: 1976
RBC: *
ISOS:

Famille: 150 MAISONS PARTICULIERES
Matière: 150 Maisons particulières
Epoque: 1730 env.
Parcelle: 114
Coordonnées: X: 594.998Y: 245.737
IdBat: 971572
Adresse: Rue du 23-Juin 25

Description:

Immeuble à caractère rural, dont les origines remontent au XVI^e siècle. Transformations en 1977/1978 en home pour personnes âgées. Linteau de porte daté de 1730.



RÉPERTOIRE DES BIENS CULTURELS

District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - roc de Courroux ; pro.
NOCC de l'objet: 09.04

CH:
JU:
RBC: Rég.
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 003 Protohistoire (Néolithique et Ages des métaux)
Epoque: Protohist. (Néoli. et A. métaux)
Parcelle: 1973
Coordonnées: X: Y:
IdBat: -
Adresse:

Description:

Fouillé aux XIXe et XXe siècles, ce site a livré principalement de la poterie de la fin de l'Age du Bronze (IXe - Xe siècles avant J.-C.). Occupation probable dès le néolithique.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - centre village : romain
NOCC de l'objet: 09.05

CH:
JU:
RBC: *
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 005 Epoque romaine
Epoque: Epoque romaine
Parcelle: 000
Coordonnées: X: Y:
IdBat: -
Adresse:

Description:

Lors du creusement des fondations du collège de Courroux, au XIXe siècle, des restes de constructions romaines ont été mis au jour. D'autres traces ont été repérées vers l'église. Un grand établissement romain comportant plusieurs édifices s'étendrait donc dans cette zone villageoise.

Pas d'image pour l'instant!

District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - village : cimetière romain
NOCC de l'objet: 09.06

CH:
JU:
RBC: *
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 005 Epoque romaine
Epoque: Epoque romaine
Parcelle: 000
Coordonnées: X: Y:
IdBat: -
Adresse:

Description:

Fouillé sur sa majeure partie en 1953 et 1958, cette nécropole a livré 148 tombes datant du I^{er} au IV^e siècles après J.-C. L'importante monographie consacrée à ces recherches met en valeur le riche mobilier bien conservé qui a été découvert. Il n'est pas sûr que tout le cimetière ait été fouillé et quelques tombes pourraient encore être en place.

Pas d'image pour l'instant!

District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - les Rondez : préindustriel
NOCC de l'objet: 09.07

CH:
JU:
RBC: *
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 009 Plus de deux phases ou phases non successives
Epoque: Plus de deux ph. ou ph. non succ.
Parcelle: 000
Coordonnées: X: Y:
IdBat: -
Adresse:

Description:

Repérée en 1985 au cours d'un vol en avion, une structure architecturale carrée a été vue dans un champ de trèfle. Le quadrilatère de 15 à 20 mètres de côté contenait en son centre un petit carré de 1 à 2 mètres de côté. Il pourrait s'agir là d'installations minières.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - Bellevie : médiéval ?
NOCC de l'objet: 09.08

CH:
JU:
RBC: *
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 000 Périodes indéterminées
Epoque: Périodes indéterminées
Parcelle: 000
Coordonnées: X: Y:
IdBat: -
Adresse:

Description:

Différentes structures médiévales ou plus anciennes, ainsi que des traces d'un cadastre aujourd'hui effacé, ont été repérées lors de divers vols au-dessus de ce site. Aucun objet ne permet pour l'instant de dater ces découvertes.

Pas d'image pour l'instant!

RÉPERTOIRE DES BIENS CULTURELS

District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - grotte Roche / Jacques : pro.
NOCC de l'objet: 09.09

CH:
JU:
RBC: *
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 003 Protohistoire (Néolithique et Ages des métaux)
Epoque: Protohist. (Néolit. et A métaux)
Parcelle: 000
Coordonnées: X: Y:
IdBat: -
Adresse:

Description:

Comme tous les abris de la cluse, ce site a livré du mobilier archéologique, de la fin du Paléolithique à l'Age du Bronze, à divers chercheurs, dont Carl Lüdin.

Pas d'image pour l'instant!

District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: * Courcelon, hameau
NOCC de l'objet: 09.10

CH:
JU:
RBC:
ISOS: Nat.

Famille: 300 SITES
Matière: 330 Hameaux
Epoque: -
Parcelle: 000
Coordonnées: X: -Y: -
IdBat: -
Adresse: -

Description:

Hameau situé sur la rive droite de la Scheulte, ramifié dans sa partie basse, linéaire dans sa partie haute, caractérisé par ses nombreuses fermes à devant-huis ouvert.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - maison communale
NOCC de l'objet: 09.11

CH:
JU: 1996
RBC: Loc.
ISOS: E14

Famille: 030 HOTELS DE VILLES
Matière: 030 Hôtels de villes
Epoque: 1611 env.
Parcelle: 2236
Coordonnées: X: 595.175Y: 245.685
IdBat: 2012165
Adresse: Place des Mouleurs 1

Description:

Bâtiment daté de 1611, à façade principale côté gouttereau, comptant trois niveaux sous un toit à croupes faîtières. Fenêtres à meneau de style gothique tardif partiellement conservées. Rénovation extérieure en 1996 avec adjonction d'une annexe moderne en façade est.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - école
NOCC de l'objet: 09.12

CH:
JU: 1995
RBC: Loc.
ISOS: E17

Famille: 100 ECOLES
Matière: 100 Ecoles
Epoque: 1930 env.
Parcelle: 202
Coordonnées: X: 595.104Y: 245.596
IdBat: 2012011
Adresse: Rue de Bellevie 6

Description:

Reconstruction inspirée du Heimatstil en 1930, sur un noyau datant de 1870. Le bâtiment compte trois niveaux à neuf travées en façade principale. Avant-corps central à fronton-pignon. Haut toit à croupes avec campanile. Rénovation extérieure en 1995.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - Courcelon : chapelle
NOCC de l'objet: 09.13

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS: E17

Famille: 060 CHAPELLES
Matière: 060 Chapelles
Epoque: 1838
Parcelle: 1038
Coordonnées: X: 596.475Y: 245.696
IdBat: -
Adresse: Grand-Rue 16

Description:

Chapelle Sainte-Philomène construite en 1838, restaurée en 1977. Bâtiment de plan rectangulaire avec sacristie et porche ouvert. Toit à deux pans avec campanile. Vitraux des années 1840. Trois belles statues en bois polychrome de la fin du XVIIIe siècle. Chemin de croix de 1960, par Laurent Boillat. Rénovation des façades en 1985.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - maison N° 111 : façade
NOCC de l'objet: 09.14

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS: E46

Famille: 150 MAISONS PARTICULIERES
Matière: 150 Maisons particulières
Epoque: 1731 env.
Parcelle: 46
Coordonnées: X: 594.795Y: 246.007
IdBat: 971522
Adresse: Rue du Moulin 4

Description:

Bâtiment daté de 1731, faisant partie d'un bel ensemble rural comprenant une petite ferme, N° 112, et un ancien moulin, N° 113. Le linteau de porte de ce dernier, daté de 1819 / NB, est orné d'une roue.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - villa
NOCC de l'objet: 09.16

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS: E07

Famille: 150 MAISONS PARTICULIERES
Matière: 156 Villas XIXe / XXe
Epoque: 1851 - 1900
Parcelle: 378
Coordonnées: X: 595.371Y: 245.640
IdBat: 971476
Adresse: Rue du 23-Juin 54

Description:

Bâtiment de style néo-classique comptant deux niveaux sous un toit à croupes mansardé. Chaînes d'angles et cordon. Arrière du bâtiment fortement modifié par l'adjonction d'un corps de galerie.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - ferme
NOCC de l'objet: 09.17

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS: E47

Famille: 160 FERMES
Matière: 164 Type Bas-Jura (maison-bloc / devant-huis ouvert)
Epoque: 1751 - 1800
Parcelle: 72
Coordonnées: X: 594.930Y: 246.023
IdBat: 971539
Adresse: Rue du Cornat 14

Description:

Bâtiment à deux niveaux abrité sous un toit à deux versants, avec devant-huis ouvert du côté gouttereau. Petites fenêtres de style Renaissance.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - Courcelon : école
NOCC de l'objet: 09.18

CH:
JU: 1994
RBC: Loc.
ISOS: E16

Famille: 100 ECOLES
Matière: 100 Ecoles
Epoque: 1851 env.
Parcelle: 1039
Coordonnées: X: 596.443Y: 245.671
IdBat: 971331
Adresse: Grand'Rue 14

Description:

Simple bâtiment à deux niveaux sous un toit à deux versants, à façade principale côté gouttereau. Linteau de porte daté de 1851. Rénovation extérieure en 1994.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - Courcelon : ferme
NOCC de l'objet: 09.19

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS: E10

Famille: 160 FERMES
Matière: 165 Type Bas-Jura (maison-bloc avec auvent)
Epoque: 1801 - 1850
Parcelle: 1055
Coordonnées: X: 596.386Y: 245.608
IdBat: 971312
Adresse: Rue Dos-les-Fosses 2

Description:

Ferme à deux niveaux sous un toit à deux versants. Situation importante.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - Courcelon : fontaine
NOCC de l'objet: 09.20

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS: E31

Famille: 190 FONTAINES
Matière: 190 Fontaines
Epoque: 1851 - 1900
Parcelle: 411
Coordonnées: X: 596.610Y: 245.800
IdBat: -
Adresse: Grand'Rue / Rochatte

Description:

Fontaine rustique avec fût surmonté d'une pierre ovale.
Démontée et remplacée par une nouvelle fontaine datée
de 1993. Une partie du fût d'origine a été conservée sur
place et le bassin a été déplacé devant la chapelle.



District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - Bellerive : maison N° 185
NOCC de l'objet: 09.21

CH:
JU:
RBC: Loc.
ISOS: E16

Famille: 150 MAISONS PARTICULIERES
Matière: 155 Maisons bourgeoises
Epoque: 1810
Parcelle: 2178
Coordonnées: X: 594.369Y: 248.169
IdBat: -
Adresse: Bellerive 1

Description:

Bâtiment construit en 1810, comptant deux niveaux sous un toit à croupes mansardé où vécut Auguste Quiquerez. Plafonds moulurés, portes avec ferrures, parquets anciens. Rénovation intérieure en 1992.



RÉPERTOIRE DES BIENS CULTURELS

District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - ferrier
NOCC de l'objet: 09.22

CH:
JU:
RBC: *
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 007 Haut Moyen Age
Epoque: 7e/8e siècle
Parcelle: 000
Coordonnées: X: 599.015Y: 246.663
IdBat: -
Adresse:

Description:

Chaumont (7e/8e siècle)

Pas d'image pour l'instant!

District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - grotte du Roc de Courroux
NOCC de l'objet: 09.23

CH:
JU:
RBC: *
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 001 Préhistoire
Epoque: Paléolithique
Parcelle: 000
Coordonnées: X: 596.200Y: 247.680
IdBat: -
Adresse: Grotte du Roc de Courroux

Description:

Grotte

Pas d'image pour l'instant!

RÉPERTOIRE DES BIENS CULTURELS

District: Delémont
Commune: Courroux
Nom: - route
NOCC de l'objet: 09.24

CH:
JU:
RBC: *
ISOS:

Famille: 000 ARCHEOLOGIE
Matière: 009 Plus de deux phases ou phases non successives
Epoque: Romain et médiéval
Parcelle: 000
Coordonnées: X: 594.200Y: 247.800
IdBat: -
Adresse: Bellerive

Description:

Route

Pas d'image pour l'instant!

ANNEXE IV

INTERPRETATIONS GRAPHIQUES DE QUELQUES PRESCRIPTIONS DE CONSTRUCTIONS ET D'AMENAGEMENTS

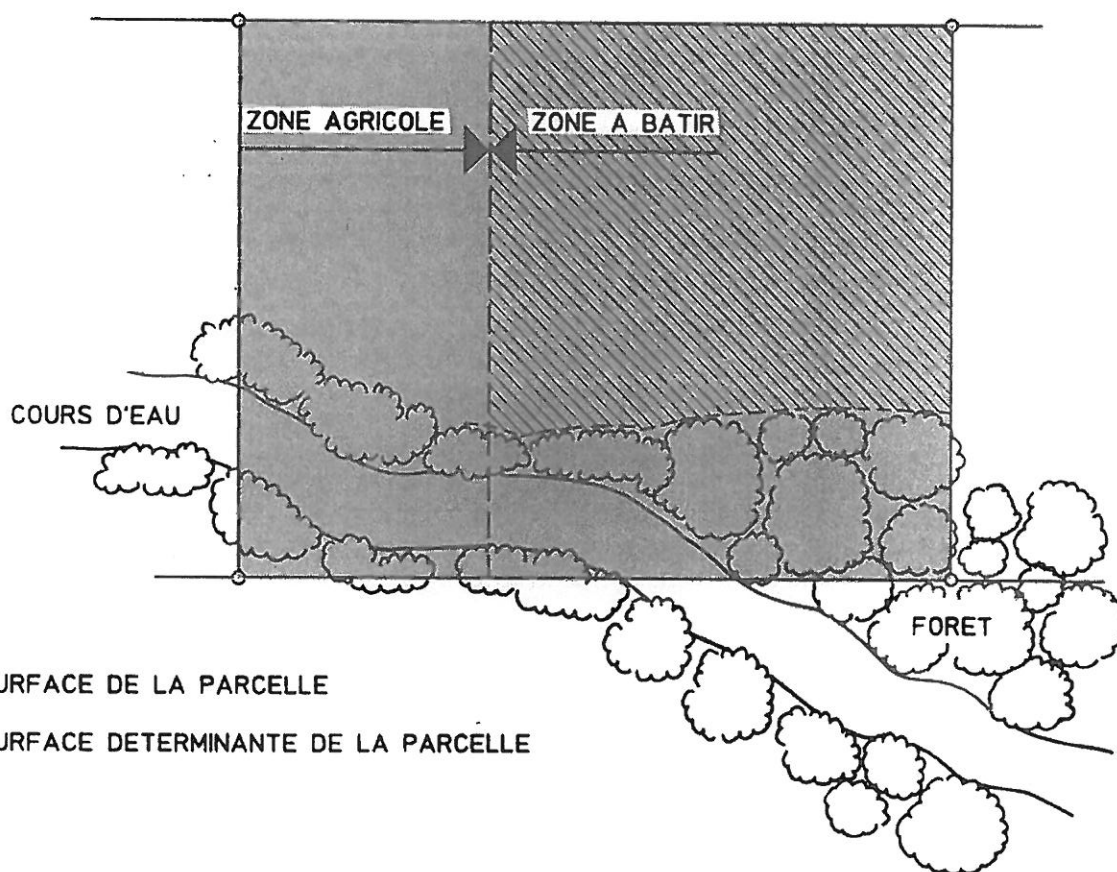
UTILISATION DU SOL

SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE

art. 51 OCAT

1.1

SAT/avril 1993



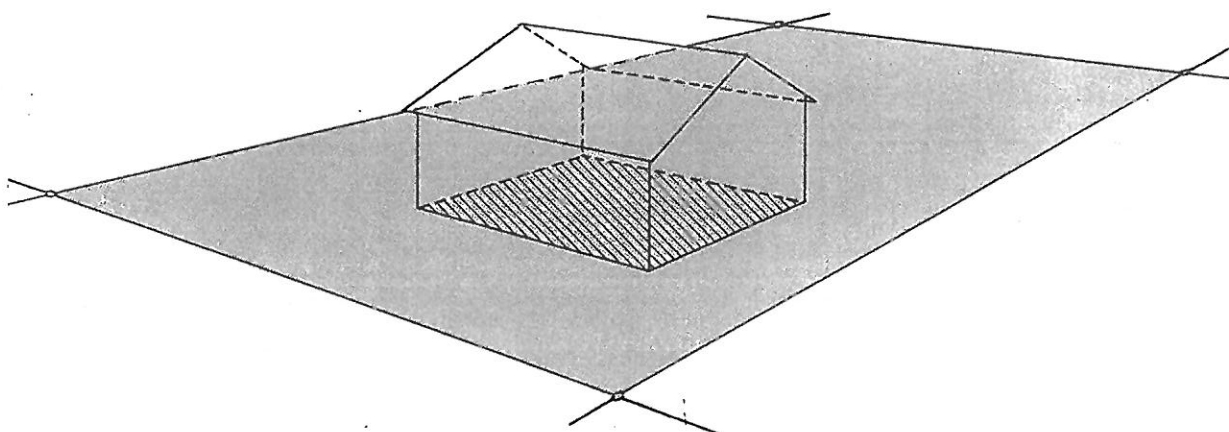
UTILISATION DU SOL

TAUX D'OCCUPATION

art. 50 al. 1 OCAT

1.2

SAT/avril 1993



SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE



EMPRISE AU SOL MAXIMUM DU BATIMENT

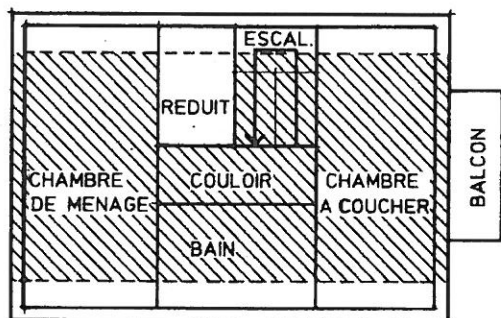
$$\text{TAUX D'OCCUPATION} = \frac{\text{EMPRISE AU SOL MAXIMUM DU BATIMENT}}{\text{SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE}}$$

UTILISATION DU SOL

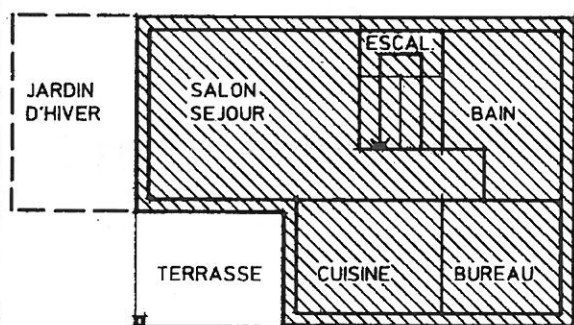
**INDICE D'UTILISATION
SURFACE BRUTE DE PLANCHER**
art. 49 OCAT

1.3

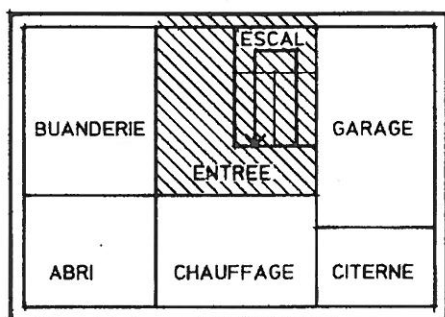
SAT/avril 1993



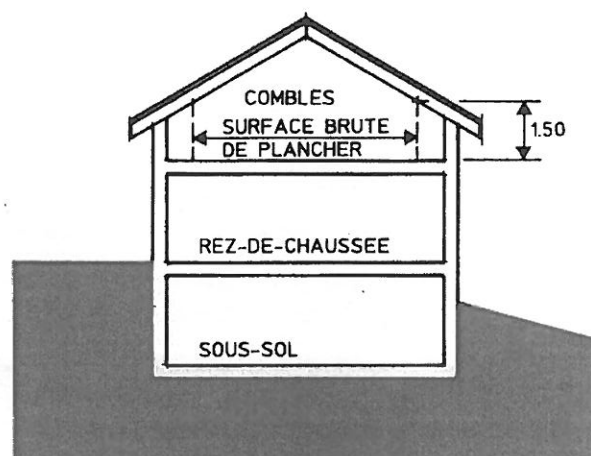
PLAN DES COMBLES AMENAGEES



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE



PLAN DU SOUS-SOL



COUPE

SURFACE BRUTE DE PLANCHER:



SURFACE COMPTEE



SURFACE NON COMPTEE

$$\text{INDICE D'UTILISATION} = \frac{\text{SURFACE BRUTE DE PLANCHER}}{\text{SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE}}$$

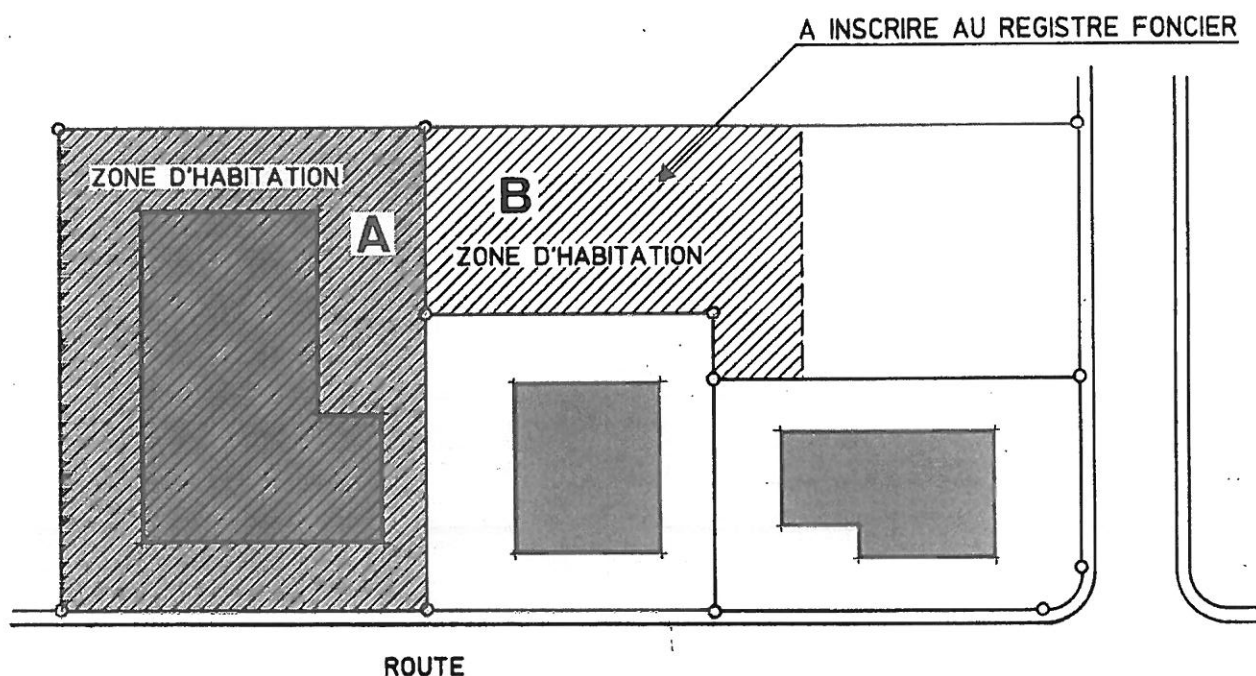
UTILISATION DU SOL

REPORT DE L'INDICE D'UTILISATION


art. 52 OCAT

1.4

SAT/avril 1993



REPORT D'INDICE D'UTILISATION AU DETRIMENT DE LA PARCELLE B ET AU PROFIT DE LA PARCELLE A

-  SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE A
-  SURFACE DETERMINANTE POUR LE CALCUL DE L'INDICE D'UTILISATION SUR LA PARCELLE A

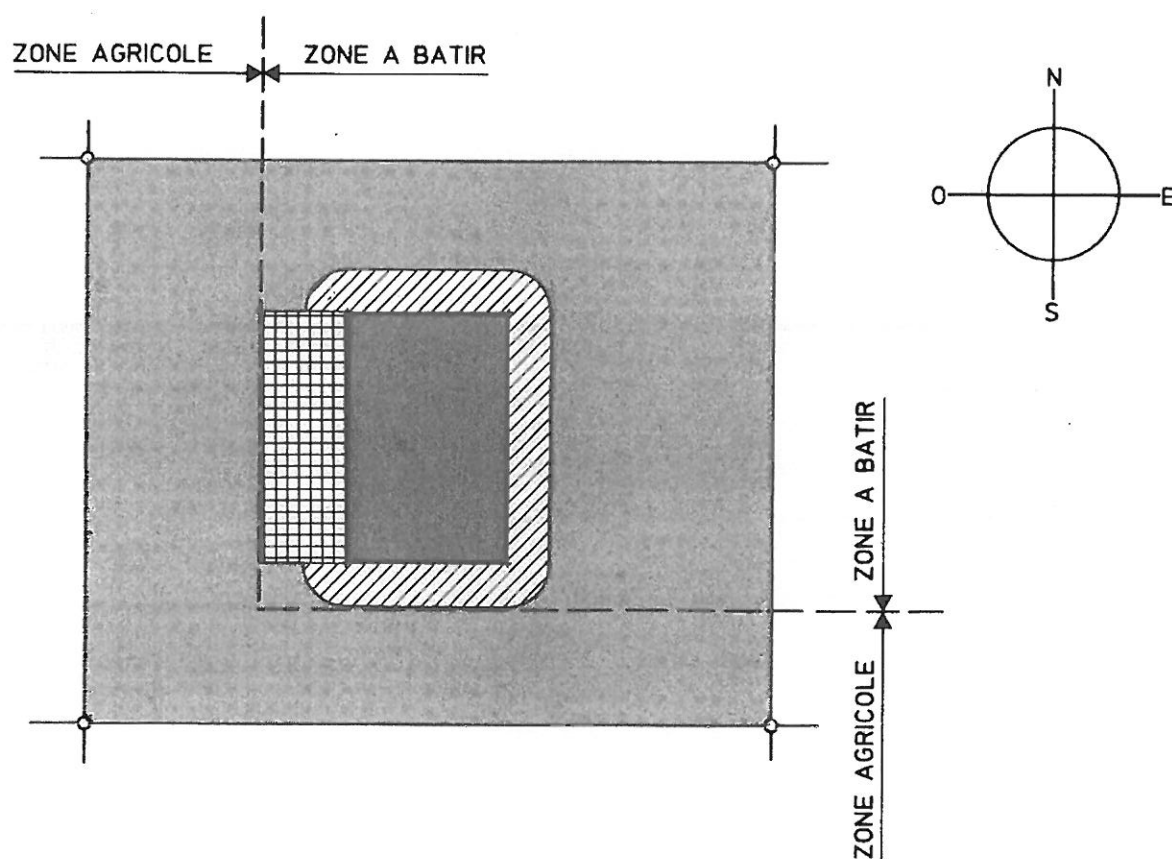
DISTANCES

DISTANCE A LA LIMITE DE LA ZONE A BATIR

art. 57 OCAT

2.1

SAT/avril 1993



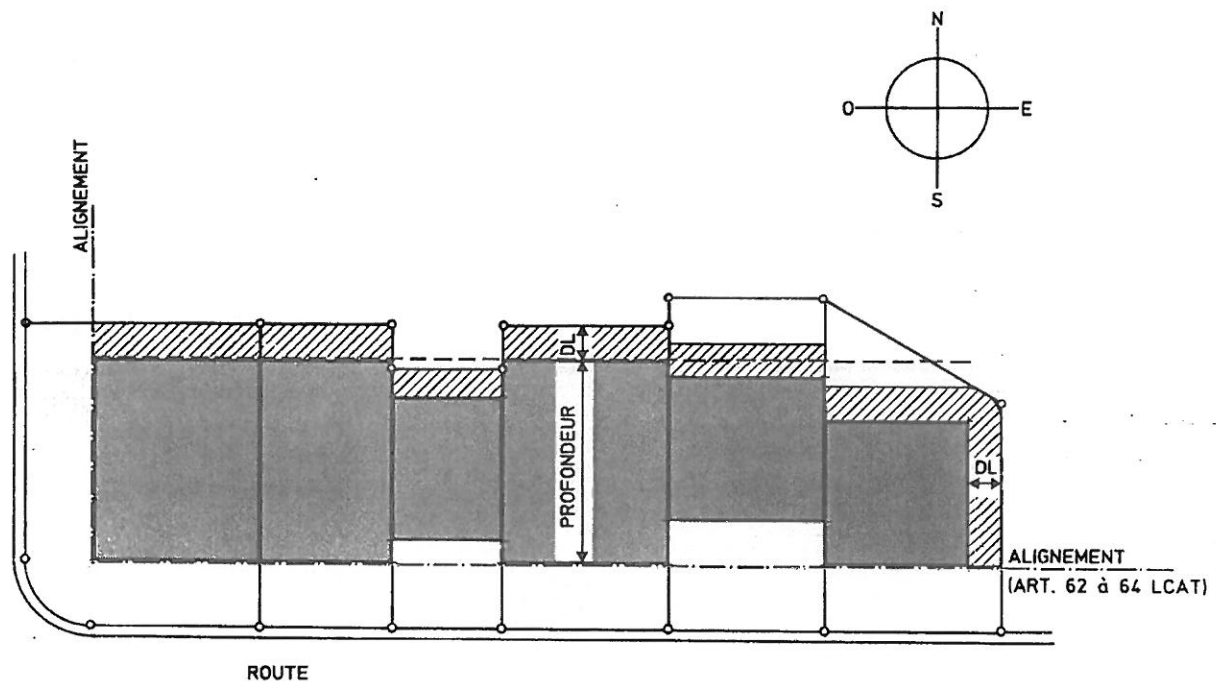
DISTANCES

CONTIGU: DISTANCE A LA LIMITE DE LA PARCELLE

art. 55 OCAT; art. 63 LICC

2.2

SAT/avril 1993



DL : DISTANCE A LA LIMITE DE LA PARCELLE

DISTANCE A LA LIMITE MINIMUM = 3 m (DISTANCE DE DROIT PRIVE art.63 LICC)

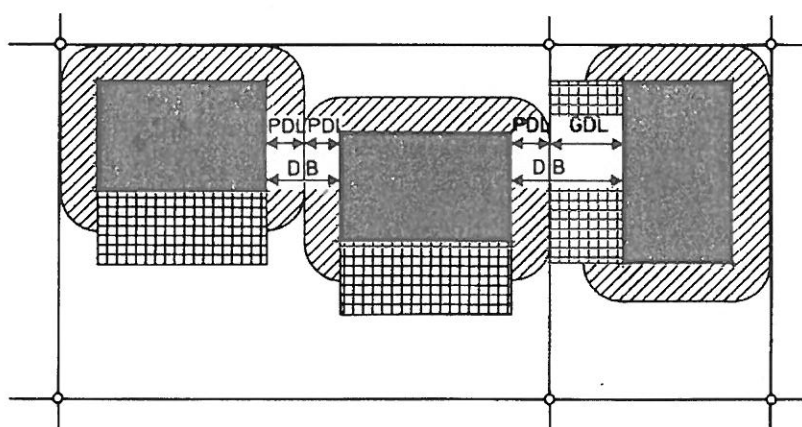
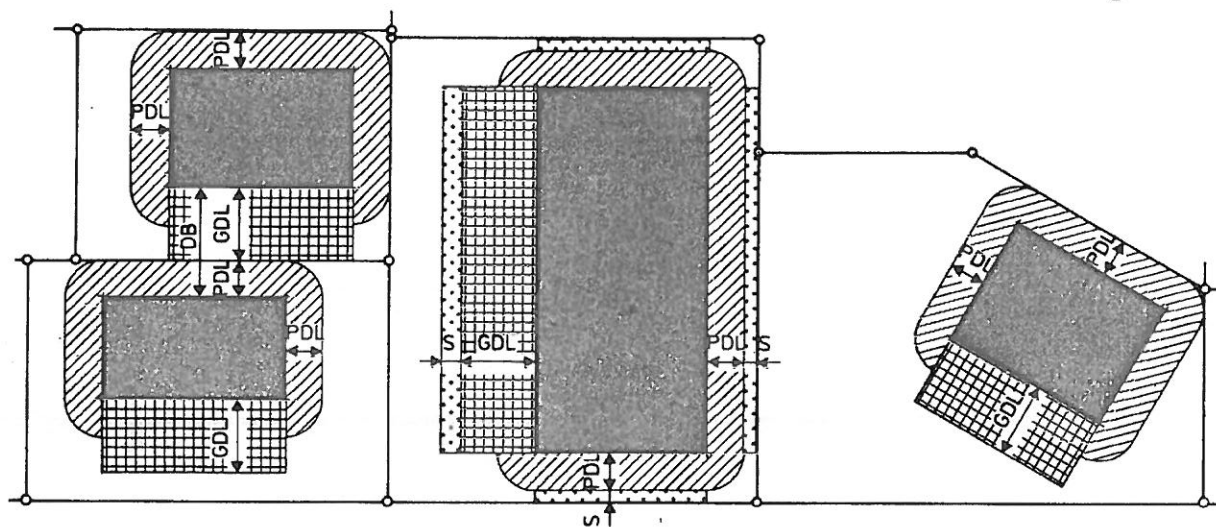
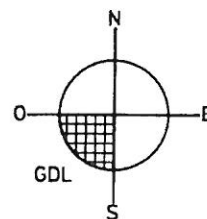
DISTANCES

NON CONTIGU: DISTANCE A LA LIMITE DE LA PARCELLE DISTANCE ENTRE BATIMENTS

art. 54, 56 et 58 al.1 OCAT; art. 63 LICC

2.3

SAT/avril 1993



DB : DISTANCE ENTRE BATIMENTS
GDL : GRANDE DISTANCE A LA LIMITE
PDL : PETITE DISTANCE A LA LIMITE
S : SUPPLEMENT A LA DISTANCE

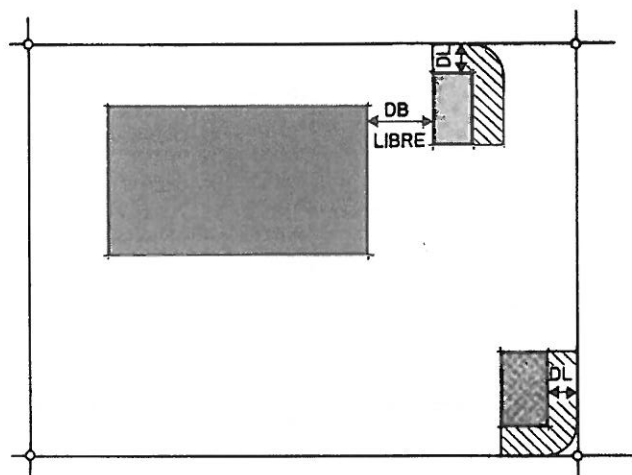
DISTANCES

ANNEXES: DISTANCE A LA LIMITE DE LA PARCELLE DISTANCE ENTRE BATIMENTS

art. 59 al.1 OCAT; art. 64 LICC

2.4

SAT/avril 1993



DB : DISTANCE ENTRE BATIMENTS
DL : DISTANCE A LA LIMITE

 BATIMENT PRINCIPAL

 BATIMENTS ANNEXES

- UN SEUL NIVEAU
 - SEJOUR NON PERMANENT D'HOMMES OU D'ANIMAUX
 - HAUTEUR MAX. 4.00 m
 - SURFACE MAX. 60 m²
- } OU SELON RCC
- DISTANCE A LA LIMITE 2.00 m

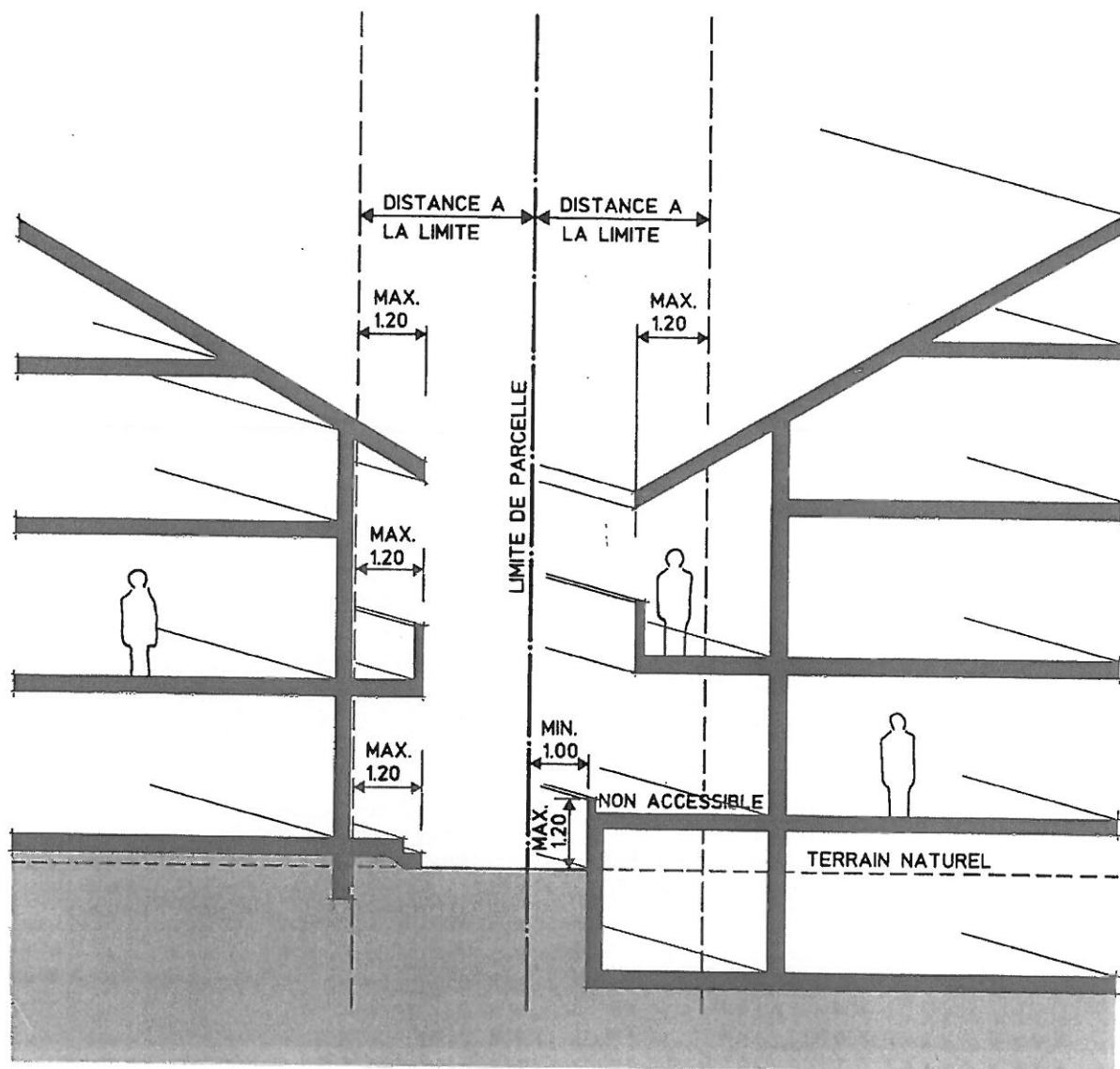
DISTANCES

EMPIETEMENTS SUR LA DISTANCE A LA LIMITE

2.5

art. 60 al.1 et 2 OCAT; art. 65 LICC

SAT/avril 1993



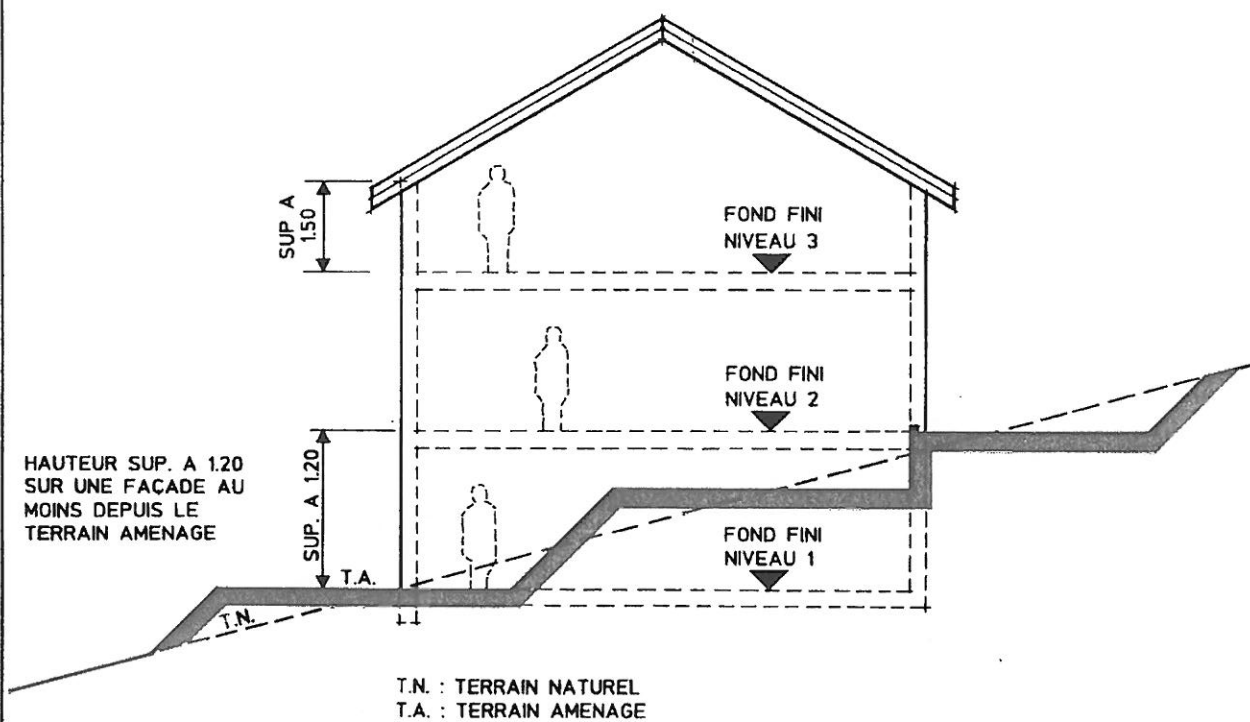
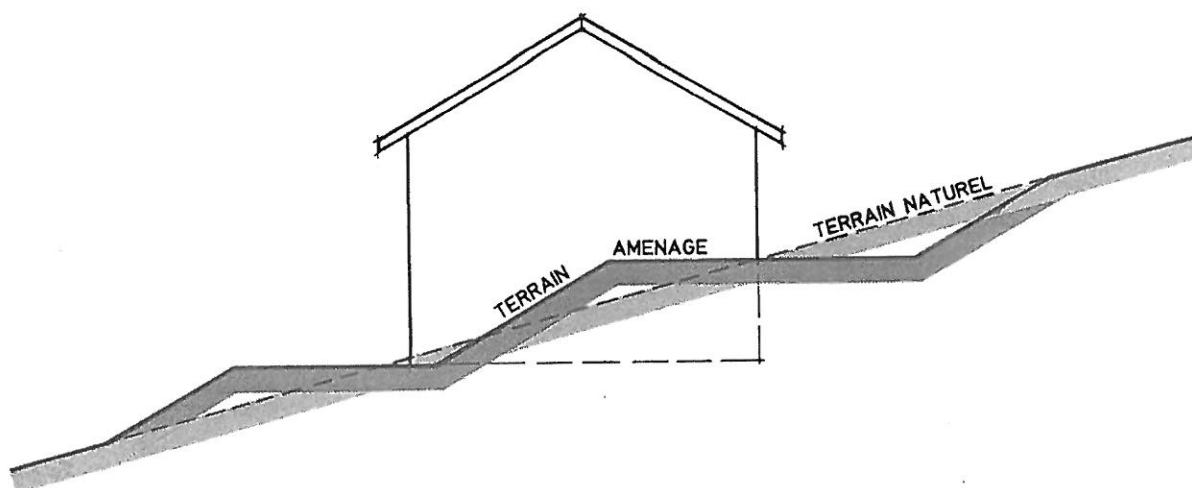
CONSTRUCTIONS

TERRAIN NATUREL - TERRAIN AMENAGE NIVEAUX

art. 62 al.1 et 63 OCAT

3.1

SAT/avril 1993



TERRAIN NATUREL = TERRAIN AVANT TRAVAUX

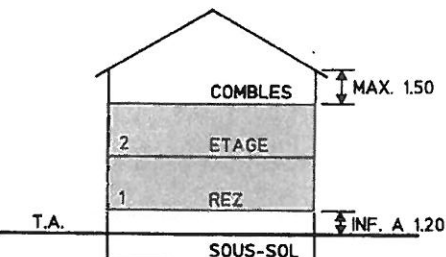
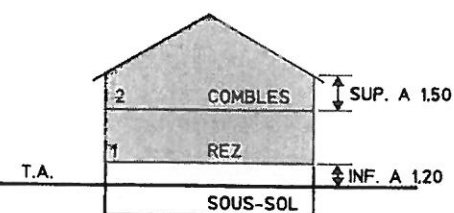
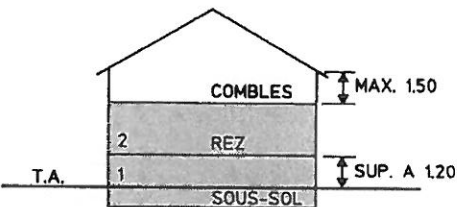
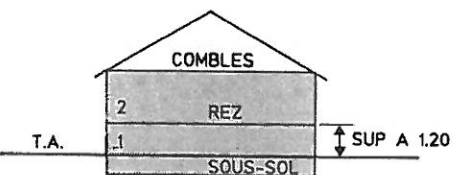
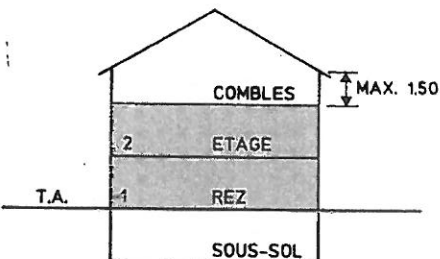
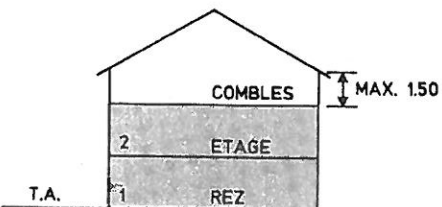
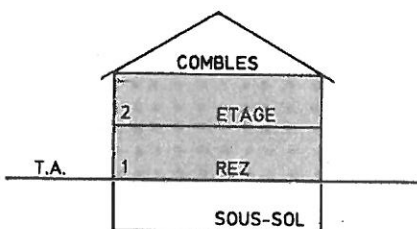
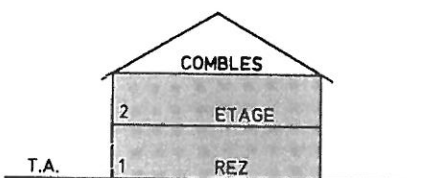
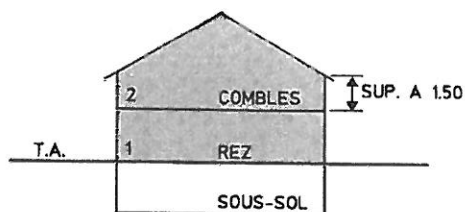
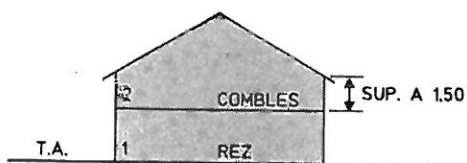
TERRAIN AMENAGE = TERRAIN APRES TRAVAUX

CONSTRUCTIONS

**NIVEAUX: EXEMPLES DE CONSTRUCTIONS DE 2 NIVEAUX
(SOUS RESERVE DU RESPECT DES HAUTEURS FIXEES)
art. 63 OCAT**

3.2

SAT/avril 1993



T.A. : TERRAIN AMENAGE

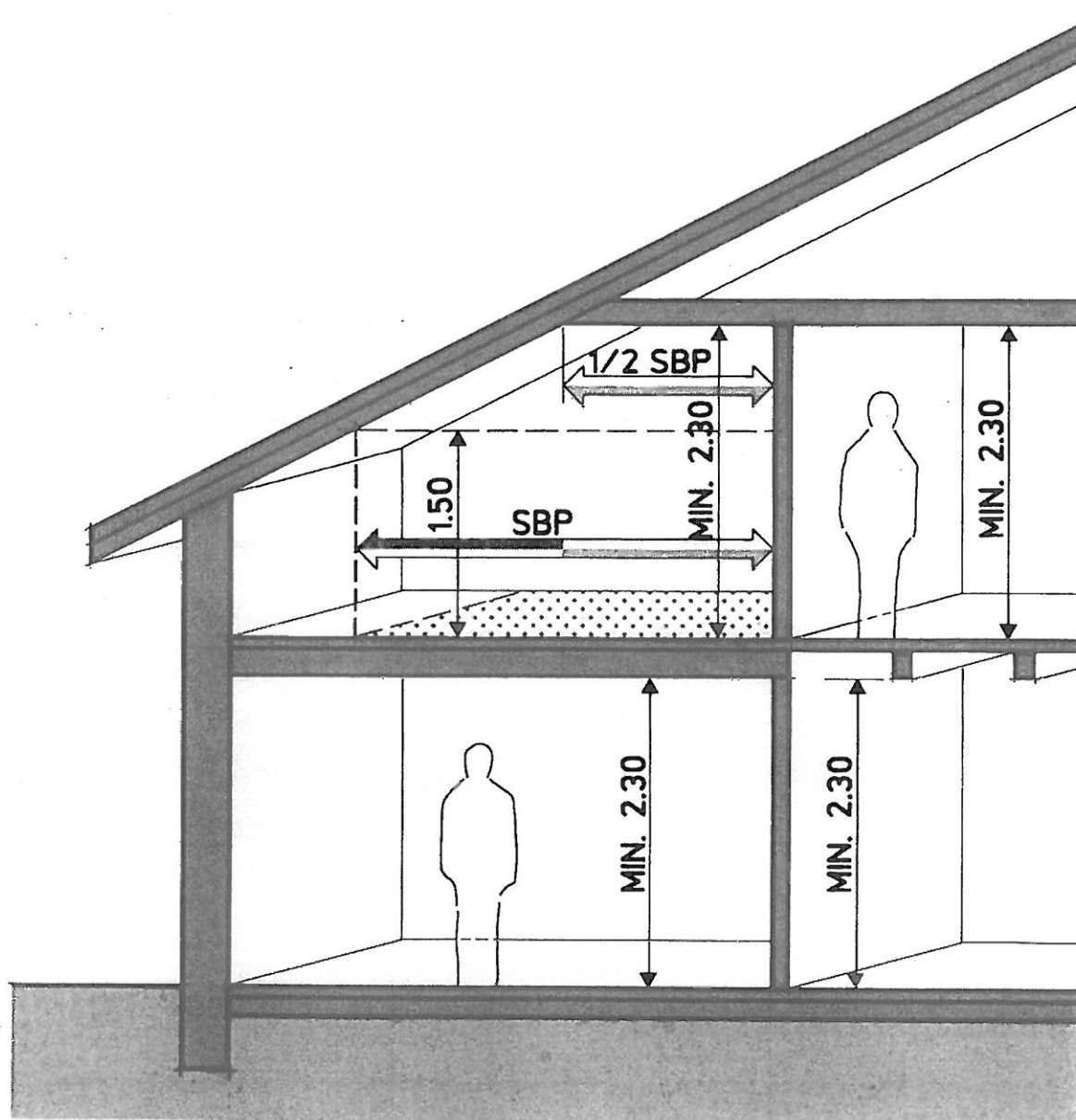
CONSTRUCTIONS

MAISONS FAMILIALES: HAUTEUR ET GRANDEUR MINIMALES DES LOCAUX

art. 41 et 49 al.3 OCAT

3.3

SAT/avril 1993



SBP: SURFACE BRUTE DE PLANCHER

La surface brute de plancher (SBP) des locaux d'habitation doit être au minimum égale à 8 m², sauf pour les salles de bains, cuisines, réduits, etc.).

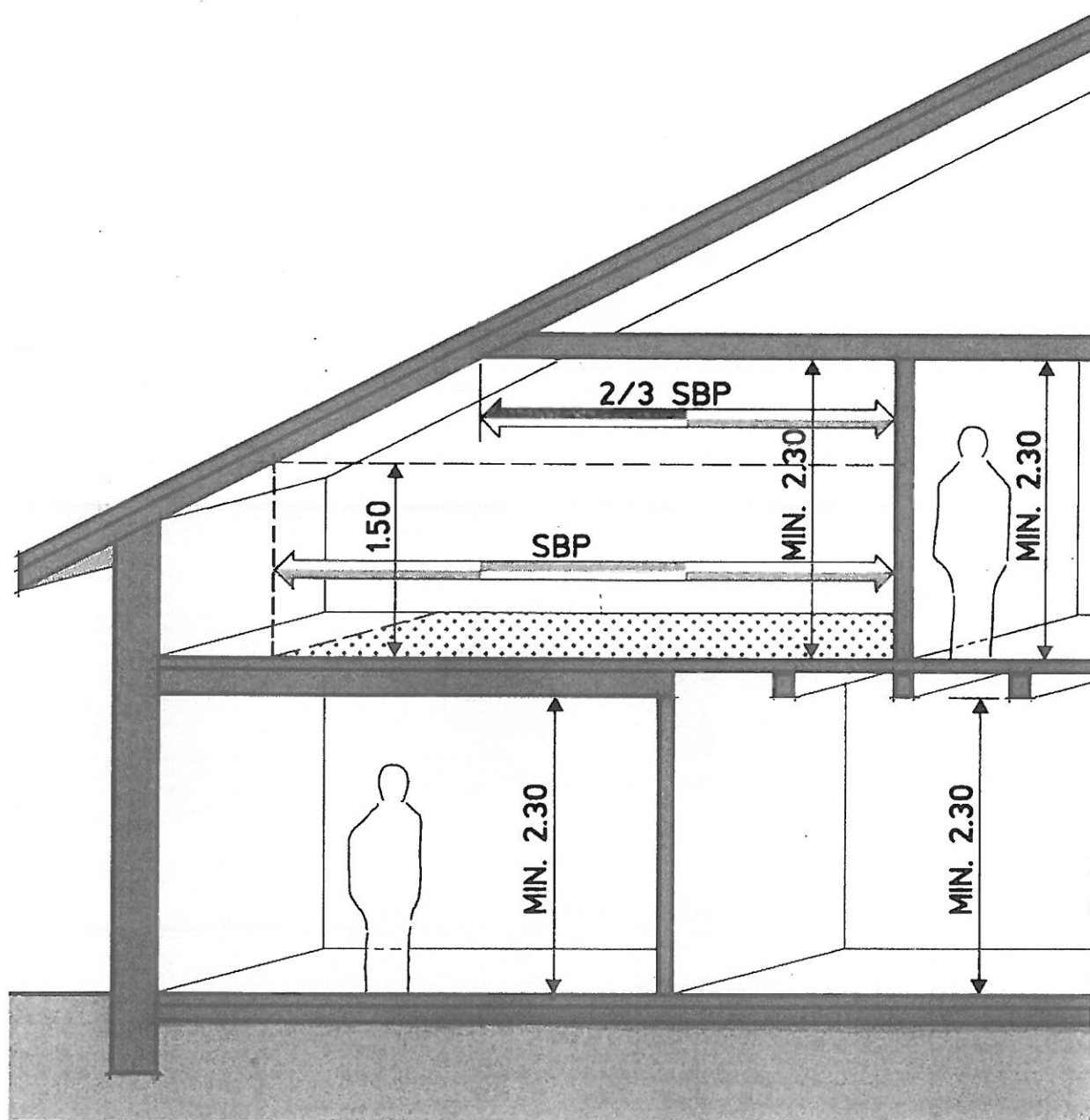
CONSTRUCTIONS

MAISONS LOCATIVES: HAUTEUR ET GRANDEUR MINIMALES DES LOCAUX

art. 41 et 49 al.3 OCAT

3.4

SAT/avril 1993



SBP: SURFACE BRUTE DE PLANCHER

La surface brute de plancher (SBP) des locaux d'habitation doit être au minimum égale à 8 m², sauf pour les salles de bains, cuisines, réduits, etc.).

CONSTRUCTIONS

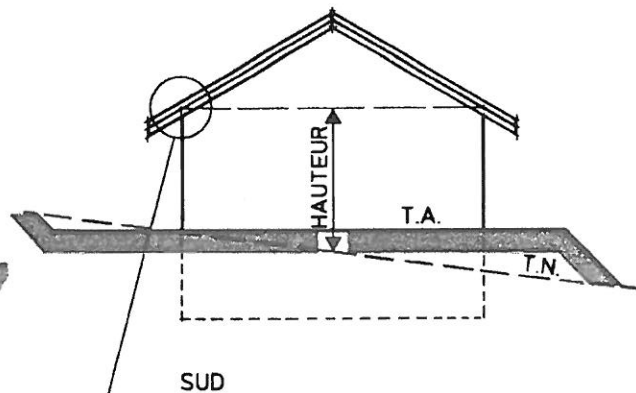
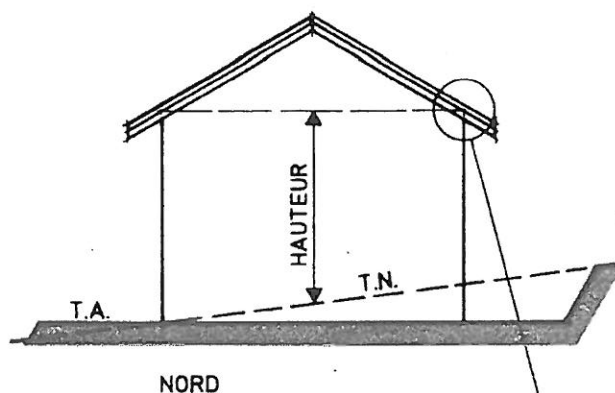
HAUTEUR A L'INTERSECTION DE LA FACADE ET DE LA TOITURE (TOITURES INCLINEES)

art. 66 OCAT

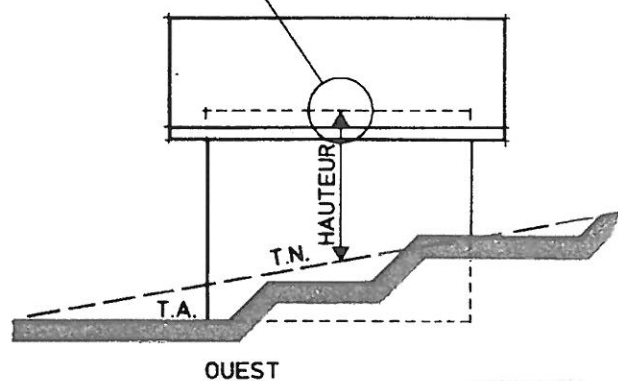
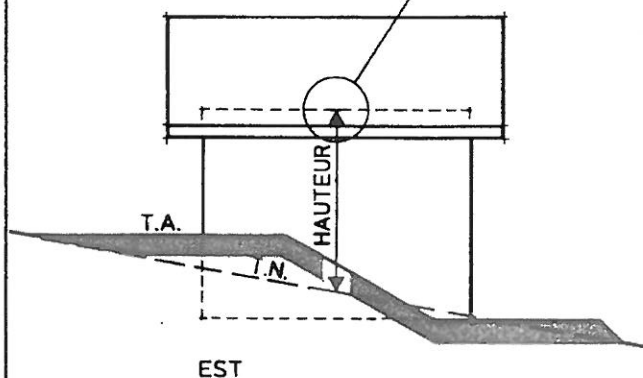
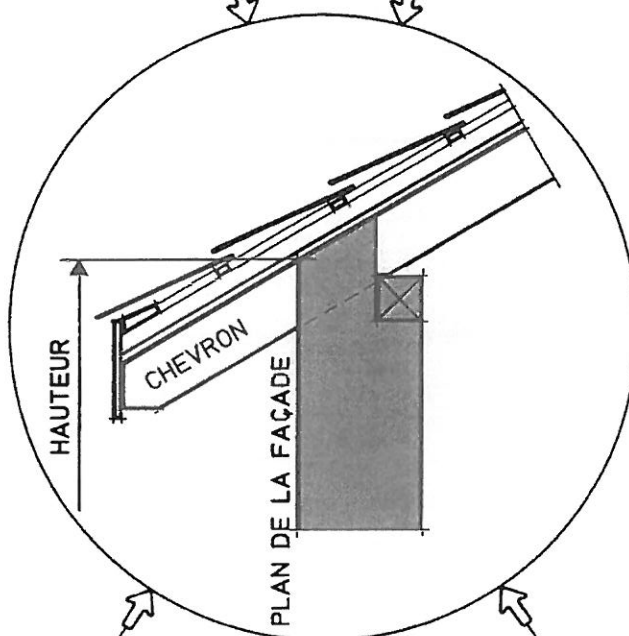
3.5

SAT/avril 1993

LA HAUTEUR SE MESURE AU MILIEU DE LA FACADE.



T.N. : TERRAIN NATUREL
T.A. : TERRAIN AMENAGE



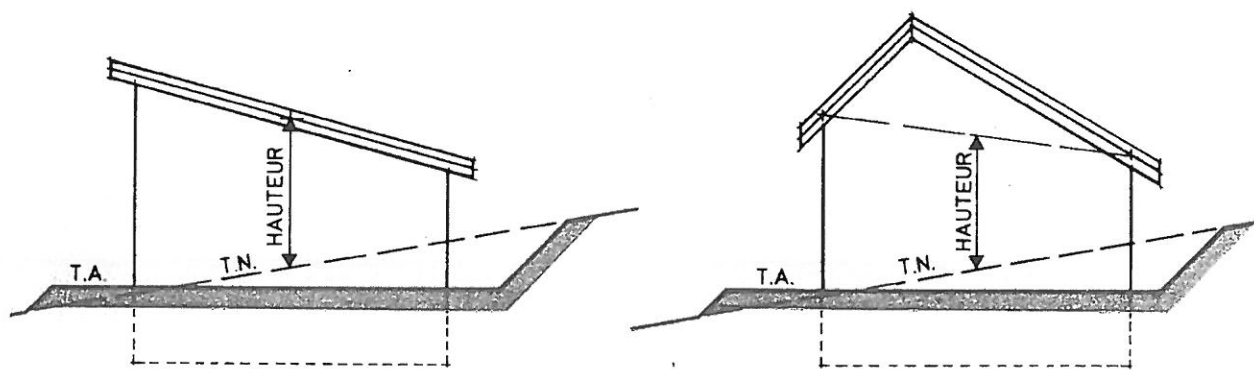
CONSTRUCTIONS

HAUTEUR A L'INTERSECTION DE LA FACADE ET DE LA TOITURE (TOITURES INCLINEES - CAS PARTICULIERS)
art. 66 OCAT

3.6

SAT/avril 1993

LA HAUTEUR SE MESURE AU MILIEU DE LA FACADE.



T.N. : TERRAIN NATUREL
T.A. : TERRAIN AMENAGE

CONSTRUCTIONS

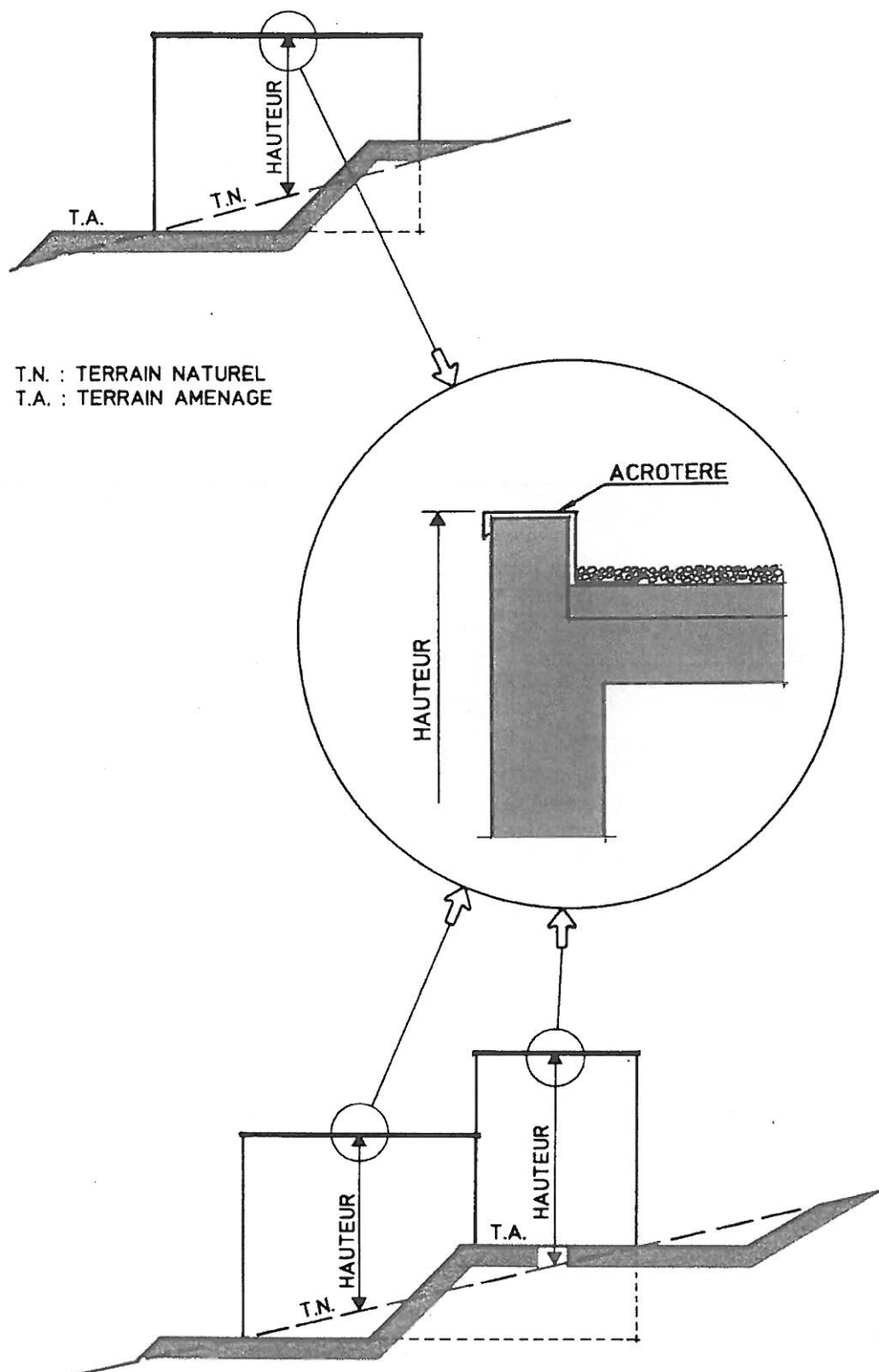
HAUTEUR A L'INTERSECTION DE LA FACADE ET DE LA TOITURE (TOITURES PLATES)

art. 66 OCAT

3.7

SAT/avril 1993

LA HAUTEUR SE MESURE AU MILIEU DE LA FACADE.



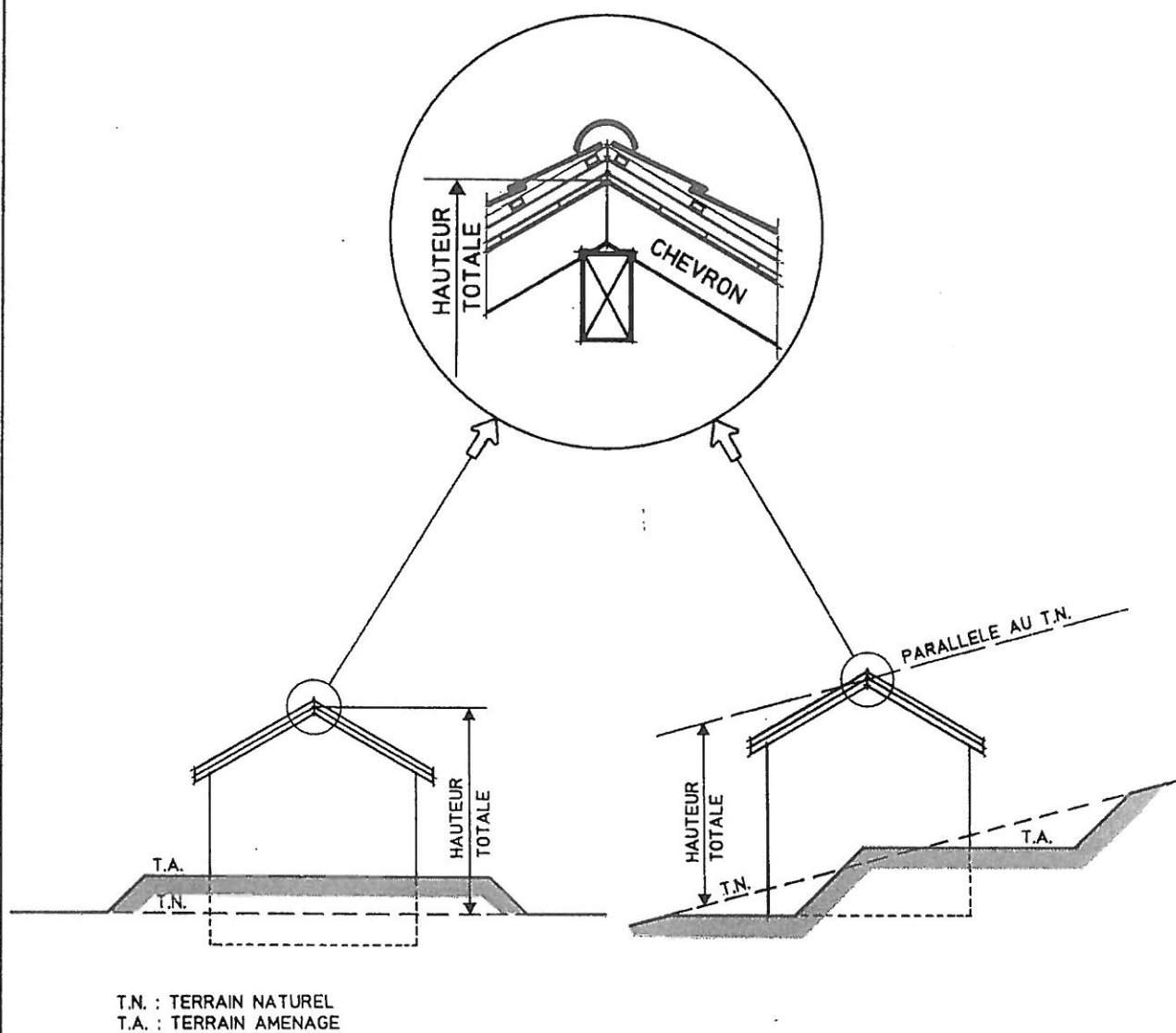
CONSTRUCTIONS

HAUTEUR TOTALE

art. 65 OCAT

3.8

SAT/avril 1993



MESURES EN FAVEUR DES HANDICAPES

PLACES DE STATIONNEMENT

4.1

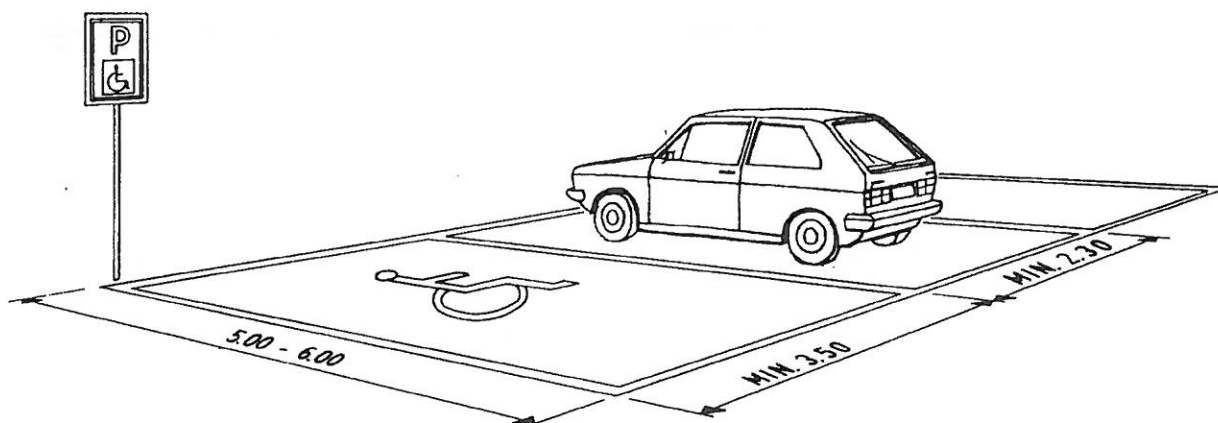
art. 15 LCAT et art. 46 OCAT; norme VSS SN 521 500

SAT/avril 1993

Renseignements détaillés:

Guide pour éliminer les barrières et les obstacles architecturaux (SIV/ASI)

DANS LES PARCS DE STATIONNEMENT, IL FAUT
RESERVER AUX HANDICAPES 2% DES PLACES,
MAIS 1 PLACE AU MINIMUM!



PLACES DE STATIONNEMENT RESERVEES AUX HANDICAPES

- toujours signalées par le panneau ICTA
- accès à niveau à la place de stationnement
- bordure de trottoir chanfreinée
- largeur minimum d'une place: 3,50 m
- déclivité latérale maximum: 5%

MESURES EN FAVEUR DES HANDICAPES

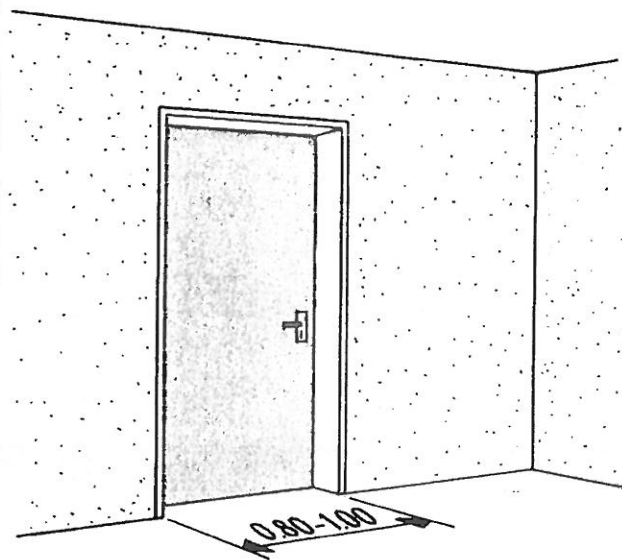
PORTES ET RAMPES ENCOMBREMENT D'UN FAUTEUIL ROULANT art. 15 LCAT et art. 46 OCAT

4.2

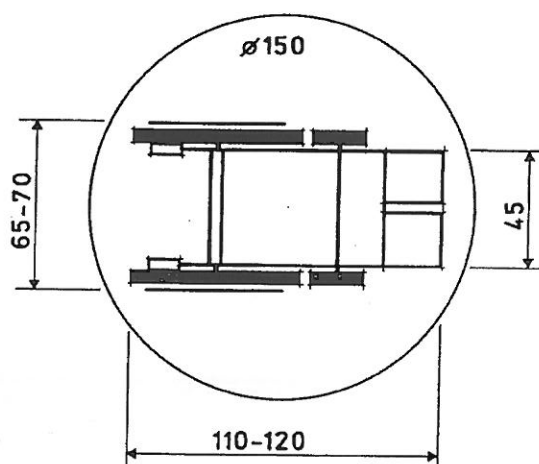
SAT/avril 1993

Renseignements détaillés:

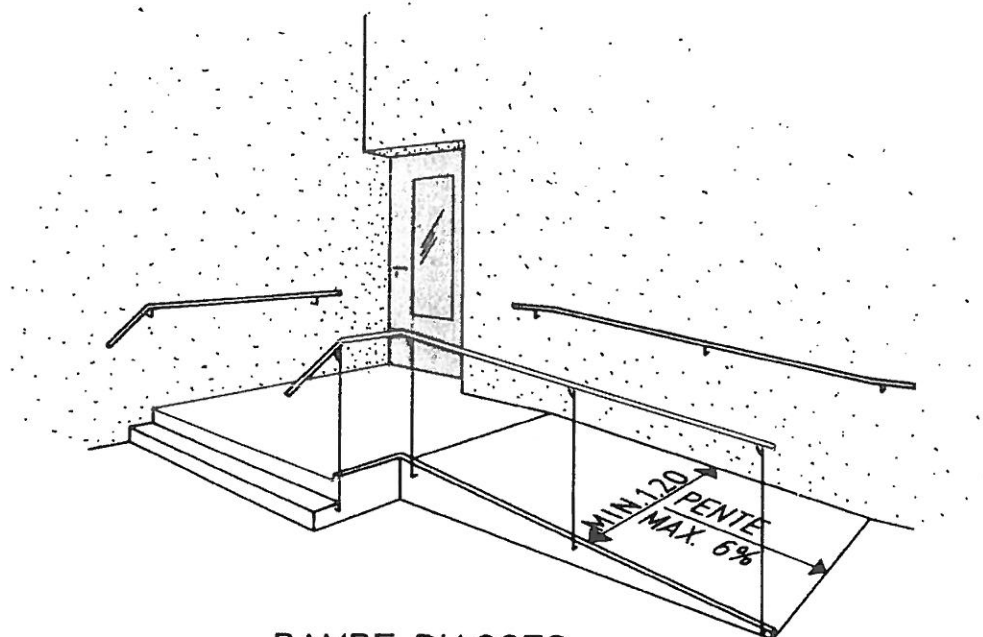
Guide pour éliminer les barrières et les obstacles architecturaux (SIV/ASI)



PORTE



ENCOMBREMENT D'UN FAUTEUIL ROULANT



RAMPE D'ACCES

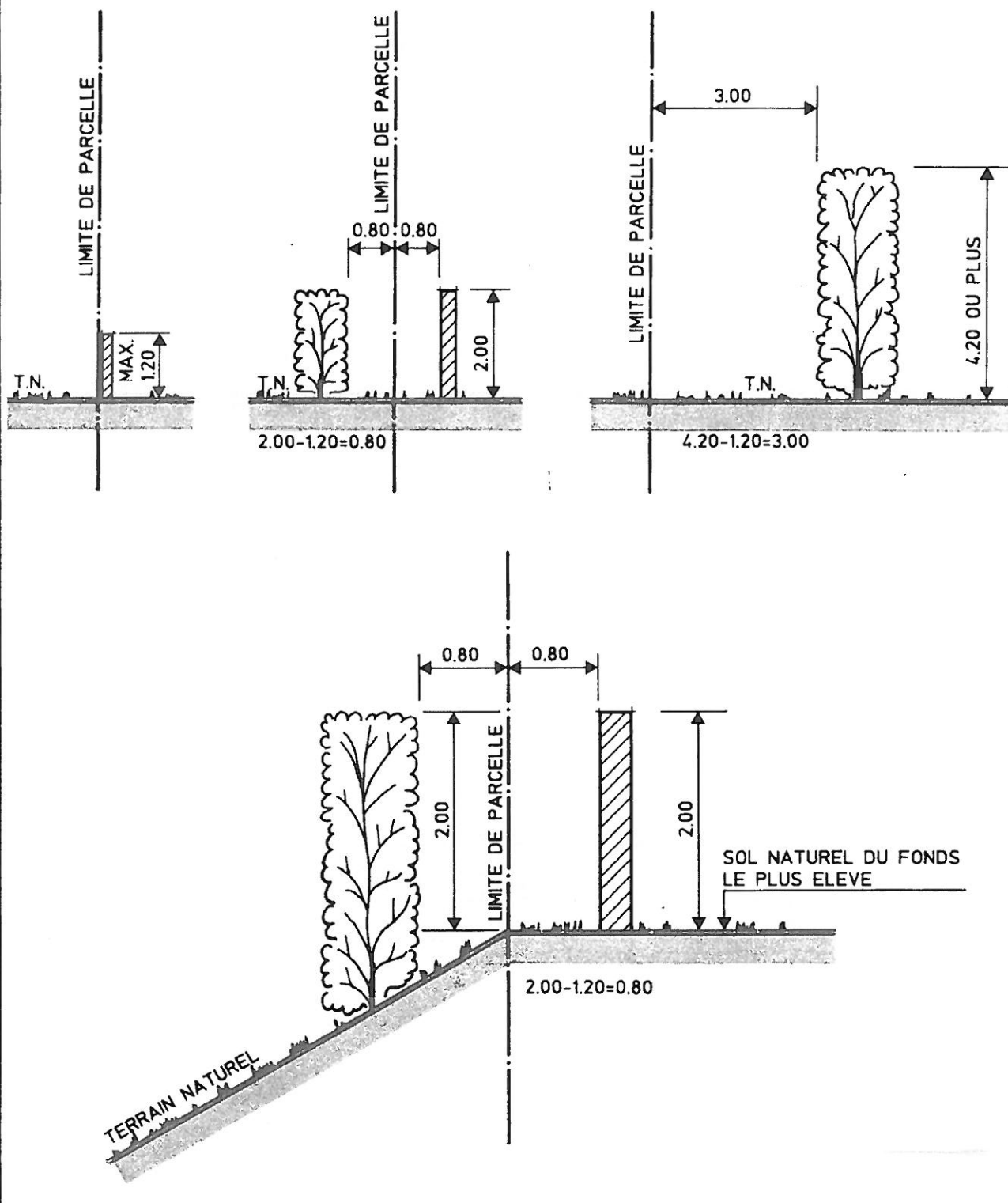
CLOTURES ET PLANTATIONS SEPARATIVES

CLOTURES, PALISSADES ET MURS
HAIES A FEUILLAGE NON PERSISTANT
art. 60 al.3 OCAT; art 73 al. 1 et 2 LICC

5.1

SAT/avril 1993

ESSENCES À FEUILLAGE NON PERSISTANT: hêtre, charme, troène, noisetier, etc.



CLOTURES ET PLANTATIONS SEPARATIVES

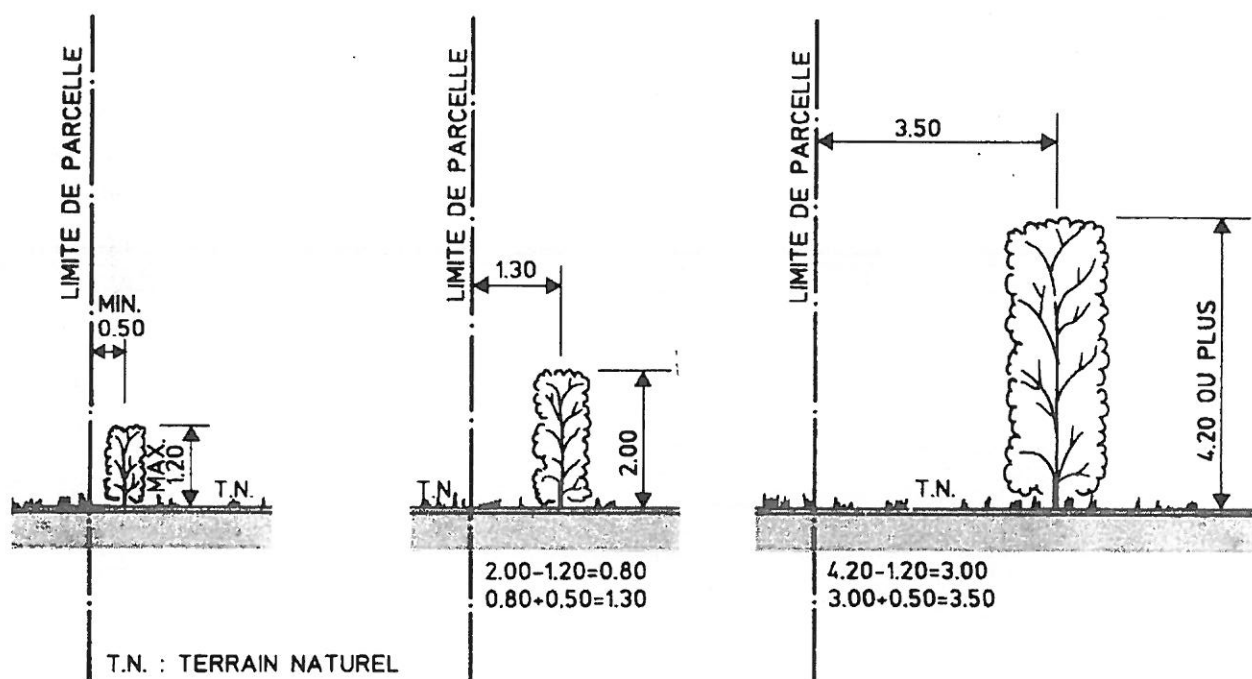
HAIES A FEUILLAGE PERSISTANT

5.2

art. 60 al.3 OCAT; art 73 al. 3 LICC

SAT/avril 1993

ESSENCES À FEUILLAGE PERSISTANT: thuya, sapin, épicéa, if, buis, laurier, etc.



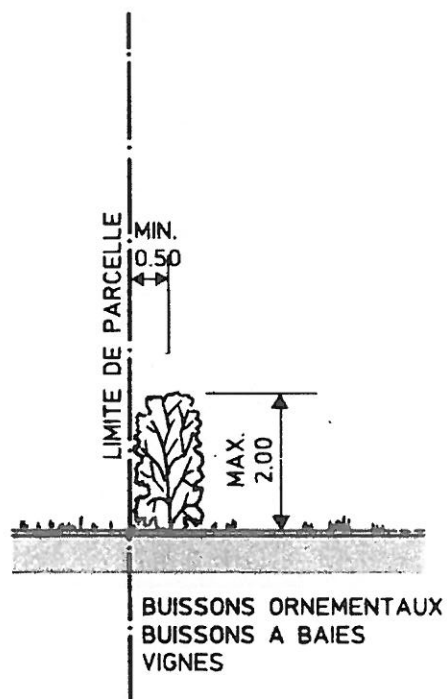
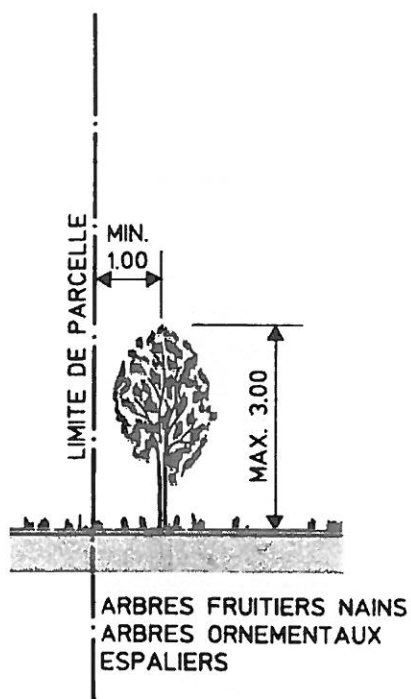
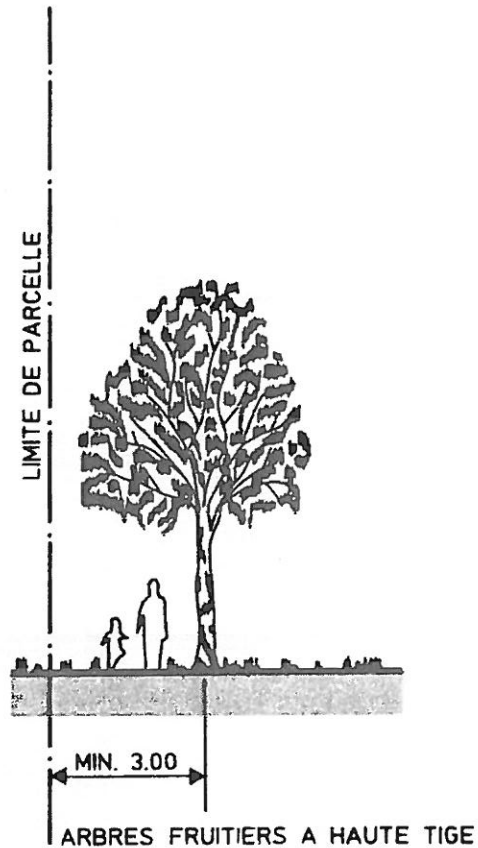
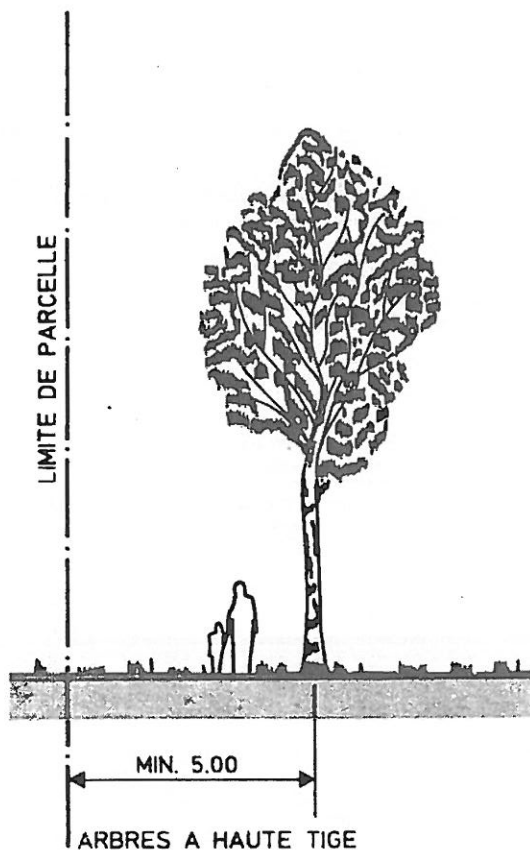
CLOTURES ET PLANTATIONS SEPARATIVES

ARBRES DE HAUTE TIGE, ARBRES ET BUISSONS NAINS OU ORNEMENTAUX

art. 60 al.3 OCAT; art 74 LICC

5.3

SAT/avril 1993

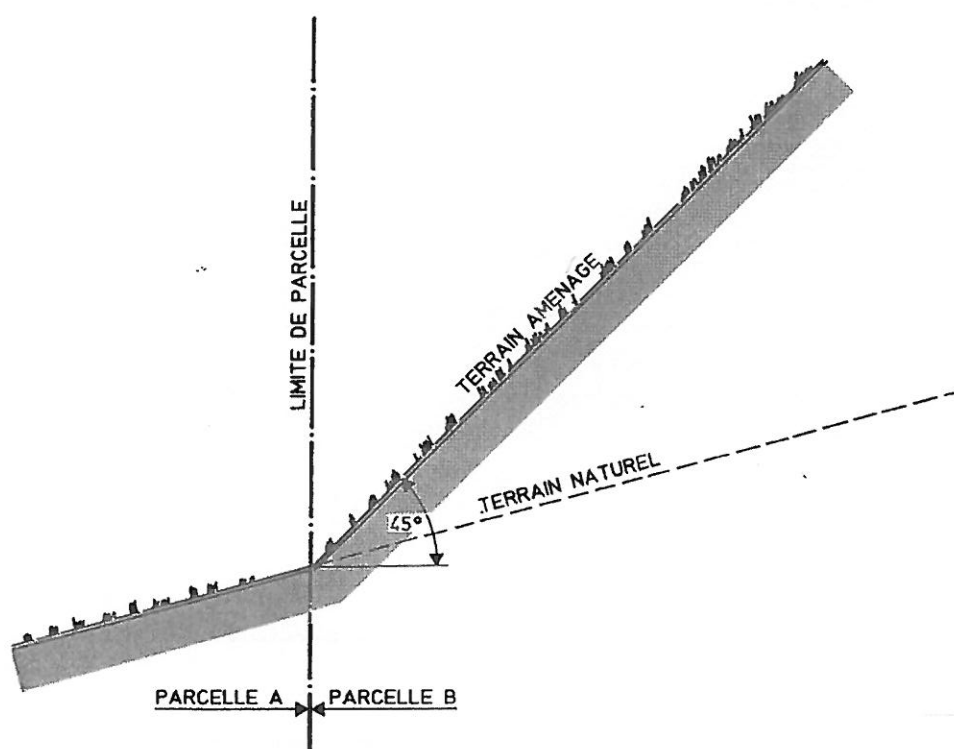
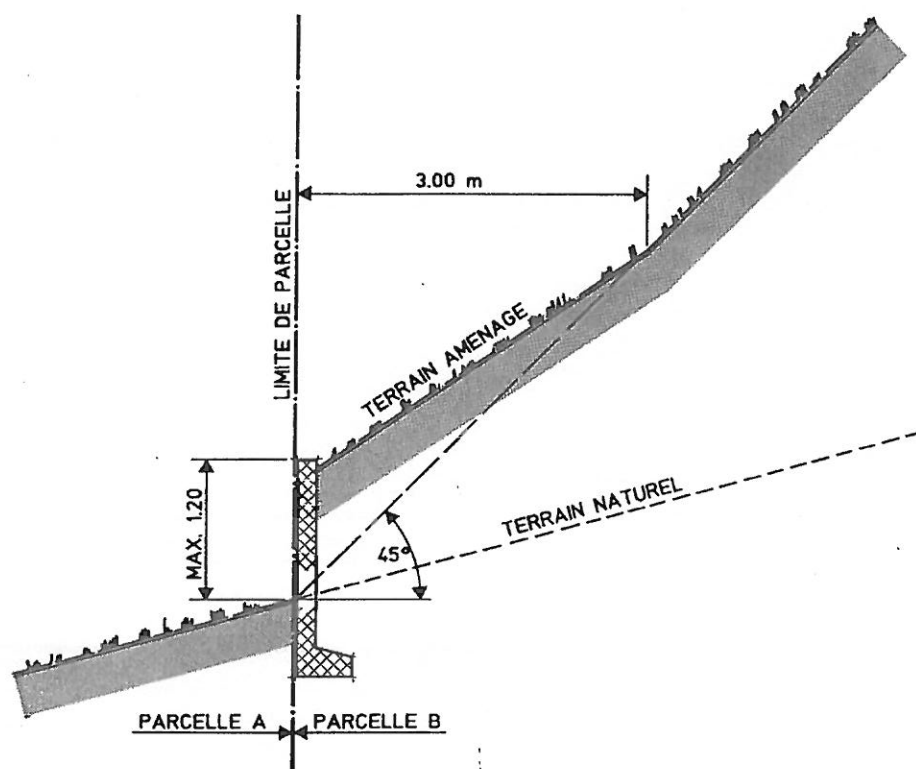


CLOTURES ET PLANTATIONS SEPARATIVES

**REMBLAIS
MURS DE SOUTÈNEMENT**
art. 60 al.3 OCAT; art 71 LICC

5.4

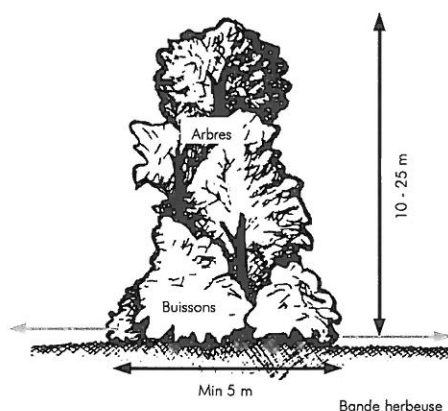
SAT/avril 1993



ANNEXE V

DIRECTIVES SUR L'ENTRETIEN DU BOCAGE

Haies arborescentes



Définition

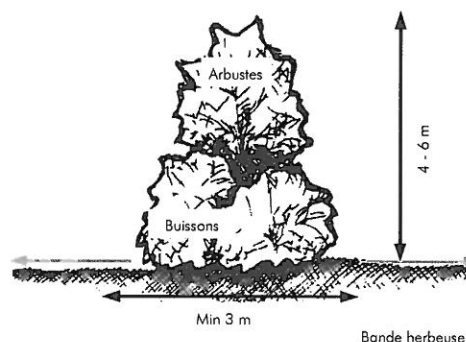
Une haie arborescente est formée de tout type d'arbres et d'arbustes. La hauteur dépend des essences d'arbres qui composent la haie, mais il faut compter au moins 10 m de haut.

Une largeur minimale de 5 m est nécessaire à la base. La présence d'une telle haie demande généralement au moins 10 m d'emprise au sol.

Problématique de gestion

- > Les haies hautes peuvent générer un ombrage important des cultures.
- > La présence de vieux arbres, souhaitée d'un point de vue biologique, influence parfois la quantité de branches mortes présentes.
- > La haie arborescente fournit par contre un abri pour le bétail, limite l'érosion et l'effet du vent. Elle fournit du bois de feu.
- > Un entretien mal adapté peut aboutir au développement inconsidéré de la partie supérieure des arbustes (voir ci-contre haies hautes).

Haies hautes ou arbustives



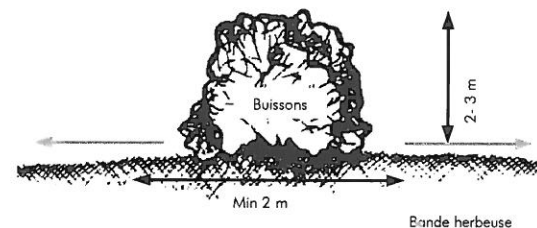
Définition

Une haie haute ou haie arbustive est formée de buissons et d'arbustes. La hauteur de ce type de haie dépend des essences d'arbustes qui la composent. Généralement une telle haie atteint env. 4-6 m.

Problématique de gestion

- > Un entretien mal adapté peut aboutir au développement inconsidéré de la partie supérieure des arbustes. ➔ obstacle pour les véhicules agricoles. Perte de densité au pied et diminution de la valeur biologique.
- > Une forte densité d'épineux, souhaitée d'un point de vue biologique, peut dissuader l'exploitant de continuer à pratiquer un entretien qui, dans le long terme, est nécessaire pour contenir l'extension de la haie haute.
- > La haie haute limite l'érosion et l'effet du vent. Elle agit comme régulateur hydrique et sert de refuge à des espèces animales prédatrices et auxiliaires des cultures.

Haies basses ou buissonnantes



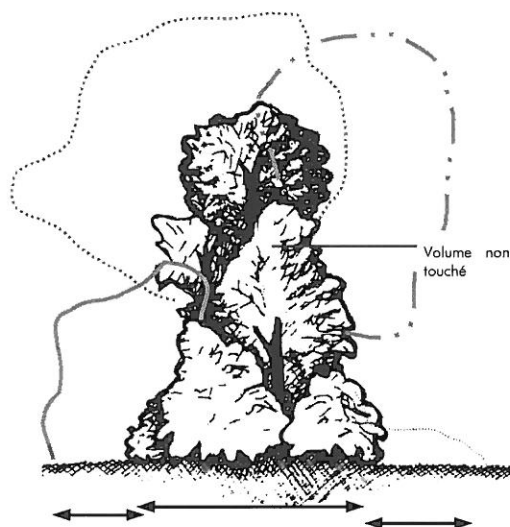
Définition

Une haie basse est essentiellement formée de buissons. Elle structure le paysage mais c'est surtout la variété des essences qui composent sa strate unique, le manteau, qui détermine son importante valeur biologique. Une telle haie ne dépasse généralement pas 2-3 m de haut et doit avoir une largeur minimale de 2 m à la base.

Problématique de gestion

- > Un entretien très régulier est généralement nécessaire pour maintenir la taille limitée, aussi bien en largeur qu'en hauteur.
- > Le but de l'entretien doit être clairement défini. Étant donné sa faible ampleur, la haie basse est particulièrement sensible à un entretien mal adapté. Un entretien trop drastique (recépage intempestif) peut ainsi conduire à sa disparition rapide. À l'opposé, un manque d'entretien peut permettre le développement rapide de certains buissons, qui peuvent apporter un ombrage indésirable sur les cultures.
- > Les parties recépées de la haie basse, surtout lorsque le recépage est intensif, peuvent être colonisées par des espèces indésirables pour les cultures (ronces, orties, etc.).

Haies arborescentes



Action	Limitation de la croissance des buissons.	Aucune action dans le pied de la haie en dehors des interventions majeures.	Limitation de l'extension des lianes.
Fréquence	2 - 5 ans	15 - 20 ans	1 an

Commentaires

Taille de la couronne des arbres en principe pas souhaitée. Certaines branches gênantes peuvent être coupées. Les arbres seront coupés tous les 15 à 20 ans (bois de feu). On conservera au moins 50% des arbres.

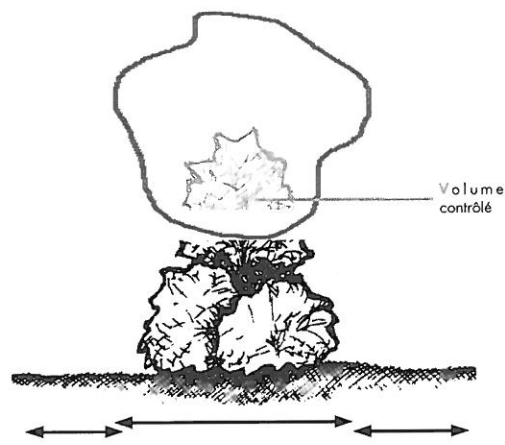
Zone buissonnante jamais recépée, mais uniquement rabattue. Favoriser les espèces à croissance lente et les épineux (en dehors des pâtures).

Conserver l'emprise au sol de la haie.

Actions positives

- > Favoriser les arbres fruitiers sauvages et les sorbiers.
- > Conserver les arbres morts.

Haies hautes ou arbustives



Limitation de la croissance des buissons.	Aucune action dans le pied de la haie en dehors des interventions majeures.	Limitation de la croissance des buissons.
2 - 5 ans	5 - 10 ans	2-5 ans

Commentaires

Rabattre la partie supérieure de la strate arbustive tous les 5-10 ans. Favoriser les espèces à croissance lente et les épineux.

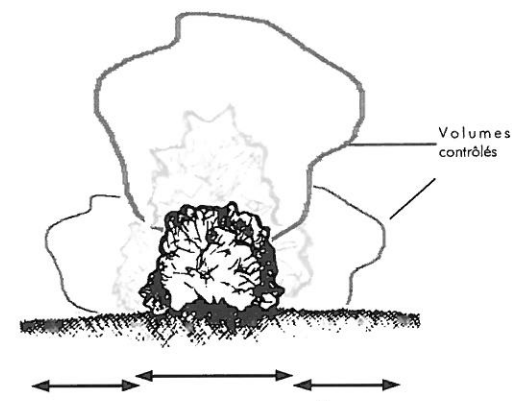
Exceptionnellement, recépage sélectif des espèces à forte croissance et très ramifiées (jamais sur toute la longueur de la haie en même temps).

Conserver l'emprise au sol de la haie.

Actions positives

- > Favoriser les arbustes à croissance lente (aubépine, épine noire, églantier, troène, etc.).
- > Tailler les espèces à fruits en février-mars.

Haies basses ou buissonnantes



Limitation de la croissance des buissons.	Action possible dans le pied de la haie (recépage) mais jamais sur l'entier de la haie.	Limitation de la croissance des buissons.
1 - 2 ans	3 - 6 ans	1-2 ans

Commentaires

Tailler la haie au carré tous les 2 ans sur un tiers seulement de la longueur totale. Recépage possible par tronçon.

Conserver l'emprise au sol de la haie.

Actions positives

- > Favoriser les arbustes à croissance lente (aubépine, épine noire, églantier, troène, etc.).
- > Tailler les espèces à fruits en février-mars.

ANNEXE VI

LISTE DES PLANTES ENVAHISSANTES

Liste noire et "Watch List" (liste d'observation)

Etablies par la Commission suisse pour la conservation des plantes sauvages

http://www.cps-skew.ch/francais/liste_noire.htm

Définitions

Néophytes: Plantes exotiques introduites depuis 1500 apr. J.-C. se reproduisant à l'état sauvage.

Espèces envahissantes: Espèces se répandant rapidement au détriment d'autres espèces caractéristiques d'un milieu naturel.

Liste noire: Liste des néophytes envahissantes de Suisse qui causent actuellement des dommages au niveau de la diversité biologique, de la santé et/ou de l'économie. La présence et l'expansion de ces espèces doivent être empêchées.

"Watch List": Liste des néophytes envahissantes de Suisse qui ont le potentiel de causer des dommages, dont l'expansion doit être surveillée et si nécessaire empêchée. Dans les pays voisins elles créent déjà des problèmes.

Ces listes sont actualisées périodiquement sur la base des renseignements obtenus et les cartes de distribution du CRSF.

Explications concernant les tableaux

Répartition

xxx Très fréquent

xx Fréquent

x Plutôt rare

Effets

D Déstabilise les sols, accélère l'érosion

G Nocif pour la santé humaine

L Pose un problème sur des surfaces agricoles

V Se répand au détriment d'espèces indigènes

Groupes écologiques (d'après E. Landolt 1991 et Moser et al. 2002)

Landolt E. 1991: Plantes vasculaires menacées en Suisse avec listes rouges nationale et régionales. OFEFP/OCFM, Berne.
/ Moser D. et al. 2002: Liste rouge des espèces menacées de Suisse: Fougères et plantes à fleurs. OFEFP/OCFM, Berne.

- 1 Plantes forestières
- 2 Plantes de montagne
- 3 Plantes pionnières de basse altitude
- 4 Plantes aquatiques
- 5 Plantes de marais
- 6 Plantes de prairie maigre (sèche ou à humidité temporaire)
- 7 Mauvaises herbes ou rudérales
- 8 Plantes de prairie grasse

Types de milieux (d'après Delarze et al. 1998)

Delarze R. et al. 1998. Guide des milieux naturels de Suisse, Delachaux et Niestlé S.A., Lausanne.

- 1 Eaux libres
- 2 Végétation des rivages et des lieux humides
- 3 Glaciers, rochers, éboulis, graviers
- 4 Pelouses, prairies
- 5 Lisières, mégaphorbiées, broussailles
- 6 Forêts
- 7 Végétation pionnière des endroits perturbés par l'homme (milieu rudéral)
- 8 Plantations, champs, cultures
- 9 Milieux construits

Liste noire
CPS/SKEW, avril 2007

Nom scientifique	Nom français	Jura et Nord-est de la Suisse	Plateau	Alpes septentrionales	Alpes centrales	Alpes méridionales et Tessin	Effets	Groupe écologique	Type de milieu
<i>Ailanthus altissima</i>	Ailante, Faux vernis du Japon	-	xx	x	x	xxx	V	3	7, 8
<i>Ambrosia artemisiifolia</i>	Ambrosie à feuilles d'armoise, Ambrosie élevée	x	xx	x	x	xx	G, L	3	7, 8, 9
<i>Artemisia verlotiorum</i>	Armoise des frères Verlot	x	xx	x	x	xxx	L, V	7	7, 8
<i>Buddleja davidii</i>	Buddleja de David, Arbre aux papillons	x	xx	xx	x	xxx	V	3	2, 7
<i>Elodea canadensis</i> <i>Elodea nuttallii</i>	Peste d'eau Elodée de Nuttall	xx -	xx x	x -	- -	xx x	V	4	1
<i>Heracleum mantegazzianum</i>	Berce du Caucase, Berce de Mantegazzi	xx	xx	x	x	x	G, V	7	2, 7
<i>Impatiens glandulifera</i>	Impatiens glanduleuse	xx	xxx	xx	x	xxx	V, D	7	2
<i>Lonicera japonica</i>	Chèvrefeuille du Japon	-	x	-	-	xx	V	1	5, 6
<i>Polygonum polystachyum</i>	Renouée de l'Himalaya	-	x	-	-	x	V, D	7	5, 7
<i>Prunus laurocerasus</i>	Laurier-cerise	x	xx	-	-	xx	V	1	6
<i>Prunus serotina</i>	Cerisier tardif	-	x	-	-	xx	V	1	5, 6
<i>Reynoutria japonica</i> = <i>Fallopia j.</i> = <i>Polygonum cuspidatum</i>	Renouée du Japon	xx	xxx	xxx	x	xxx	V, D	7	2, 5, 7
<i>Reynoutria sachalinensis</i> + <i>R. X bohemica</i>	Renouée de Sakhaline + Renouée de Bohême (hybride)	-	x	?	?	x	V, D	5, 7	2, 5, 7
<i>Rhus typhina</i>	Sumac, Vinaigrier	-	x	x	?	xx	V, G	3	5, 7
<i>Robinia pseudoacacia</i>	Robinier faux-acacia	x	xx	xx	x	xxx	V	1	4, 5, 6, 7
<i>Rubus armeniacus</i>	Ronce d'Arménie	xx	xxx	xxx	x	xx	V	3	5, 6, 7
<i>Senecio inaequidens</i>	Sénéçon du Cap	-	xx	x	-	xx	V, L	3	7, 8, 9
<i>Solidago canadensis</i> s.l.	Solidage du Canada	x	xxx	xxx	x	xxx	L, V (G)	3	4, 7
<i>Solidago gigantea</i> = <i>S. serotina</i>	Solidage géant	xxx	xxx	xxx	x	xxx	V	5	2, 4, 7
Espèces de la Liste Noire avec une importance locale à régionale									
<i>Ludwigia grandiflora</i>	Jussie à grandes fleurs	-	x GE	-	-	-	V	4	1, 2
<i>Lysichiton americanus</i>	Lysichite jaune, Faux Arum	-	x BE	-	-	-	V	5	2
<i>Pueraria lobata</i>	Puéraire hérissée, Kudzu	-	-	-	-	x	V	1, 7	5, 7

"Watch List" (Liste des espèces à surveiller)

CPS/SKEW, mai 2008

Nom scientifique	Nom français	Jura et Nord-est de la Suisse	Plateau	Alpes septentrionales	Alpes centrales	Alpes méridionales et Tessin	Effets	Groupe écologique	Type de milieu
<i>Bunias orientalis</i>	Bunias d'Orient	-	xx	x	xx	-	V, L	7	4, 7
<i>Cornus sericea</i>	Cornouiller soyeux	x	xx	x	?	x	V	1	2, 7, 8
<i>Cyperus esculentus</i>	Souchet comestible	-	x	-	-	x	L, V	5, 7	2, 7, 8
<i>Erigeron annuus</i> s.l.	Vergerette annuelle	x	xx	xx	x	x	L, V	3, 6, 7	(4) 7, 8
<i>Helianthus tuberosus</i> s.l.	Topinambour	x	x	x	x	x	V	7	2, 7
<i>Impatiens balfourii</i>	Impatiente de Balfour	Données suivent					NOUVEAU (2007)		
<i>Lonicera henryi</i>	Chèvrefeuille de Henry	-	x	-	-	x	V	1	5, 6
<i>Lupinus polyphyllus</i>	Lupin à folioles nombreuses	x	x	-	x	-	V	3	7
<i>Mahonia aquifolium</i> s.l.	Mahonia à feuilles de houx	x	x	-	-	x	V	1, 7	6, 7
<i>Parthenocissus inserta</i>	Vigne-vierge	Données suivent					NOUVEAU (2007)		
<i>Paulownia tomentosa</i>	Paulownia	Données suivent					NOUVEAU (2007)		
<i>Phytolacca americana</i> <i>Phytolacca esculenta</i>	Raisin d'Amérique Raisin d'Amérique comestible	Données suivent					NOUVEAU (2007)		
<i>Sedum spurium</i>	Orpin bâtard	x	x	x	x	x	V	3	3, 7
<i>Viburnum rhytidophyllum</i>	Viorne rugueuse	Données suivent					NOUVEAU (2007)		
Espèces de la "Watch List" avec une importance locale à régionale									
<i>Amorpha fruticosa</i>	Indigo bâtard, Amorphe	-	x	-	-	xx	V	5	2, 3
<i>Asclepias syriaca</i>	Asclépiade de Syrie	Données suivent					NOUVEAU (2007)		
<i>Bassia scoparia</i>	Bassie à balais	Données suivent					NOUVEAU (2007)		
<i>Glyceria striata</i>	Glycérie striée	Données suivent					NOUVEAU (2007)		
<i>Senecio rupestris</i>	Séneçon des rochers	-	-	x	xx	x	V	3	3, 7
<i>Trachycarpus fortunei</i>	Palmier chanvre	-	-	-	-	xx	V	1	5, 6

-> Une clé d'appartenance permettant de décider si une néophyte doit être admise dans la Liste noire ou la "Watch List" a été élaborée (voir: http://cps-skew.ch/francais/cle_appartenance-envahissantes.htm)

Modifié par décision
de ratification

~~ANNEXE VII~~

**MODELISATIONS
ACOUSTIQUES
RELATIVES AU
SECTEUR HBb**

L'Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) définit les valeurs limites d'exposition au bruit routier de la manière suivante :

Degré de sensibilité (art. 43)	Valeur de planification Lr en dB (A)		Valeur limite d'immission Lr en dB (A)		Valeur d'alarme Lr en dB (A)	
	Jour	Nuit	Jour	Nuit	Jour	Nuit
I	50	40	55	45	65	60
II	55	45	60	50	70	65
III	60	50	65	55	70	65
IV	65	55	70	60	75	70

Le nouveau secteur HBb est soumis à un degré de sensibilité au bruit de niveau III à proximité de la route cantonale (voir plan des degrés de sensibilité au bruit). Les locaux à usage sensible au bruit devront par conséquent respecter les valeurs de planification de 60 dB(A) le jour et 50 dB(A) la nuit. Les locaux à usage sensible au bruit sont les pièces d'habitations ainsi que les locaux d'exploitation dans lesquels des personnes séjournent régulièrement durant une période prolongée. L'appréciation de la sensibilité au bruit des locaux s'effectue en règle générale conformément au tableau ci-dessous.

Genre de local	Sensible au bruit		Non sensible au bruit
	Habitat	Entreprise (+5 dB)	
- Salon, séjour et chambre à coucher	X		
- Pièce habitable	X		
- Pièce de l'appartement, utilisée essentiellement comme bureau ¹⁾		X	
- Cuisine habitable (SBP > 10 m²) ²⁾	X		
- Cuisine de travail (SBP ≤ 10 m²) ²⁾			X
- Salle de bains, WC			X
- Escalier, corridor, réduit			X
- Mansarde avec isolation thermique	X		
- Chambre d'hôtel	X		
- Salle de classe	X		
- Chambre d'hôpital, de clinique	X		
- Restaurant salle bruyante			X
- Restaurant salle à manger avec aération mécanique		X	
- Restaurant salle à manger avec aération naturelle	X		
- Bureau, salle de réunion		X	
- Cabinet (médecin, avocat, etc.)		X	
- Coiffeur ²⁾		X	
- Magasin avec faible bruit intérieur		X	
- Magasin avec bruit intérieur considérable			X
- Église	X		

Les modélisations acoustiques ont été réalisées à l'aide du logiciel CadnaA de Datakustik. Les émissions de bruit dues au trafic dépendent du nombre de véhicules circulant sur la route, de la topographie et de la proportion de poids lourds. Le trafic journalier moyen TJM (véhicules / jour) de l'ensemble des routes cantonales en 2010 est fourni par le service des ponts et chaussées. Afin de prendre en considération l'état futur du trafic à l'horizon 2020 avec l'augmentation naturelle du trafic et avec la réalisation des constructions dans le secteur HBb, le trafic journalier moyen a été fixé à **8'000 véhicules par jour** le long de la *Rue du 23-Juin* au niveau du secteur HBb.

Sur la base des calculs et modélisations, la distance minimale à respecter dans le secteur HBb pour l'implantation de locaux à usage sensible au bruit est de **22 m par rapport à l'axe de la route** de la *Rue du 23-Juin*.

Toutefois, ces distances minimales correspondent à un état futur 2020, sans autres mesures de protection contre le bruit. Si la distance d'alignement prévue est jugée trop contraignante, des mesures de protection contre le bruit peuvent être planifiées, comme l'abaissement de la vitesse de circulation, la pose d'un revêtement phonoabsorbant ou encore des aménagements qui serviraient d'écran de protection (garages, locaux artisanaux, parois antibruit, etc.). D'autre part, les évaluations proposées ici se basent sur une estimation du bruit futur déterminée par les données de trafic disponibles et des paramètres standards. Pour affiner ces valeurs et si d'autres solutions doivent être trouvées pour optimiser la densification du secteur, d'autres calculs peuvent être produits sur la base d'un projet d'aménagement du secteur, ainsi qu'avec des études de terrains plus fines : nouveau comptage des véhicules, pose de radar pour affiner la vitesse effective du trafic, mesures bruit in situ à l'aide de sonomètre pour caler le modèle.



Niveau d'appréciation en dB(A)
Evaluation des immissions : 4.5 m au dessus du sol
Intervalle des points d'immissions : 10 m

- > 35.0 dB dB(A)
- > 40.0 dB dB(A)
- > 45.0 dB dB(A)
- > 50.0 dB dB(A)
- > 55.0 dB dB(A)
- > 60.0 dB dB(A)
- > 65.0 dB dB(A)
- > 70.0 dB dB(A)
- > 75.0 dB dB(A)
- > 80.0 dB dB(A)
- > 85.0 dB dB(A)

Courroux

Cadastre du bruit routier - Jour [6h-22h]

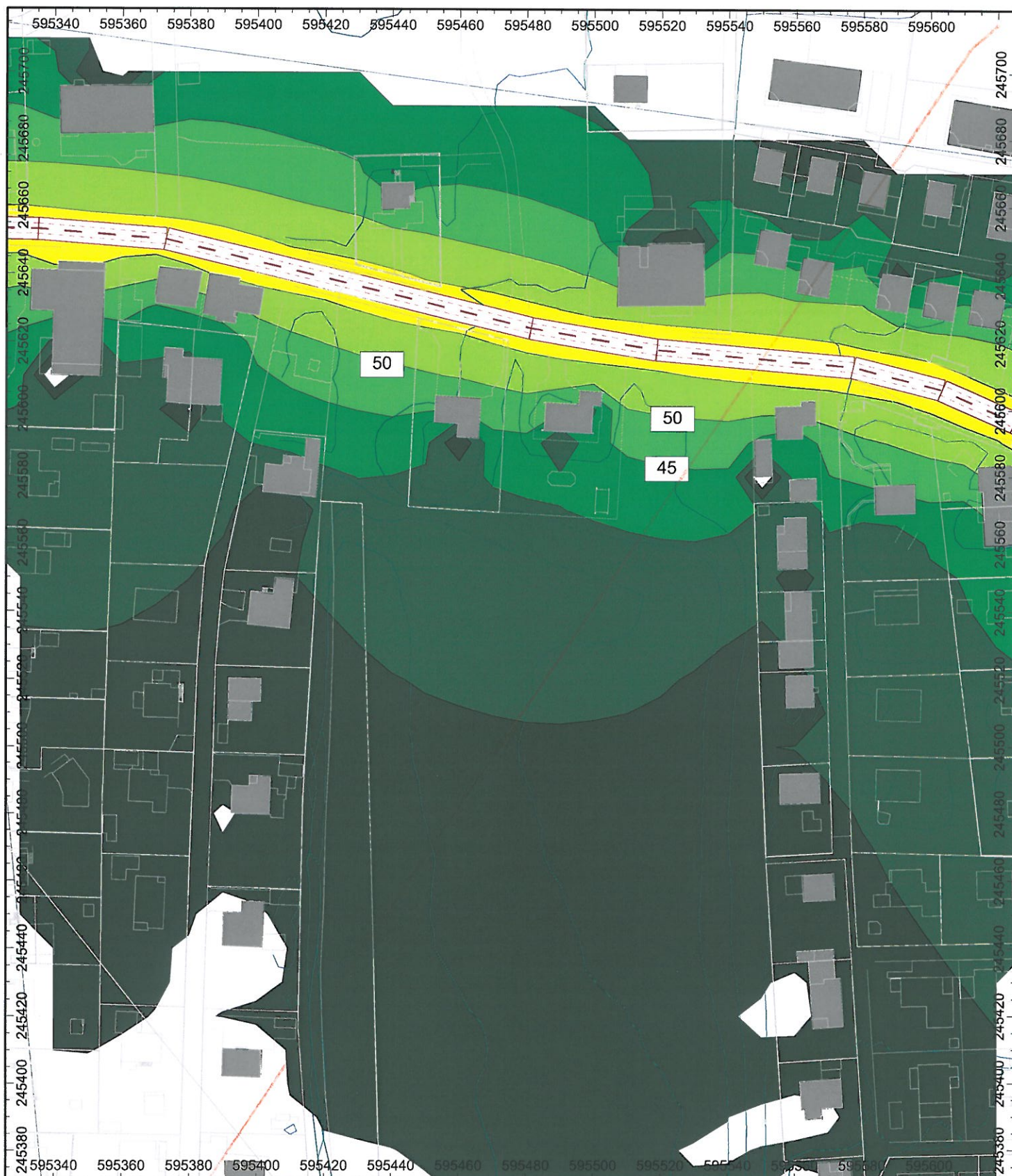
Rue du 23 juin : TJM = 8'000 véh/j.
Vitesses de circulation = 50 km/h

Emissions diurnes (6-22 Heures)

22.02.2013

RWB Jura SA





Niveau d'appréciation en dB(A)
 Evaluation des immissions : 4.5 m au dessus du sol
 Intervalle des points d'immissions : 10 m

- > 35.0 dB(A)
- > 40.0 dB(A)
- > 45.0 dB(A)
- > 50.0 dB(A)
- > 55.0 dB(A)
- > 60.0 dB(A)
- > 65.0 dB(A)
- > 70.0 dB(A)
- > 75.0 dB(A)
- > 80.0 dB(A)
- > 85.0 dB(A)

Courroux

Cadastre du bruit routier - Nuit [22h-6h]

Modifié par décision
 le ratification



Rue du 23 juin : TJM = 8'000 véh/j.
 Vitesses de circulation = 50 km/h

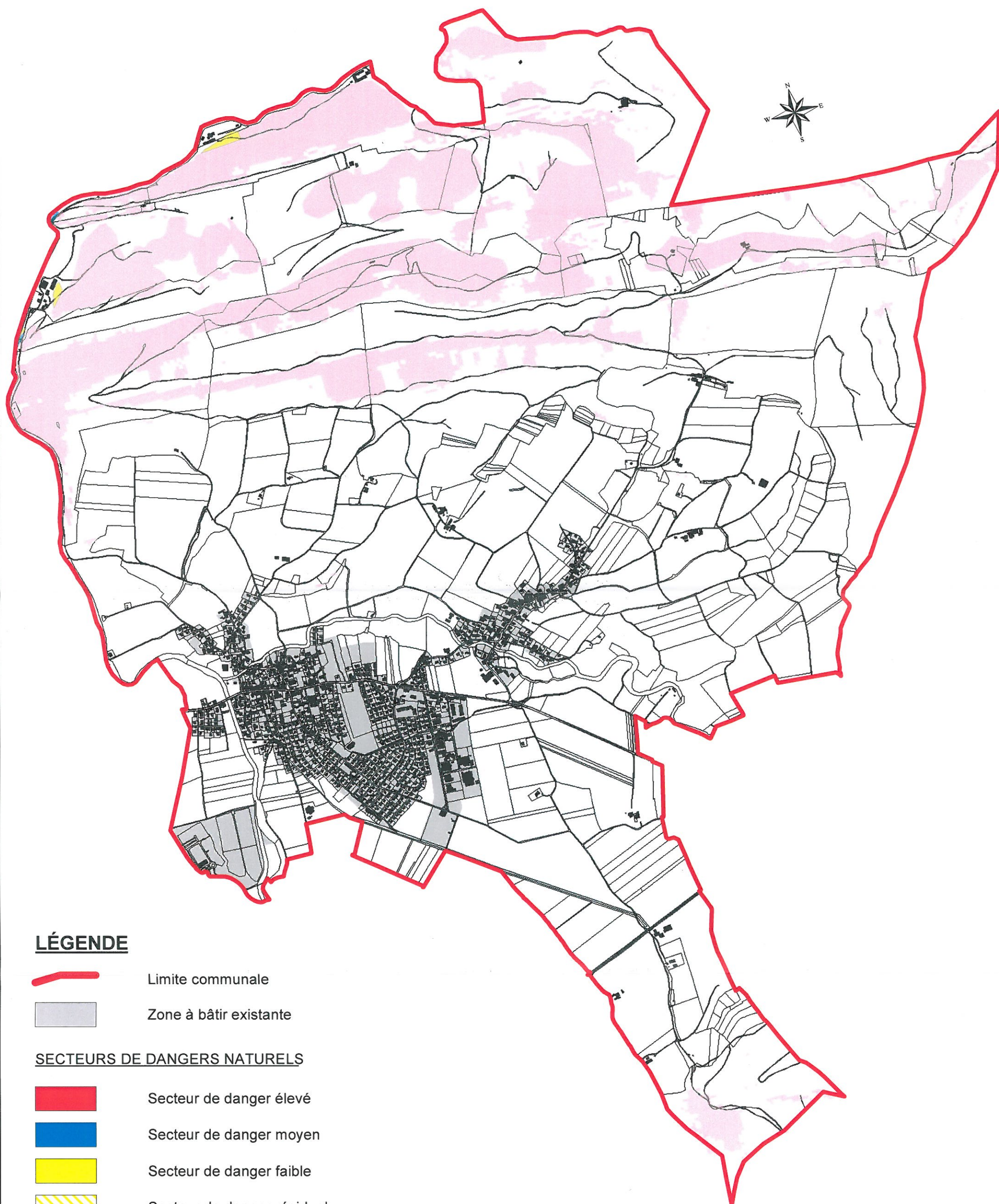
Emissions diurnes (6-22 Heures)

22.02.2013

RWB Jura SA

ANNEXE VIII

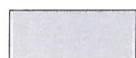
CARTES DE DANGERS PAR TYPES DE PHENOMENE



LÉGENDE



Limite communale



Zone à bâtir existante

SECTEURS DE DANGERS NATURELS



Secteur de danger élevé



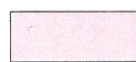
Secteur de danger moyen



Secteur de danger faible



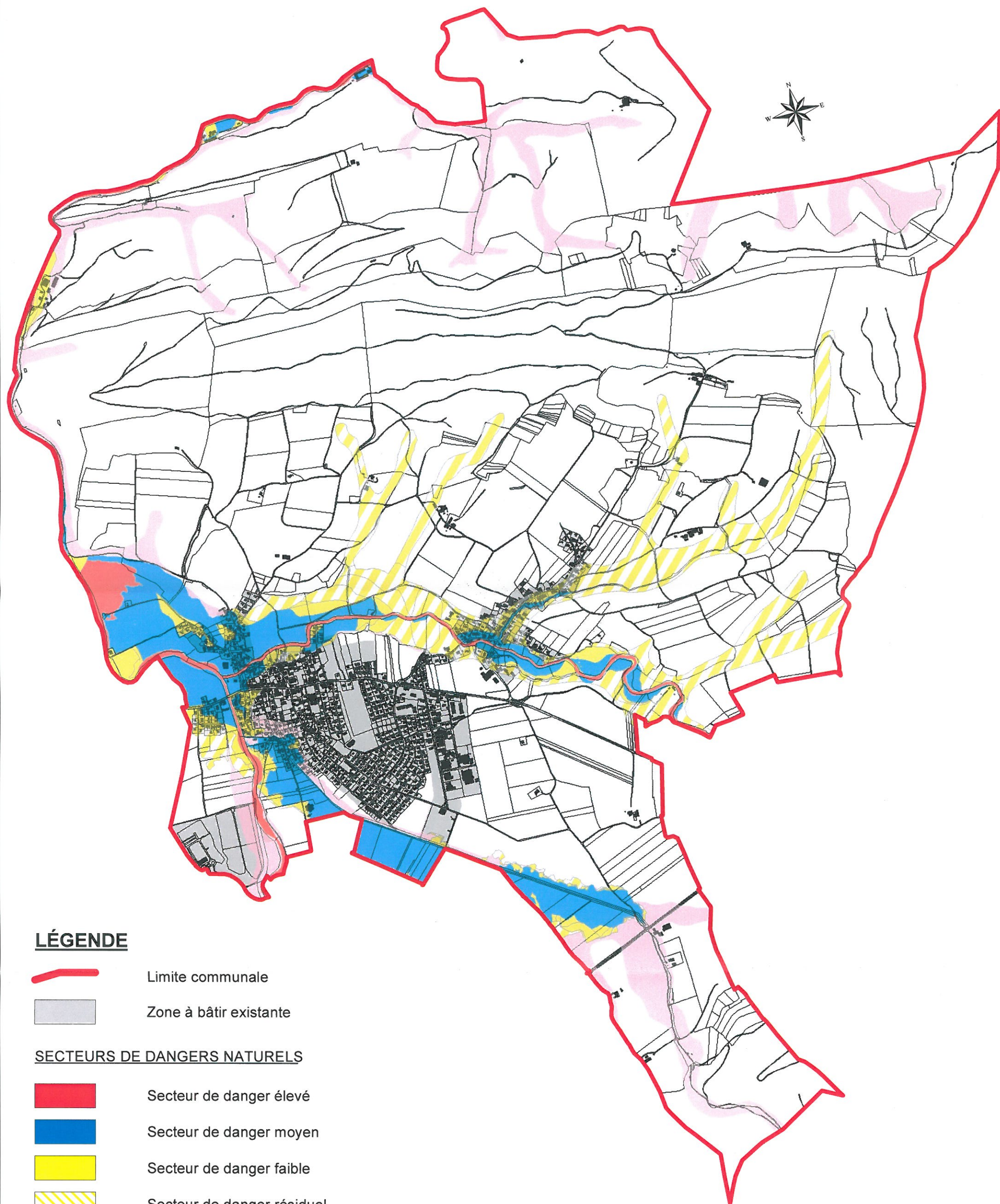
Secteur de danger résiduel



Secteur d'indication de dangers



Aucun danger connu



LÉGENDE



Limite communale



Zone à bâtir existante

SECTEURS DE DANGERS NATURELS



Secteur de danger élevé



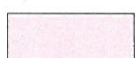
Secteur de danger moyen



Secteur de danger faible



Secteur de danger résiduel



Secteur d'indication de dangers



Aucun danger connu